

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE

DE LA

JURISPRUDENCE ET DÉVELOPPEMENT DE LA THÉORIE

DE

L'ENRICHISSEMENT SANS CAUSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Science Juridique)

Présentée et soutenue le Lundi 13 Mars 1916, à 4 heure 1/2

PAR

M. POSSA

Président : M. PLANIOL, professeur

Suffragants : { MM. MASSIGLI, professeur
BARTIN, professeur.

PARIS (5°)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

6, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1916

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

ÉTUDE

DE LA

JURISPRUDENCE ET DÉVELOPPEMENT DE LA THÉORIE

DE

L'ENRICHISSEMENT SANS CAUSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Science Juridique)

Présentée et soutenue le Lundi 13 Mars 1916, à 1 heure 1/2

PAR

M. POSSA

Président : M. PLANIOL, professeur

Suffragants : { MM. MASSIGLI, professeur
BARTIN, professeur.

PARIS (5°)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1916





Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550411_0004

INTRODUCTION

Le patrimoine, comme une extension de la personnalité, dont il n'est, selon l'expression d'Ihering, que l'affirmation économique, fait l'objet des constantes préoccupations des auteurs du Code. Ces préoccupations sont pleinement justifiées par une considération d'utilités sociale, car, « simple assurance de l'existence physique, à l'origine, le patrimoine a fini par remplir une mission de civilisation universelle » (1). Sa sécurité importe donc à un haut degré au législateur, et l'attention qu'il lui accorde se traduit, plus d'une fois, dans les articles du Code.

C'est pour empêcher une lésion future, que la loi crée les obligations légales proprement dites. C'est pour réaliser la même idée de sécurité des patrimoines, qu'elle crée, alors qu'une lésion s'est déjà produite, les obligations délictuelles, quasi-délictuelles et les deux obligations que nous trouvons dans le Code sous le titre des

(1) Ihering, *Evolution du droit*, trad. Meulnaere, p. 44, n° 31

quasi-contrats. Et si nous abordons la matière contractuelle, bien que le principe de la conservation du patrimoine rencontre, sur ce terrain, l'opposition d'un autre principe directeur, celui du libre développement de la personnalité par la liberté de la volonté, il ne nous sera pas difficile à nous convaincre de la grande part que notre principe a eue dans la confection du Code civil.

Voici, par exemple, un des contrats des plus usuels ; la vente. La garantie d'éviction, la garantie des vices cachés et la rescision pour lésion sont autant d'exemples qui nous montrent le prix que le législateur attache à ce que les patrimoines gardent, en toute occurrence, le plus possible, leur consistance. C'est là aussi l'explication de la défaveur avec laquelle les auteurs du Code entourent les donations, qui sont, par définition, la dénégation de ce principe. Mais le Code n'a pas tout prévu, et il se trouve des situations où l'équilibre de deux patrimoines est rompu à l'avantage de l'un d'entre eux, sans que ce trouble provienne d'un contrat ou d'un délit de la part de l'un des deux titulaires. C'est ce qui arrive dans les cas d'enrichissement sans cause.

Un pareil enrichissement est dû, parfois, au fait du titulaire du patrimoine lésé. Ainsi, par exemple, celui qui construit sur le terrain d'autrui enrichit, à ses dépens, le propriétaire du terrain qui devient le propriétaire des constructions.

Parfois, c'est le hasard qui opère un déplacement de

valeurs entre les deux patrimoines. C'est le cas d'avulsion, par exemple.

Ou bien encore, il peut intervenir un tiers qui opère une transmission de valeurs entre les deux patrimoines. Le tiers intermédiaire a pu agir ainsi en exécution d'une obligation antérieure qu'il avait envers l'enrichi. Par exemple, un associé contracte un emprunt, pour acquitter un versement à la caisse sociale. La société s'enrichit aux dépens du prêteur, non payé, à cause de la déconfiture de son débiteur par exemple.

Quelquefois on peut recueillir un enrichissement en vertu d'une obligation légale préexistante, entre l'intermédiaire et l'enrichi. C'est le cas du mari qui s'enrichirait des fournitures faites à sa femme, lorsqu'elles ne sont pas payées (1).

Quelquefois le tiers n'intervient que pour provoquer l'activité du lésé, mais une fois cette activité déclanchée, le rôle de l'intermédiaire s'efface et le rapport d'enrichissement se produit directement entre le lésé et l'enrichi. Ainsi, par exemple, le locataire qui commande des travaux sur l'immeuble loué. L'entrepreneur, non payé, a enrichi directement le propriétaire, sur l'initiative du locataire (2).

Mais sans insister davantage sur les différentes ma-

(1) Paris, 30 novembre 1899. D.J900, 2, 105. — S. 1901, 2, 267.

(2) Voir aussi l'énumération différente que fait M. Loubers : *L'action de « in rem verso » et les théories de la responsabilité civile* ; p. 24 et suiv. en note.

nières dont un enrichissement peut provenir, nous nous arrêterons pour considérer leur résultat. Il y a toujours une lésion qui se produit, procurant un enrichissement. La sécurité des patrimoines se trouve atteinte et parce qu'il n'existe aucun rapport contractuel ou délictuel entre les titulaires de ces deux patrimoines, renoncerons-nous à y porter remède ? Un enrichissement sans cause ne pourrait pas produire, par lui-même, selon l'esprit du Code, une obligation de réparer la lésion qu'il a produite ? Quel serait alors le fondement de cette obligation, et quelle sera sa sanction ?

Voici l'objet de la présente étude.

Paris, le 31 janvier 1916.

CHAPITRE PREMIER

L'ENRICHISSEMENT SANS CAUSE EN DROIT ROMAIN ET DANS L'ANCIEN DROIT FRANÇAIS

Existence du principe selon lequel, personne ne doit s'enrichir sans juste cause, aux dépens d'autrui, en droit romain. — Ancienneté du principe. — Son origine. — Les sanctions : *La legis actio per conditionem* et les *legis actiones per sacramentum et per iudicis postulationem*. — *La condictio* : Nature de la *condictio*. — Evolution de la *condictio*. — *La condictio* dans la codification de Justinien : *Condictio indebiti* ; *condictio causa data, causa non secuta* ; *condiction ob turpem vel injustam causam*.
Autres sanctions ; les actions prétoriennes de l'*actio de in rem verso* ; l'exception de dol. — La *restitutio in integrum*. — L'action de *in rem verso* en droit français.

*
* *

Parmi les plus anciens principes d'équité auxquels le droit romain accorda sa protection, nous trouvons aussi le principe selon lequel personne ne doit s'enrichir sans juste cause, aux dépens d'autrui. Il n'est que la transposition, dans le domaine du droit, du principe moral qui exige qu'on rende, à chacun, ce qui lui appartient. La

maxime *sum cuique tribuere* qui forme l'un des trois principes directeurs du droit, devait conduire, nécessairement, à la reconnaissance du principe de l'enrichissement sans cause. Aussi, ce principe ne peut plus être contesté déjà, à l'époque classique du droit romain. Nous le trouvons formulé en maints endroits aux Digestes, où Ulpien (1), Labéo (2), Cassius (3) et Julien (4) l'attestent. Quant à son ancienneté, le principe de l'enrichissement sans cause, remonte à une date plus reculée que celle de ces témoignages. Ulpien nous dit que *Sabinus* a constamment défendu l'opinion des anciens (5) qui pensaient qu'on peut répéter, à quelqu'un, l'argent reçu pour une cause injuste. Marcien trouve l'origine de cet usage des *veteres* dans le *jus gentium* (6). Nous retrouvons la même idée dans un passage du *De officiis* de Cicéron où il est dit (7) : *Illud natura non patitur ut aliorum spoliis nostras facultates, copias, opes, augemus. Neque*

(1) Ulpien : D. 2, 15. de transact. 8, 29... *in quod factus sit locupletior æquissimum erit in eum dari repetitionem : nec enim debet ex alieno damno esse locuples.*

Id. D. 5, 2, de inoff. test. 26.

(2) Ulpien, D. 15, 1, de pec. 3, 12... *idem Labeo probat quia iniquissimum est ex furto servi, dominum locupletari impune.*

(3) Pomponius, D. 46, 3, de sol. 17.

(4) Africanus, D. 12, 1, de R. C., 23... *posse te mihi pretium condicere. Julianus ait quasi ex re tua locupletior factus sim.*

(5) Ulpien, D. 12, 5, *De cond. op. turpem*, 6. *Perpetuo Sabinus probavit veterum opinionem existimantium id quod ex injusta causa, apud aliquem sit, posse condici...*

(6) Pernice, *Labeo*, III, 1, page 218.

(7) Cicéron, *De Officiis*, III, 5.

vero hoc solum natura, id est jure gentium, sed etiam legibus populorum, quibus in singulis civitatibus respública continetur eodem modum constitutum est, non liceat, sui commodi causa nocere alteri.

Si l'on veut chercher le modèle qu'inspira le *jus gentium* il est possible de le trouver dans la philosophie grecque (1). On cite à l'appui de cette opinion le passage précité du *De officiis* et deux phrases qu'on trouve dans le théâtre de Plaute et de Térence (2).

Ce qui est plus certain, c'est qu'à une époque déjà ancienne, la défense des s'enrichir injustement aux dépens d'autrui avait passé du domaine de la morale dans celui du droit où elle trouvait, désormais, une sanction pour quiconque la méconnaîtra.

Quelle fut cette sanction ? A l'époque des actions de la loi, la loi *Silia* institua une *legis actio per conditionem* pour les demandes de sommes d'argent que la loi *Calpurnia* étendit aux *aliæ certæ res*. Ces *legis actiones* ayant un caractère abstrait (3), se prêtaient à merveille aux répétitions des sommes d'argent ou d'autres corps certains qu'un tiers détenait injustement. Cet emploi est rendu d'autant plus vraisem-

(1) V. Cuq, *Les institutions juridiques des Romains*, t. III, p. 50 et 492, et G. Stoicesco, *De l'enrichissement sans cause*, thèse, Paris, 1904, p. 7.

(2) Plaute, *Asin*, 1, 8, 20 : *Par pari datum hostimentum*'st. Térence, *And.*, IV, 1, 1, *Tanta vecordia innata cuiquam ut siet ex incommodis alterius sua ut comparent commoda.*

(3) V. Girard, *Manuel élém.*, page 605, note 2.

blable que ces *legis actiones* aboutissaient à un *dari oportere* (1).

Cependant la sanction des lois *Silia* et *Calpurnia* faisait défaut lorsque l'enrichissement qu'on voulait répéter s'était produit, non pas par une dation, mais par une prestation. Toutes les fois que l'objet de la réclamation de l'enrichisseur était un *incertum* on ne pouvait pas avoir recours aux *legis actiones* de la loi *Silia* et de la loi *Calpurnia*. Toutefois Baron pense que, même à cette époque, on pouvait évaluer en argent l'objet de sa réclamation et le poursuivre au moyen de la *condictio* de la loi *Silia* encourant le risque de commettre une *plus petitio* (2).

Selon cette doctrine, les lois *Silia* et *Capurnia* donnent pleine satisfaction, à cette lointaine époque du droit romain, à tous ceux dont tout ou partie de leur patrimoine est détenu sans cause par autrui. Mais ces deux lois n'apparaissent que vers la fin de l'époque de la procédure des actions de la loi. Quelques auteurs ont fixé la date de la loi *Silia* en l'an 510 et celle de la loi *Calpurnia* en 520 (3). Ces dates sont contestées, mais ce qui ne l'est pas, c'est l'époque relativement tardive à laquelle on voit apparaître la *legis actio per conductionem*. S'ensuit-il qu'antérieurement à cette *legis actio* on n'avait pas de moyens pour répéter ce qui était détenu

(1) Gaius, 4, 20.

(2) V. Baron, *Die condictio*, page 198 et suiv.

(3) V. Girard, *Manuel élém.*, p. 981, note 7.

sans cause par un tiers ? Gaius nous dit qu'on pouvait agir *per sacramentum* ou *per judicis postulationem* pour réclamer ce qu'on pouvait réclamer, aussi *per con-dictionem* depuis la loi *Silia* (1). Nous connaissons même une loi *Calpurnia* de 605 qui établit la procédure *per sacramentum* pour la répétition des sommes illégalement perçues par les magistrats (2). On peut donc conclure qu'antérieurement aux lois *Silia* et *Calpurnia* on pouvait agir *per sacramentum* pour répéter ce qui est retenu sans cause, sinon toujours comme le pense M. Girard, du moins, dans certains cas, légalement prévus.

A l'époque de la procédure formulaire la *condictio* remplaça les anciennes *legis actiones per con-dictionem*. La con-diction s'identifie à tel point à une action en répétition que les juriconsultes emploient le mot *repetere* pour désigner l'existence d'une condition (3). Le principe de la con-diction se confond donc avec le principe de l'enrichissement sans cause, et l'obligation de restitution qui en naît, forma la base sur laquelle se développèrent, par la suite, les actions contractuelles et

(1) V. Gaius, 4, 20.

(2) V. Girard, textes... *Le Acilia repetundarum*, p. 33, rapportant la disposition de la loi *Calpurnia*.

(3) Pernice, *Labeo*, III, 1, page 213. — Cfr. aussi Gaius, D. 22, 1, *de usur.*, 38, 2; D. 46, 3, *de sol.*, 87. — D. 2, 2, *quid quisq. jur.*, 3, 7. — D. 12, 6, *de cond. indeb.*, 43. — D. 14, 6, *ad sc. maced.*, 7, 16. — D. 35, 2, *ad. leg. Tabac.*, 1, 17. — D. 12, 4, *de cond.*, C. E., d. 3, 7. — D. 17, 1, *mand.*, 51. — D. 18, 1, *de C. E.*, 16, etc.

délictuelles. « Les Romains, dit M. Girard, ont, à notre sens, admis, dès une époque très ancienne, que celui qui se trouve retenir sans cause une chose venant d'autrui est débiteur de la restitution, y est obligé *re.....* en vertu du principe selon lequel celui qui a acquis ou qui retient sans cause le bien d'autrui, est obligé, par l'équité, à le rendre, non pas en vertu d'une idée de contrat, mais en vertu d'une idée d'acquisition, ou plus largement, de conservation sans cause. » Ce principe d'équité est supérieur à l'idée de contrat qui n'est « qu'une simple dérivation, au lieu d'en être l'origine (1) ». Dans ce sens « la *condictio née re*, est une action par laquelle une personne réclame les choses injustement sorties de son patrimoine. Elle naît indifféremment du *fait matériel*, du *déplacement de propriété*, de *l'enrichissement injuste*, qu'il y ait paiement de l'indû, détournement ou *mutuum*. Si elle se trouve sanctionner le *mutuum*, ce n'est pas en vertu de l'idée de convention, c'est en partant de l'idée de *res* (2) ».

Si l'obligation de rendre ce qu'on retient sans cause, ne dérive pas d'une idée de contrat, elle est, à plus forte raison, étrangère à l'idée de quasi-contrat. A la naissance et au développement de la *condictio*, un regard en arrière sur la volonté des contractants, n'a joué aucun rôle, et, l'idée de quasi-contrat doit être laissée de côté.

(1) V. Girard, *op. cit.*, p. 609 et 610, note 1.

(2) Girard, *L'histoire de la condictio* d'après Pernice, dans *la Nouvelle Revue historique*, 1895, p. 417.

Les jurisconsultes classiques s'en sont tenus à l'écart. Aucun d'eux ne développe la *condictio* résultant comme d'un contrat, seulement Justinien énumère la *condictio indebiti* aux quasi-contrats et encore elle a une nature propre (1).

Pareillement en matière délictuelle, le fait d'avoir détourné la chose d'autrui, le *furtum*, fut d'abord sanctionné également par une condictio obligeant le voleur à restituer la chose qu'il détenait, et ce ne fut que plus tard qu'apparut l'*actio furti*.

Ainsi la *condictio* a trouvé, à son apparition, un vaste champ d'application sanctionnant toute créance de somme d'argent ou de corps certain indifféremment si l'obligation du débiteur était née, *re, verbis* ou *litteris* (2). Mais ces trois sources d'obligation ne sont pas les seules *causæ condicendi*, comme on l'a soutenu en se référant au discours de Cicéron, *Pro Roscio*, où il est fait une énumération des cas dans lesquels on pourrait agir par la condictio.

« Il est aujourd'hui généralement reconnu, dit Pernice, qu'on ne puisse pas invoquer contre cette manière de voir les trois *causæ condicendi* citées par Cicéron comme les seules permises ; *datum, stipulatum* et *expensum latum*. Cicéron montre, au cours de son propre développement, qu'il n'y a pas besoin d'une dation

(1) V. Pernice, *op. cit.*, III, 1, page 219 et suiv.

(2) V. Girard, *Supra cit.*, page 424.

ou d'une numération. Les anciens considéraient comme susceptibles d'être réclamés par une *condictio*, les objets qui sont arrivés à l'individu sans l'activité immédiate du demandeur (1). »

Si, d'un côté, il n'est pas nécessaire que l'enrichissement provienne d'un rapport direct entre l'enrichi et l'enrichisseur, d'un autre côté il n'est pas nécessaire qu'il provienne d'une augmentation matérielle du patrimoine d'autrui. C'est encore enrichir quelqu'un que de lui éviter une perte. Les Digestes nous parlent souvent d'un pareil enrichissement (2).

Aussi large qu'il paraît, le domaine d'application de la *condictio* était cependant considérablement atteint à cause de la nature de l'objet réclamé. En effet, ni la *condictio certæ pecuniæ*, ni la *condictio certæ rei* ne pouvait servir pour réclamer un *incertum*. Ce n'est qu'à l'époque des empereurs *Hadrien* ou *Trajan* qu'apparaît une *condictio incerti*, comme nous allons le voir. Le fait parut inexplicable et divers auteurs voulurent donner, par l'interprétation, pleine satisfaction à l'équité. Selon une doctrine, on pouvait réclamer au moyen de la *condictio certæ pecuniæ* le montant de l'enrichissement évalué en argent. Le droit d'évaluation appartient au demandeur qui l'exerce sous peine de commettre une *plus petitio*, en cas d'une évaluation exagérée. Pour Ba-

(1) Pernice, *op. cit.*, p. 219-20.

(2) V. Cuq, *op. cit.*, p. 493 et suiv. et les fragments cités par M. Cuq.

ron, ce droit du demandeur ne fait pas de doute à l'époque de la procédure formulaire (1).

Selon M. V. Koschenbahr Lyskowski, la *condictio certi* ne s'appliquait pas seulement pour sanctionner une obligation de *dare*, mais aussi pour un *facere*, car l'objet d'une obligation de faire peut être aussi un *certum*. On pourrait réclamer alors par une *condictio certi*, un *facere certum*, après avoir évalué l'obligation de faire, par l'*arbitrium* du magistrat, à une *certa pecuniæ*. Le demandeur reste libre d'intenter soit une *condictio certæ pecuniæ* pour le montant de l'évaluation, soit une *condictio certi* pour exiger ce *facere* du débiteur.

Il n'y a, selon cet auteur, que le nom de *condictio incerti* qui est des compilateurs, la chose existait bien avant eux (2).

Ce qui est plus vraisemblable, c'est que les jurisconsultes tâchèrent d'approprier la *condictio certæ rei* et de sanctionner, au moyen de cette condictio, les répétitions dont l'objet est un *incertum* (3).

Si l'on veut trouver une plus complète satisfaction du principe de l'enrichissement sans cause, à cette époque, il

(1) V. Baron, *op. cit.*, p. 198. En sens contraire : Girard, *Manuel élém.*, p. 607, note 1.

(2) V. Dr. J. v. Koschenbahr-Lyskowski, *Die condictio abs Bereicherungsklage im Klassischen römischen Recht*, dont un compte rendu a été publié dans la *Nouvelle Revue Historique*, 1908, par Michon, voir p. 369 et suiv. de la revue.

(3) V. Girard, *op. cit.*, p. 611, note 2, et Pernice, *op. cit.*, p. 20 et suiv., note 5.

faut la chercher en dehors de la *condictio*, dans les actions prétoriennes, les exceptions et la *restitutio in integrum*, dont nous nous occuperons à la fin de ce chapitre.

En suivant la pente naturelle de son évolution, le droit romain reconnaît, à côté d'un enrichissement palpable, un enrichissement dont la provenance est moins attachée aux sens, un enrichissement qui provient d'un *incertum*. Ainsi, par exemple, on peut encore enrichir quelqu'un si on lui fait la tradition d'un fonds libre, alors qu'il fallait retenir une servitude sur ce fonds (1). Ou bien, en s'obligeant, par erreur, envers quelqu'un on a enrichi le stipulant (2).

Dans tous ces cas on aura sous les empereurs *Hadrien* ou *Trajan*, une nouvelle condictio pour sanctionner l'enrichissement injuste qui en résulte. Ce sera la *condictio incerti*. Cette condictio, à la différence des autres, ne vise pas une répétition, mais plutôt une prestation nouvelle de la part de l'enrichi (3). La seule restriction existant à l'exercice de la *condictio* disparaît donc à cette époque, mais à partir de *Julien* on remarque une tendance constante des interprètes à restreindre le champ d'application des conditions et parallèlement à ce mouvement on remarque également la tendance d'élargir les actions sanctionnant des contrats spéciaux (4). Parfois

(1) Pomponius, D. 12, 6, de *cond. indeb.*, 22, 1.

(2) Paulus, D. 19, 1, De A. E. V. 5, 1.

(3) Pernice, *op. cit.*, page 205.

(4) Baron, *op. cit.*, page 222.

la condiction se trouve citée dans les textes à côté de l'action contractuelle pour sanctionner le même rapport juridique, comme, par exemple, dans le fragment d'Ulpien qu'on trouve au Digeste 19, 1, de A. e. V. 11, 6 (1).

Parfois l'action contractuelle est seule indiquée pour réclamer une répétition, comme nous trouvons, par exemple, aux Digestes 19, 2, *locati conducti* 19, 6, ou encore 24, 3 *soluto matrimonio* 41 (2).

Du moment que des sommes d'argent ou d'autres corps certains, pouvaient être répétés autrement que par des condicions, l'ancienne classification des condicions, d'après leur objet, ne correspond plus au nouvel état du droit, et une nouvelle classification des condicions fut la conséquence du mouvement que nous avons vu se produire à partir de Julien.

Les interprètes tentèrent une nouvelle classification des condicions d'après leur cause. Ils cherchèrent les causes des condicions dans les divers cas d'application

(1) D. 19, 1, de A. E. V. 11, 6. Ulpien dit : *ego enim quaero : si annulus datus sit arræ nomine et secuta emptione, pretioque numerato et tradita re, annulus non reddatur qua actione agendum est, utrum condicatur, quasi ob causam datus sit et causa finita sit, an vero ex empto agendum sit, et Julianus diceret exempto agi posse : certe etiam condici poterit, quia jam sine causa apud venditorem est annulus.*

(2) D. 24, 3, *soluto matrimonio*, 41... *Si pater ignorans filiam divorthisse, dotem ex causa promissionis numeravit, non per indebiti conditionem, sed, de dote actione, pecuniæ petetur.* V. aussi. D. 19, 5, *de prescriptis verbis*, 17, 5.

et ils firent ainsi, plutôt, des groupements des *dationes* ayant en vue la possibilité d'une condiction (1).

Ces classifications qui ne sont pas toujours exemptes de critiques, ne sont que des travaux de la doctrine étrangère, encore, au droit. Aussi elles ne sont pas définitives. Il manque chez quelques interprètes jusqu'au nom technique qui indique la cause de la répétition. Ainsi, Gaius, qui parle de tous les cas de condition résultant d'un enrichissement, n'emploie cependant pas une seule fois une des expressions techniques désignant la cause — *condictio indebiti, ob turpem causam*, etc. — ; et même les autres jurisconsultes, parmi lesquels Pomponius, Ulpien, Paul, emploient plus souvent le simple mot *condicere, condictio* en laissant de côté l'indication du fondement de la poursuite, ce qui ne peut être attribué au pur hasard (2). Ce n'est que Justinien qui adopta une classification des causes des condictiones, *condictio indebiti ; causa data, causa non secuta ; ob turpem vel injustam causam* ; et la *condictio sine causa*.

Différant par les causes, les condictiones diffèrent aussi par les conditions nécessaires à leur application, que nous passerons brièvement en revue.

La *condictio indebiti* exige trois conditions pour son application :

1° Elle suppose une prestation faite en vue d'éteindre

(1) Pernice, *op. cit.*, 3, 1, page 236.

(2) V. Baron, *op. cit.*, p. 61 et suiv.

une obligation, inexistante en réalité, c'est ce qui constitue l'indû ;

2° L'erreur du *solvens* ;

3° La bonne foi de l'*accipiens*.

Le champ d'application de la *condictio indebiti* n'est pas limité à la répétition des sommes d'argent ou d'autres corps certains ; « elle porte sur des objets aussi variés que peuvent l'être ceux des obligations qu'on a voulu exécuter, sur la répétition, non seulement d'argent, de denrées, mais de corps certains, d'engagements qu'on a pris à tort, de créances qu'on a éteintes à tort » (1).

La preuve du paiement et de l'absence d'obligation — en laissant de côté les cas exceptionnels — incombe au demandeur. Quant à l'erreur du solvens, elle résultera généralement de l'absence d'obligation de sa part. Au cas contraire, c'est encore au *solvens* de fournir la preuve (2).

La *condictio causa data causa non secuta*, suppose une prestation faite en vue d'une *causa futura et honesta* qui ne se réalise pas (3).

La *condictio ob turpem causam* suppose une prestation faite en vue d'une *causa futura inhonesta* pour l'une

(1) Girard, *op. cit.*, p. 613.

(2) Girard, *op. cit.* p. 615 et Paul, D. 22, 3, *De prob.*, 25, pr. 1 et 2.

(3) D. 12, 4, *De cond.*, c. d., 1, pr. et 1. Paul, 12, 5, *De cond. ob turp.*, 1, 1, D. 12, 6, *De cond. indeb.*, 52 et 65, 4. Voir aussi l'énumération des cas où cette *condictio* est applicable : Wangerow, *op. cit.*, § 3, 626, p. 406 et suiv.

seulement des deux parties. Au contraire, il n'y a plus de répétition si la cause de la prestation est déshonorante pour le *tradens* en même temps que pour l'*accipiens* (1).

La *condictio ob injustam causam* suppose un enrichissement résultant d'un délit ou d'un acte prohibé par la loi (2).

Condictio sine causa. — Les conditions précédentes avec leur champ d'application bien délimité et leur aspect propre ne correspondent pas exactement à la sphère d'application des anciennes conditions du droit classique. Elles laissent échapper parmi elles des cas d'enrichissement sans cause qui n'ont plus de sanction. C'est pourquoi Justinien avait prévu une *condictio sine causa*. Mais elle ne sanctionna pas non plus tous les cas où un enrichissement aurait pu se produire sans cause. Sa création nous montre au moins combien l'idée de défendre tout enrichissement injuste, était chère aux juristes romains.

La *condictio sine causa* suppose une prestation faite : *a*) sans cause, dès le début ou *b*) faite en vue d'une cause existante, mais qui cesse d'exister par la suite (3).

La *condictio sine causa* n'exige pas que l'enrichissement provienne de notre fait, il suffit qu'il provienne de notre patrimoine (4).

(1) D. 12, 5, *de cond. ob turp c.* 3.

(2) C. 4, 32, *de usur.*, 18.

(3) Ulpien, D. 12, 7, *De cond. sine causa*, 1, 2.

(4) Wangerow, *op. cit.*, § 3, 628, p. 418.

En laissant de côté les conditions *ob turpem vel injus-
tam causam* à cause de leur caractère particulier, nous
pouvons dire que l'objet des conditions est la restitution
du montant de la valeur dont l'*accipiens* s'est enrichi (1).

De tout temps la condition ne fut pas le seul moyen
de sanctionner un enrichissement et la *condictio sine
causa* ne réprimait pas tout enrichissement sans cause.
Ainsi, par exemple, le possesseur de bonne foi qui, en
construisant sur le terrain d'autrui, a procuré une
plus-value au propriétaire du terrain, ne peut pas ré-
péter l'enrichissement qu'il a ainsi procuré sans cause à
autrui. A côté de la *condictio*, nous citerons, comme
pouvant poursuivre le même but, des actions civiles et
des moyens prétoriens. Ces derniers sont tantôt des
actions, tantôt des exceptions ou encore des *restitu-
tiones in integrum*.

Parmi les actions civiles citons l'action *De tigno
juncto* qui garde aussi un caractère pénal. Elle empêche
celui qui a construit sur un terrain avec des matériaux
qui ne lui appartiennent pas, de s'enrichir aux dépens
du propriétaire des matériaux ; car le constructeur devra
lui payer le double de la valeur des matériaux (2).

Le prêteur délivrera des actions tantôt *in factum con-
ceptæ*, tantôt *utiles*, pour protéger celui dont le patri-
moine se trouve lésé sans cause.

(1) Girard, *op. cit.*, p. 616, note 1.

(2) Selon d'autres auteurs, il faut que les matériaux aient été
volés. V. Girard, *op. cit.*, p. 329 et D. 6, 1, De R. V. 23, 6.

Ainsi le propriétaire du bras forgé dans la statue, perd la propriété du bras, mais il aura une action *in factum* pour recouvrer la valeur qu'elle représente (1).

Au nombre des actions utiles on trouve les actions suivantes : l'*actio quod jussu ; exercitoria ; institoria et de in rem verso vel de peculio*.

Celui qui a contracté avec un esclave ou un fils de famille, bien qu'il ait pu lui procurer un enrichissement, il ne peut le poursuivre, parce que l'esclave ou le fils de famille ne possèdent pas de patrimoines, et, d'autre part, on ne pouvait poursuivre, ni le maître de l'esclave ni le père du fils de famille, bien que ce soit eux qui se trouvent enrichis, parce qu'ils ne peuvent être obligés par une autre personne. C'est le système de la non représentation qui fut suivi au début du droit civil romain. Pour empêcher un résultat qui, de bonne heure déjà, devait choquer les idées juridiques en cours, le prêteur permit d'exercer contre le père de famille, l'action qu'on a acquise contre son fils, ou son esclave, soit que ces derniers ont agi sur l'ordre du *pater familias*, soit qu'ils ont été préposés par lui à un commerce maritime ou terrestre, soit enfin pour la simple raison que le *pater familias* a tiré un profit des agissements de son fils ou de son esclave. Dans ce dernier cas on donnait contre le *pater familias* enrichi, l'action contractuelle qu'on avait acquise contre ces personnes soumises à sa

(1) D. 6, 1, De R. V, 23, 5. — D. 41, De a. R. D. 6, 2.

puissance, mais seulement jusqu'à concurrence du pécule que possédaient ces personnes, ou du profit que le père en avait tiré de leur fait. Ainsi l'action *de in rem verso*, n'est pas, tout au moins avant Justinien, une action proprement dite, mais une simple « locution adjectivale, que le prêteur insérait dans la formule pour limiter le montant de la condamnation (1) ». Son caractère change avec le temps. Elle finit par constituer une action distincte, qui trouvait son application au temps de Justinien entre personnes libres. Son rôle sera, le plus souvent, de faire rembourser les tiers qui ont contracté avec un mandataire ayant dépassé son mandat, ou le gérant d'affaire dont la gestion n'a pas été rectifiée par le maître (2).

C'est pourquoi le nom de l'action *de in rem verso* employé en droit moderne a inspiré pendant longtemps une application restrictive du principe de l'enrichissement sans cause.

Les condictiones et les actions supposent un enrichissement déjà accompli. A côté des actions on créa des exceptions qui empêchent un enrichissement de se produire. Parmi ces exceptions, il faut citer, en premier lieu, *l'exceptio doli*.

Le possesseur de bonne foi, qui a construit avec ses matériaux sur le terrain d'autrui, peut opposer à la

(1) V. Raynaud, *De l'action de in rem verso en droit civil français*, thèse 1899, p. 12.

(2) *Supra cit.*, p. 20.

revendication du *verus dommus* une exception de dol, pour réclamer le prix des matériaux et du travail (1).

Celui qui s'est obligé sans cause par une stipulation, ou celui dont la cause de l'obligation a cessé d'exister, peut opposer à l'action du demandeur, l'exception de dol (2).

Ainsi l'exception de dol et les *condictiones* reposent sur le même fondement, sur l'équité. Les unes empêchent qu'une iniquité se produise et une fois produite interviennent, les autres pour y porter remède. Ce rapport des deux moyens de procédure a fait qu'en droit classique toutes les fois qu'il était possible d'opposer une exception, une condition l'était également.

Le prêteur usa aussi de son *imperium* pour protéger, par voie exceptionnelle, ceux injustement lésés. Nous citerons comme procédure exceptionnelle, l'*in integrum restitutio*, *ob dolum* ou *ob metum*. La prestation faite sous l'empire du dol ou des menaces, n'en a pas moins une cause civile. Cependant la cause est injuste. Un enrichissement et une lésion en résultent sans cause réelle.

Le prêteur trouva ceux qui se sont ainsi laissé léser dignes de sa sollicitude et leur accorda la *restitutio in integrum* après connaissance de l'affaire.

Nous dirons, pour résumer, que le droit romain exigeait, dès une époque assez reculée, une cause pour la

(1) Gaius, D. 41, 1, De A. R. D., 7, 12.

(2) D. 44, 4, de d. in. except., 2, 3.

conservation d'une valeur dans un patrimoine. Par contre, une valeur détenue sans cause, donne lieu à répétition.

Au début on ne pouvait répéter que l'enrichissement consistant en sommes d'argent ou autres corps certains. Mais la tâche constante du prêteur et des interprètes fut de satisfaire, pour le mieux, le principe de l'enrichissement sans cause. Le prêteur créa, dans ce but, des exceptions et des actions. On finit, sous Hadrien ou Trajan, de réprimer, grâce à la *condictio incerti*, tout enrichissement indifféremment de sa provenance et de sa nature.

Sous Justinien on partage le domaine de l'ancienne *condictio* en plusieurs conditions bien délimitées, légalement déterminées d'après les causes qui leur donnaient naissance. Mais plus ces catégories légales où une répétition était possible étaient délimitées, plus il restait des enrichissements sans cause, non sanctionnés. La création, dans ces circonstances, de la *condictio sine causa* nous montre le souci qu'on avait, sous Justinien, pour le principe qu'avait déjà énoncé Pomponius :

Jure naturæ æquum est, neminem cum alterius detrimento et injuria fieri locupletiores (1).

(1) D. 50, 17, de div. r. juris, 206.

*
* *

L'ancienne maxime d'équité formulée dans les *Digestes* se retrouve aussi sous la plume de quelques coutumiers français. Mais elle ne fut mentionnée que pour donner des solutions à certaines questions pratiques et ne forma pas un corps de doctrine.

Ainsi nous trouvons dans le Livre de *Justice et de Plet*, dont la date est fixée à 1255, un paragraphe intitulé : *De aucion de chose qui est vendue sanz cause* (libr. VI, n° XIV) reproduisant le titre *De condictione sine causa* du *Digeste* (D. 12, 7). Dans ce même livre on traite aussi du paiement de l'indû, libr. VI, n° XII. *De aucion de chose que l'on ne doit mie* (§ 1). « ... Si aucun veut chose qui n'est pas deue et rien n'en siet il la puet redemander ».

Baumanoir parle d'une action fondée sur l'enrichissement injuste pour l'accorder au possesseur de bonne foi construisant sur le sol d'autrui, et à ceux qui ont corrompu les fonctionnaires publics (1).

Jacques d'Ableiges parle également de la répétition de l'indû (2).

(1) Baumanoir, *Coutume de Beauvoisis*, ch. xx. « Ci commence li vintisme chapitres, de c'est livre liquens parole de ceus qui tiennent éristages par cause de bonne foi et enseigne comment ils doivent estre gardé de damage » (éd. Salmon, I, p. 302, n° 613) et ch. xxxiv.

(2) *Grand coutumier de France*, libr. III, ch. xxix. Demande de condition induen. P. 492, éd. Laboulaye et Dareste.

Bouteiller, dans sa *Somme rurale*, au livre II, titre XXXVIII. « Cy après s'ensuyvent les règles de droict ; premièrement en latin et puis en françois » mentionne cette règle *Locupletari, non debet quis ex alterius iatura*, qu'il explique : « Cette règle dict que nul ne se doit enrichir du dommage d'autrui » (1).

Le même principe est plusieurs fois rappelé par Dumoulin, sans lui donner aucune extension (2).

Domat, le premier, s'éleva à un point de vue plus général envisageant le principe de l'enrichissement sans cause comme une théorie gouvernant tout le domaine du droit. Nous reproduisons en entier son passage :

« Celui qui se trouve avoir la chose d'un autre sans quelque juste cause, ou à qui une chose était donnée pour une cause qui cesse, ou sous une condition qui n'arrive point, n'ayant plus de cause pour la retenir, doit la restituer. Ainsi, celui qui avait reçu une dot pour un mariage qui ne s'accomplit point, ou est annulé, doit rendre ce qui n'était donné qu'à ce titre. Ainsi à plus forte raison, ceux qui ont reçu de l'argent, ou autre chose pour une cause injuste, sont tenus de la rendre (3). »

Le principe de l'enrichissement sans cause prend ainsi toute son ampleur, et dans le passage cité Domat fait

(1) Ed. de Charondas le Caron (1621), p. 846.

(2) Dumoulin, *Opera omnia* (éd. en 3 vol. de 1681), tit. I. Des fiefs, § 1, Glos. V. *in verbo* le fief, n° 82 (t. I, p. 84). Cf. aussi t. III, libr. I, in prin. de verb. oblig., n° 32 (p. 21).

(3) Domat, *Lois civiles*, I, lib. II, tit. VII, sect. 1, § 10.

revivre la *condictio sine causa*, avec ses variantes, telle que le droit de Justinien l'avait connue.

Ce principe ne fut pas méconnu par Pothier. Il reconnaît l'importance que l'équité naturelle doit avoir dans la jurisprudence française et il fait une application spéciale du principe de l'enrichissement sans cause, dans le cas de gestion d'affaires irrégulières. De ce pur hasard, il résulte que la doctrine ne traite, pendant longtemps, de ce principe qu'en ce qui concerne la gestion d'affaires. Parce que les idées de Pothier sont dans un étroit rapport avec les idées des premiers commentateurs du Code civil, nous nous réservons de les développer ensemble.

CHAPITRE II

L'ENRICHISSEMENT SANS CAUSE DANS LE CODE CIVIL

Absence, à première vue, d'une disposition de principe qui sanctionne tout enrichissement sans cause. — Plusieurs textes particuliers se référant à des diverses hypothèses dont un enrichissement sans cause puisse se produire. — Exposition de ces articles. — Les uns concernent l'enrichissement procuré à autrui sans la volonté de l'enrichisseur, tandis que d'autres concernent les enrichissements procurés sciemment. — Différence de sanction dans les deux hypothèses. — Leur système dévoile une volonté suivie du législateur de sanctionner tout enrichissement. — Pothier corrobore cette supposition. — Explication possible de l'absence d'un texte de principe : 1^o La technique législative des auteurs du Code ; 2^o Les enrichissements sans cause ne peuvent-ils pas entrer dans la définition des quasi-contrats ? Opinions de Bertrand de Grenille et de Tarrible.

*
* *

En passant en revue le Code civil, on est étonné, à première vue, de ne pas trouver un texte de principe qui rappelle l'ancien adage de Pomponius : *Jure naturæ ac-
quum est neminem cum alterius detrimento et injuria
locupletiores fieri*. Mais à défaut d'un texte de prin-

cipe, le Code civil contient plusieurs articles, visant diverses hypothèses où un enrichissement pourrait résulter, soit directement, soit indirectement. Le Code civil procède, dans cette matière, par voie d'énumération, à l'inverse du droit romain. Tandis qu'en matière délictuelle le Code civil, en généralisant les divers délits du droit romain, pose un principe général qui établit la responsabilité délictuelle, en matière d'enrichissement sans cause, le Code civil quitte le principe romain, pour énumérer des cas isolés, où un enrichissement injuste¹ pourrait être répété.

S'ensuit-il que le Code civil ait voulu exclure le principe général de restitution qui gouverne cette matière? Loin de donner une réponse affirmative à cette question, nous croyons, au contraire, que le nombre et la diversité des hypothèses prévues impliquent la volonté constante du législateur à suivre la maxime de Pomponius. Avant de développer nos raisons, il importe d'exposer et d'étudier brièvement les articles du Code qui se réfèrent directement à des enrichissements sans cause.

Ces articles, qui ne sont pas rares, se divisent, à leur tour, en deux groupes, selon que l'enrichissement a été sciemment procuré, ou s'il provient sans la volonté de l'enrichisseur (1). Au premier groupe se rattachent les

(1) Nous nous permettons d'employer ce barbarisme très expressif, parce qu'il a été introduit déjà dans le langage juridique par M. Ripert et Tesseire, dans leur article sur l'enrichissement sans cause. *R. trim.*, 1904.

articles : 548 ; 555. al. 2 ; 1371 ; 1381, 1433, 1437 ; 1852, 1864, 1890 ; 1947, 1999 et 2001.

Au second groupe se rattachent les articles 555, al. 4 ; 861, 862 ; 1235 ; 1381 ; 1673 et 2175.

En outre, les articles : 2102 4° et 2103 1° empêchent indirectement des enrichissements sans cause (1).

Avant d'aborder l'examen de ces articles, il convient d'insister sur le point suivant : La question de l'enrichissement injuste, voisine de très près, le domaine délictuel. C'est pourquoi il importe de bien distinguer les cas où se pose un problème d'enrichissement et les cas qui suscitent un problème de responsabilité. Ainsi nous supposerons toujours, dans l'étude des articles qui nous intéressent, que l'enrichi, qui devient débiteur, dans la mesure de son enrichissement, ait agi de bonne foi. Si, au contraire, il a agi de mauvaise foi, il peut souvent commettre une faute qui engage sa responsabilité, si elle est cause d'un préjudice.

Ainsi, par exemple, dans l'hypothèse de l'article 555. Il donne au propriétaire du terrain, la propriété des constructions, plantations et ouvrages faits par un tiers, sur son terrain. C'est l'application de la maxime : *superficies, solo cedit*. Mais afin que le propriétaire du terrain

(1) Nous avons exclu de l'énumération l'article 1312 pour des raisons que nous allons montrer par la suite.

Nous n'avons pas mentionné ici, quelques articles relatifs à l'accession des meubles qui peuvent se classer, tantôt dans l'un, tantôt dans l'autre des deux groupes, selon les circonstances.

ne s'enrichisse pas aux dépens du constructeur, il doit l'indemniser. Le constructeur devient créancier d'une indemnité, et s'il était de bonne foi le propriétaire serait toujours obligé à lui restituer la valeur de son enrichissement ou les déboursés du constructeur — article 555 *in fine*. C'est un problème d'enrichissement sans cause dont il s'agit. Mais, le constructeur, a-t-il agi de mauvaise foi ? Il y a faute de sa part et sa responsabilité peut être engagée selon la distinction suivante :

La construction ne produit aucun préjudice au propriétaire du terrain, qui la juge utile et la conserve ? La responsabilité du constructeur n'est pas engagée, c'est le propriétaire qui doit, dans ce cas, une indemnité au constructeur, et ce n'est qu'un problème d'enrichissement à résoudre.

La construction cause un préjudice au propriétaire qui est juge de l'utilité des travaux exécutés sur son fonds. Il peut obliger le constructeur à démolir ses travaux et lui demander aussi des dommages-intérêts, si d'autres préjudices en résultent.

Du moment qu'il y a faute de l'enrichisseur et préjudice de celui qui devait être enrichi, c'est un problème de responsabilité qui se pose. La conséquence est que l'enrichisseur au lieu de devenir créancier d'une indemnité, devient débiteur de dommages-intérêts.

C'est pourquoi nous allons supposer dans les développements qui vont suivre, que l'enrichi agit de bonne foi, et que dans l'hypothèse de l'art. 555 l'enrichisseur,

bien qu'il soit de mauvaise foi, procure néanmoins un avantage à autrui, pour qu'il puisse s'agir d'un enrichissement.

I. — Si on veut étudier les articles du Code qui se rattachent à l'hypothèse où un enrichissement est procuré à autrui sans le vouloir, il faut observer, tout d'abord, que le Code prévoit des hypothèses d'enrichissement provenant de manières très diverses :

1^o Tantôt il peut provenir des travaux matériels, exécutés sur la chose d'autrui, 2^o tantôt il résulte du paiement de l'indû.

A la première hypothèse se réfèrent les articles ; 555, al. 4 ; 861, 862 ; 1381 ; 1673 et 2175. Leurs caractères communs seront donc les suivants. Une personne a exécuté des travaux matériels sur la chose d'autrui sans le savoir et sans le vouloir. C'est tantôt un constructeur de bonne foi qui travaille sur le terrain d'autrui, tantôt un héritier donataire qui exécute des travaux sur le bien qui lui a été donné et qui, par l'effet du rapport, lui est enlevé, ou bien c'est l'*accipiens* de bonne foi qui exécute des travaux sur la chose reçue, ou encore c'est l'acheteur avec pacte de rachat ou l'acquéreur d'un immeuble hypothéqué qui exécutent des travaux sur les biens achetés. Dans tous les cas, c'est la loi, qui en vertu du principe de l'accession, donne au propriétaire du fonds, la propriété des travaux.

Ces constructeurs ont exécuté des travaux sur une chose qui ne leur a jamais appartenu, comme dans l'hypo-

thèse des articles 555 et 1381 (1), ou sur une chose dont la propriété a été rétroactivement résolue. Cette résolution se produit par l'effet du rapport dans l'hypothèse des art. 861 et 862, soit par l'exercice du pacte de rachat dans le cas de l'article 1673, soit par l'effet de la surenchère de dixième dans le cas de l'article 2175. On se placera donc, pour décider si la chose est la propriété de l'enrichisseur, ou non, au moment où la créance de celui-ci, prend naissance. Ce moment sera forcément postérieur à l'arrivée de l'événement qui produit la résolution de la propriété.

Remarquons encore que celui qui exécute des travaux sur la chose d'autrui, le fait à son insu, soit parce qu'il est constructeur de bonne foi sur un fonds qui ne lui appartient pas (art. 555 et 1381), soit parce que son droit de propriété, n'était pas encore résolu au moment où il exécutait les travaux. Sa propriété était seulement résoluble, mais avant que la résolution se produise, il

(1) Dans l'hypothèse de l'art. 1381, l'*accipiens* qui exécute des travaux sur la chose reçue, travaille sur la chose d'autrui, car par analogie à une obligation sans cause, le paiement indû d'un corps certain, ne produit aucun effet, et ne peut pas, par conséquent, transférer la propriété à l'*accipiens*. V. T. Huc, t. VII, n° 400. La même opinion est partagée par Bertrand de Grenille dans son rapport au Tribunat où il est dit : « Si la chose indûment reçue est un immeuble ou un meuble corporel, le détenteur, soit qu'il l'ait reçu de bonne foi, soit qu'il l'ait reçu de mauvaise foi, est tenu de le rendre parce que c'est le premier devoir de la probité et de la justice de restituer sur le champ, ce qui est reconnu appartenir à un autre. Locré, *Législ. de la Fr.*, t. XIII, p. 39.

travaillait sur sa propre chose. Pour décider donc si l'enrichisseur a procuré sciemment ou non un enrichissement à autrui, on se placera au moment où celui-ci exécutait ses travaux.

L'indemnité due à l'enrichisseur, sera ainsi calculée. Dans l'hypothèse de l'article 555, le propriétaire du terrain aura le choix de rembourser au constructeur, soit le montant de ses dépenses, soit la plus-value procurée, et dans ce dernier cas, le constructeur peut ne pas rentrer complètement dans ses déboursés, ce qui arrivera toujours lorsque les dépenses faites ont été supérieures à la plus-value procurée.

Dans les hypothèses des articles 361, 362, 1381 et 1673 l'enrichisseur sera intégralement indemnisé toutes les fois qu'il aura fait sur la chose, des dépenses nécessaires. Mais si les impenses ont été simplement utiles, il ne lui sera dû que la moindre des deux sommes qui représentent la plus-value procurée et les dépenses faites (1). Pour le même motif, le constructeur dont parle l'article 555 n'est pas intégralement dédommagé, car ses constructions ou plantations n'ont jamais un caractère de nécessité, elles ne constituent que des impenses utiles. Seul l'acquéreur surenchéri, qui a apporté des améliorations à l'immeuble dont il se voit évincé, soit que ses impenses ont été nécessaires, ou simplement

(1) V. Pour l'accipiens qui a fait des impenses sur la chose reçue, Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, page 272, n° 850. /p

utiles, il n'a le droit d'être remboursé que « jusqu'à concurrence de la plus-value résultant de l'amélioration ».

2° Si nous passons à l'hypothèse prévue par les articles 1235 et 1376, où une valeur est fournie sans cause, par un paiement indû, hypothèse sur laquelle nous n'avons pas à insister, nous verrons que l'indemnité due au *solvens* peut être inférieure à ses débours. Ce qui arrive lorsque la chose a été détériorée, ou vendue pour un prix inférieur à sa valeur. L'*accipiens* n'aura à restituer que la chose à l'état où elle se trouve, ou le prix qu'il en a retiré et qui ne représente que la mesure de son enrichissement.

Il résulte, de ce que nous avons vu, que dans tous les cas où un enrichissement est mis, sans le vouloir, dans le patrimoine d'autrui, l'enrichisseur ne sera pas toujours complètement indemnisé.

II. — Mais un enrichissement peut aussi être mis sciemment dans le patrimoine d'autrui et néanmoins sans cause. Ceci peut se produire, soit : 1° par des travaux matériels, exécutés sur la chose d'autrui, soit 2° par des actes juridiques accomplis dans le patrimoine d'autrui.

1° Dans le premier cas, nous aurons à parler des articles 548, 555, al. 2 ; 1381 (si l'*accipiens* était de mauvaise foi) 1864, 1947 et 2080.

Dans toutes ces hypothèses les travaux ont été exécutés sur une chose qui n'a jamais appartenu à l'enrichisseur et que, d'un autre côté, celui-ci connaît bien son

absence de droit, il se trouve donc avoir enrichi sciemment le vrai propriétaire.

C'est ainsi que le possesseur de mauvaise foi qui doit restituer les fruits, en raison de sa mauvaise foi, enrichit le vrai propriétaire, du montant de tous les frais de culture. Pour empêcher ce résultat l'article 548 oblige le propriétaire à restituer au possesseur la somme totale de ses dépenses.

Une pareille restitution intégrale, est ordonnée aussi par l'article 555, al. 2 envers le constructeur de mauvaise foi, sur le terrain d'autrui.

L'article 1381 parle de l'*accipiens* de mauvaise foi, qui a fait des dépenses sur la chose reçue. Cet *accipiens* aura mis, lui aussi, comme le possesseur et le constructeur de mauvaise foi, sciemment, une valeur dans un autre patrimoine. Son indemnisation devrait être, elle aussi, complète. Toutefois, l'article 1381 assimile l'*accipiens* de mauvaise foi à celui de bonne foi. Ce n'est donc qu'exceptionnellement que celui qui a mis, sciemment, une valeur, dans le patrimoine d'autrui, ne sera pas complètement indemnisé. Une seconde exception se trouve dans l'article 2080 qui accorde au créancier gagiste, à raison des impenses qu'il fait sur la chose dont il est nanti, une indemnisation qui sera complète, ou non, selon que les impenses ont été nécessaires ou simplement utiles. De même l'art. 1864 oblige la société, qui a tiré profit des obligations contractées par un associé, jusqu'à concurrence, seulement, de l'enrichissement pro-

curé. Par contre, le dépositaire pourra obtenir le montant intégral des frais qu'il a faits pour la conservation de la chose déposée, art. 1947.

2° Les cas où un enrichissement est procuré sciemment, par des actes juridiques exécutés dans le patrimoine d'autrui, sont dans la pratique, très nombreux. Le Code ne leur réserve que six articles à savoir : 1375, 1433, 1437, 1852, 1999 et 2001.

Celui qui gère les affaires d'autrui (1375), la communauté maritale qui s'enrichit de la valeur d'un bien propre (1433), ou inversement, la communauté qui a payé une dette personnelle à l'un des époux (1437); l'associé qui a procuré, par ses deniers ou par les obligations qu'il a contractées, un profit à la société (1852), et enfin le mandataire qui a fait des frais pour l'exécution de son mandat (1999 et 2001), tous mettent sciemment, une valeur dans le patrimoine d'autrui. C'est pourquoi ils ont droit à une indemnité. Cette indemnité représentera la totalité des dépenses faites. Tandis que ceux qui procurent, sans le vouloir, un enrichissement à autrui, ne seront pas toujours complètement indemnisés, le Code montre une tendance à dédommager intégralement, ceux qui mettent sciemment, une valeur, dans le patrimoine d'autrui.

C'est une disposition de faveur au profit de ces enrichissements, et on pourrait s'étonner de voir jouir de la même faveur, le possesseur de mauvaise foi à côté de celui qui a rendu un service à autrui, en lui gérant

son patrimoine d'un esprit parfaitement désintéressé.

La justification qu'on pourrait donner, c'est que la loi ne s'arrête pas à l'intention des parties. Un intérêt supérieur exige d'encourager l'activité sociale aux dépens de la négligence. Et à scruter les intentions, on finit par trouver, même au gérant d'affaires, des mobiles égoïstes. Il peut être l'héritier présomptif, ou le créancier du maître, et sous couleur de rendre service à autrui, c'est dans son propre intérêt qu'il travaille.

Nous trouvons encore dans le Code deux articles qui se réfèrent à notre sujet et qui constituent des mesures de faveur pour les incapables. Ce sont les articles 1312 et 1926.

L'incapable, qui annulera, de ce fait, un contrat par lui passé, n'aura rien à restituer de ce qu'il avait reçu, « en conséquence de son obligation ». Il restituera néanmoins ce dont il se trouve enrichi. Toute protestation faite à un incapable ne lui est pas *définitivement acquise*, la raison, nous dit M. Planiol, est la suivante : « L'incapable étant malhabile à gérer ses biens, l'enrichissement résultant de la réception de l'indû — nous pourrions appliquer la même explication à propos de toute réception de valeurs faite par un incapable — ne peut être considéré comme *définitivement acquis* tant que l'argent reste à sa disposition et peut être perdu ou dépensé par lui » (1). Cet article ne fait que créer une présomption

(1) Planiol, *op. cit.*, t. II, p. 273, n° 856-858.

suivant laquelle des valeurs ne sont acquises à l'incapable que dans le cas où il a tiré un profit réel.

L'article 1926 suppose qu'un dépositaire incapable a vendu la chose, à lui confiée. Il y a là une faute de sa part, qui met en question sa responsabilité. Il devrait indemniser le déposant de toute la perte qu'il a fait subir.

Mais l'article 1926 dispose autrement. Par faveur pour les incapables, le dépositaire n'aura à restituer que le prix qu'il a retiré de la vente. C'est une diminution de la responsabilité de l'incapable.

D'autres dispositions du Code empêchent indirectement, qu'un enrichissement injuste se produise. Ce sont, par exemple, les articles 1241, 2102, al. 4 et 2103, al. 1^{er}.

L'article 1241 évite que l'incapable s'enrichisse par un second paiement, du moment que le premier lui a été profitable.

Enfin les articles 2102, al. 4 et 2103, al. 1^{er}, empêchent, par la création d'un privilège, que les créanciers de l'acheteur s'enrichissent aux dépens du vendeur.

Voici la raison que nous reproduisons, d'après M. Stoïcesco (1). « Avant que le prix du meuble vendu ne soit acquitté, le vendeur a enrichi, sans cause, l'acheteur, puisqu'il a introduit une valeur dans le patrimoine de celui-ci et que le débiteur, ainsi enrichi, n'a pas en-

(1) V. G. Stoïcesco, *De l'enrichissement sans cause. Thèse* Paris, 1904, p. 134 et suiv.

core rendu l'équivalent de son enrichissement, en l'espèce le prix fixé par la vente. Le vendeur enrichit en second lieu, et toujours sans cause, les créanciers de l'acheteur, puisqu'il augmente leur gage. Deux personnes s'enrichissent donc au détriment du vendeur ; en apparence, l'acheteur ; en réalité, les créanciers de ce dernier. Le vendeur se trouverait illégitimement appauvri si les créanciers de son débiteur se faisaient payer avant lui sur son ancien bien. C'est pour ces raisons, qu'en promettant au vendeur de se faire payer par préférence aux autres créanciers, sur le meuble acheté, on évite un appauvrissement injustifié d'une part et un enrichissement illégitime de l'autre ».

Pour les mêmes raisons on peut dire que le privilège du vendeur d'immeubles est la consécration du même principe d'équité que le privilège du vendeur de meubles (1).

Après avoir passé brièvement en revue vingt-quatre articles du Code — sans épuiser la matière — où le législateur empêche des enrichissements, de se produire, la question que nous nous posions au début de ce chapitre, ne devient que plus légitime et la réponse plus facile.

Il apparaît, vraisemblablement, que l'un des principes qui a guidé le législateur à travers toutes les matières du Code civil, sans le quitter jamais, a été justement le principe de l'enrichissement sans cause.

(1) V. Planiol, *op. cit.*, t. II, n° 2608.

S'il ne l'a pas formulé clairement dans un article spécial on n'est pas autorisé à conclure qu'il a méconnu un principe qu'il a si souvent sanctionné, et qui était déjà définitivement acquis au droit positif tel qu'on le pratiquait à son époque. Il est, au contraire, tout naturel de croire, que le législateur — à moins de dispositions contraires — n'a fait que se guider à l'aide des idées juridiques en cours.

Or, pour admettre le principe romain de la *condictio*, le législateur n'avait même pas à se donner la peine de remonter à l'époque romaine. Il le trouvait tout près, dans la pratique et dans les œuvres des contemporains. Il l'a trouvé dans *Pothier*, qui fut, selon l'expression de M. Planiol, « l'auteur anonyme du Code civil ».

Voici, en résumé, les idées de cet auteur sur ce sujet (1).

Dans son *Traité des obligations*, au chapitre premier dont le titre porte : *De ce qui appartient à l'essence des obligations*, il parle des « causes d'où naît l'obligation ». Nous dirons « des sources des obligations ». Nous reproduirons ses propres paroles.

« Les causes des obligations sont : les contrats, les quasi-contrats, les délits, les quasi-délits, quelquefois la loi ou l'équité seule. »

Pothier pense que toutes les obligations dérivent de la loi. Sans une consécration légale, ni les contrats, ni

(1) *Œuvres de Pothier*, éd. Bugnet, t. II, p. 3, n° 2.

les quasi-contrats, ni les délits et les quasi-délits ne produiraient aucun effet. Mais la loi est ici une cause médiate de l'obligation. La cause, immédiate, c'est ou bien la volonté des parties, ou bien le fait de l'une d'elles.

Il y a aussi d'autres obligations qui ont la loi pour cause immédiate, c'est-à-dire qu'elles ne dérivent ni de la volonté, ni du fait des parties. Pothier cite comme des obligations provenant de la loi seule : l'obligation alimentaire et en second lieu il cite l'exemple suivant d'enrichissement sans cause :

« L'obligation que contracte la femme de restituer la somme qu'elle a empruntée, sans l'autorité de son mari, lorsque cette somme a trouvé son profit, et n'est non plus formée par aucun contrat ni quasi-contrat ; car le contrat de prêt qui lui a été fait de cette somme, sans l'autorité de son mari, étant nul, ne peut, par lui-même, produire aucune obligation : *Quod nullum est nullum producit effectum* ».

« Son obligation est donc produite par la loi naturelle seule, qui ne permet pas que quelqu'un s'enrichisse aux dépens d'autrui : *Neminem acuum est cum alterius damno locupletari*. L. 206 de Reg. jur. (1) ».

Cette loi naturelle qui produit une obligation à elle seule c'est l'équité. C'est la même équité qui est le fondement des obligations quasi-contractuelles parmi

(1) *Supra cit.*, p. 59, n° 123.

lesquelles Pothier cite le paiement de l'indû, la ~~ques-~~^gtion d'affaire, tout en reconnaissant qu'il y a encore une infinité d'autres quasi-contrats. Pour cet auteur l'enrichissement injuste produit toujours une obligation, qu'elle soit légale ou quasi-contractuelle.

L'action qui sanctionne ces obligations, Pothier l'appelle, *condictio ex lege*. Cette appellation, qui nous rappelle des souvenirs romains, nous montre, par contre, que Pothier n'a pas adopté le système des condictiones telles qu'elles étaient à l'époque de Justinien. A partir de cet Empereur, les condictiones se groupent par catégories distinctes, et bien délimitées. Pothier n'adopte pas ce système. Il reconnaît une obligation de restituer toutes les fois que l'équité l'exige, et bien qu'il sanctionne l'obligation par une condictio il se garde bien d'indiquer le nom de l'une des *condictiones sine causa* de Justinien, même dans les cas où elle avait cet emploi. Il donna à la *condictio* le nom général qu'on lui donnait quand la loi n'indique pas une action spéciale (1).

L'opinion de Pothier n'était pas une doctrine isolée à son époque. Elle représentait les idées en cours de son temps, aussi bien dans la doctrine que dans la jurisprudence, car voici comment Pothier s'exprime ailleurs en confondant ensemble, les obligations légales et quasi-contractuelles :

« Dans notre jurisprudence française qui n'admet pas

(1) V. Girard, *Traité élém.*, page .

les subtilités du droit romain et qui regarde la seule équité comme suffisante pour produire une obligation civile et pour donner une action, il n'est pas douteux que dans l'espèce des Lois 33 de *Cond. indeb.*, etc., et 14 f. f. de *Dol et met except.*, comme dans celle de la Loi 6, § 3, celui qui a fait des impenses dont je profite, doit avoir action contre moi, jusqu'à concurrence de ce que j'en profite » (1).

Une conclusion s'impose avec certitude à ce que nous avons dit. C'est qu'au temps de Pothier, l'enrichissement injuste était une source d'obligation soit légale soit quasi-contractuelle.

Une question s'impose dès lors à notre esprit

Pourquoi le législateur n'a inscrit nulle part le principe de l'enrichissement sans cause ? — à supposer qu'il ne l'ait pas fait.

Si le principe de l'enrichissement injuste n'était pas formulé d'une manière ferme et sans ambage par les auteurs du Code, ceci tient à la technique législative qu'ils ont employée. Ils ont voulu faire un Code pratique, ils ont donné des solutions aux questions d'une application plus fréquente ; aussi les dispositions de principes sont rares et comme glissées par mégarde, parmi les autres articles.

« Dans le Code civil de 1804, dit M. Génv — les généralisations restent rares et prudentes. Les faits y tiennent

(1) Pothier, *loc. cit.*, t. V, p. 250, n° 192.

plus de place que les idées. C'est à peine si l'on peut citer quelques dispositions, fort peu nombreuses, qui fassent allusion à des fictions ou à des conceptions doctrinales, en vue d'en prescrire implicitement les conséquences. Presque toujours les institutions juridiques sont envisagées dans leur vie pratique et réglées simplement par leurs côtés les plus saillants, au moyen de préceptes qui viennent naturellement résoudre des questions surgissant spontanément à l'esprit.

En somme, les rédacteurs de notre Code paraissent avoir voulu principalement trancher les difficultés que leur révélait leur expérience de praticiens, en un langage autant que possible accessible à tous, et sans prétendre à une plénitude de réglementation qui défiât les surprises de l'avenir (1). »

Si donc, une disposition de principe manque dans la matière qui nous intéresse ce ne sera pas pour nous étonner, ni pour nous empêcher de démêler, dans les dispositions de la loi, l'existence d'un principe général qui, pour avoir guidé le législateur dans maints endroits, a acquis tacitement une valeur législative.

Mais dans le Code nous trouvons plus d'une disposition concernant ce principe. Faut-il les laisser éparses, comme des dispositions incohérentes et capricieuses du législateur ?

(1) V. Géný, *La technique législative dans la codification civile moderne*, étude publiée dans le *Livre du Centenaire*, du Code Civil, t. II, p. 1012 et suiv.

L'interprète n'aura-t-il donc d'autre tâche que de constater leur existence ?

Comme l'a très bien dit M. Boistel, la loi est un ordre d'un être intelligent s'adressant à d'autres êtres intelligents.

« C'est pour cela qu'il est légitime — je dirai plus, obligatoire, en vertu de l'article 5, C. c. — de chercher avant tout la pensée du législateur, la pensée d'ensemble, pour harmoniser toutes ses décisions et surtout pour déterminer les solutions à appliquer aux cas qu'il n'a pas prévus. Car notre législateur, comme tous les législateurs honnêtes et sincères, a eu certainement la prétention de faire une œuvre harmonique et cohérente dans toutes ses parties et non pas de présenter un ramassis confus d'injonctions capricieuses et arbitraires (1). »

Si le législateur a eu une idée directrice, une pensée cohérente — et il n'est pas possible de supposer le contraire — nous trouverons alors dans le Code encore un article qui doit *insumer* les autres dispositions de détail que nous connaissons déjà et qui systématise ainsi les idées un peu imprécises de Pothier. C'est l'article 1371 : *Les quasi-contrats sont les faits purement volontaires de l'homme, dont il résulte un engagement quelconque envers un tiers, et quelquefois un engagement réciproque des deux parties.*

(1) Boistel, Le Code civil et la philosophie du droit dans le Livre du Centenaire du Code civil, t. I, p. 52.

Comme quasi-contrats la loi en cite deux : La gestion d'affaires et le paiement de l'indû.

Gérer les affaires d'autrui ou payer l'indû n'est-ce pas enrichir le maître dont l'affaire a été gérée ou l'*accipiens* de l'indû ? Et si dans le premier cas, des obligations réciproques en naissent et si dans le second cas l'*accipiens* se trouve obligé à restituer, ne peut-on pas conclure qu'une obligation quasi-contractuelle sanctionne tout enrichissement injuste, du moment que la loi n'en limite pas leur nombre ?

Du même avis était aussi Bertrand de Greuille, le rapporteur au Tribunat de ce chapitre.

Les obligations quasi-contractuelles « dérivent uniquement de l'équité naturelle », comme telles, leur nombre est infini. Voici les propres paroles du rapporteur :

« Le projet de loi, dit-il, n'avait donc plus qu'à s'occuper des obligations qu'engendrent les faits qui appartiennent à la seule volonté de l'homme ; et à cet égard, vous penserez, sans doute, *qu'il eut été difficile de fournir des exemples de tous les quasi-contrats*, et d'analyser l'espèce, la nature et l'étendue des engagements qu'ils produisent divisément. *Les exemples appartiennent à la doctrine, le législateur doit seulement poser les fondements de la loi* ; et son application suivant les circonstances et les faits particuliers, rentre dans le domaine des juges. Aussi le projet qui vous occupe s'est-il borné à déterminer des règles générales, et ces règles deviennent suffisantes pour éclairer sur l'étendue des

devoirs qui résultent des faits personnels les plus ordinairement en usage dans la société (1). »

Cette opinion peut s'accorder aussi avec l'exposé des motifs de *Treilhard*, quoique cet exposé reste dans le vague, et ne serre pas la question qui nous intéresse. Tout au moins, il ne contredit pas l'opinion précitée du rapporteur (2).

Mais à côté de cette opinion large, une autre plus restrictive se fait jour. Elle est soutenue par le tribun Tarrible, dans son discours au corps législatif.

Selon lui, il n'y a dans notre Code que deux quasi-contrats, ceux indiqués dans le Code, et point d'autres.

« Cette analyse, dit le tribun Tarrible, ne laisse dans le rang des quasi-contrats proprement dits que deux espèces d'engagements : celui qui résulte de la gestion des affaires d'autrui, et celui qui s'engendre par le paiement d'une chose non due (3). »

En lisant les travaux préparatoires, il est permis de se demander encore si l'intention du législateur a été de créer sous le nom de quasi-contractuelles des obligations sans nombre, parmi lesquelles se trouverait aussi l'obligation qui sanctionne tout enrichissement injuste,

(1) Fenet, *supra cit.*, p. 470.

(2) V. Fenet, *op. cit.*, t. XIII, p. 464.

(3) V. Fenet, *op. cit.*, t. XIII, p. 482.

ou s'il n'a voulu créer que les deux quasi-contrats qu'il a expressément prévus ? Cette question suscite un problème d'interprétation, que nous allons poursuivre à travers les différents courants qui se sont faits jour au cours de l'existence du Code. Car au mouvement d'idées qui se sont produites sur la question de l'interprétation du Code est intimement lié le développement du principe de l'enrichissement sans cause.

CHAPITRE III

LA DOCTRINE

Nous examinerons dans le présent chapitre comment la doctrine envisage-t-elle le principe de l'enrichissement sans cause. L'étendue et l'existence même de ce principe dépendra — nous le verrons — de la solution qu'on donnera à la question de savoir si les quasi-contrats sont limitativement indiqués dans le Code, ou bien si le législateur n'a pas limité leur nombre. En effet, si on s'arrête à la première opinion, tout enrichissement sans cause ne recevra pas une satisfaction, tandis qu'on arrivera au résultat opposé si on partage la seconde opinion.

Dans la confusion qui régna lors de la confection du Code, nous nous sommes adressé à la doctrine pour avoir une réponse à la question qui nous préoccupe.

Mais la doctrine loin d'être d'accord, elle a partagé tour à tour les deux opinions, suivant la méthode d'interprétation qu'on appliquait. Nous aurions aussi dans la doctrine une opinion restrictive et une opinion extensive. Nous étudierons la première dans une première

section de notre chapitre. Nous appellerons celle-ci l'*ancienne doctrine*.

La seconde opinion, que nous appellerons la *nouvelle doctrine*, formera l'objet de la seconde section de notre chapitre.

Une fois que l'enrichissement sans cause a été reconnu on a cherché la source de l'obligation qu'il engendre et sur ce point plusieurs théories se sont produites. Nous étudierons, dans la même section, ces différentes théories.

PREMIÈRE SECTION

L'ancienne doctrine.

Interprétation dogmatique. — Caractères généraux de l'ancienne doctrine. — 1° Il n'existe que deux quasi-contrats dans notre droit. 2° On rapproche l'enrichissement sans cause de la gestion d'affaires. — Deux groupes parmi les interprètes. — Premier groupe : Demolombe et Laurent, leurs opinions. — Conséquences de leur opinion.

Deuxième groupe : Duranton et Larombière. Leur opinion. Conséquence de leur opinion. — Opinion et critique séparatistes de Merlin, Toullier, Aubry et Rau, reconnaissant l'existence, dans notre droit civil, du principe et des sanctions de l'enrichissement injuste.

*
* *

A l'apparition de toute codification, il se produit nécessairement une méthode d'interprétation exégé-

tique (1). Il importe, tout d'abord, de connaître la filiation, l'origine et la portée exacte des textes de la loi. Une pareille école n'a pas manqué de se produire aussi, après l'apparition du nouveau Code civil allemand. Nous assistions encore, jusqu'à ces derniers jours, à son épanouissement.

Après un certain temps, les nécessités de la pratique poussent les interprètes dans une autre voie. Une interprétation dogmatique des textes se fait jour. On veut étendre et supprimer la rigidité de la loi, mais cependant, on ne voit pas au delà de la volonté du législateur. Le point de départ est toujours la volonté expresse ou présumée du législateur et les moyens d'interprétation les plus usités sont la déduction et l'analogie. Encore applique-t-on cette dernière strictement et avec parcimonie. Le résultat que veut atteindre une pareille interprétation est celui de savoir ce qu'aurait dit le législateur si on lui avait présenté la même hypothèse. Cette méthode d'interprétation est une *méthode raisonnante* au lieu d'être *rationnelle*, selon la caractérisation de Saleilles (2). Elle procède de ce principe dogmatique : « la loi se suffit à elle-même ».

Partant de telles idées, l'interprétation qu'on donnait à l'article 1371 ne pouvait être que restrictive. En effet, tous les interprètes de l'ancienne doctrine, à l'exception

(1) V. Guillouard, Préface de *Propriété et Contrat de Bufnoir*.

(2) Saleilles, Préface à la *Méthode d'interprétation*, de Génv, page 6.

de Merlin, de Toullier, d'Aubry et Rau, ont ces caractères communs :

1^o Ils ne reconnaissent que deux quasi-contrats en droit civil. Ce sont ceux prévus par le Code. L'équité, répètent à l'envie ces auteurs, est impuissante à créer d'autres obligations quasi-contractuelles. L'équité ne fait qu'inspirer le législateur, mais elle n'arrive à la vie juridique que par un texte légal qui la consacre.

Demolombe, l'un des plus illustres représentants de l'école doctrinale avec Laurent, Demolombe, en se demandant si à la suite d'une gestion d'affaires irrégulière, le gérant a droit à une indemnité, dit :

« Non, sans doute, l'équité seule ne crée pas d'obligations civiles, sous un régime de lois codifiées comme le nôtre » (1). Et Laurent n'en est pas moins catégorique. En se posant la même question, il répond : « A notre avis, il ne peut pas y avoir de quasi-contrat sans loi, puisque le principe des obligations qui en résultent, se trouve dans la loi. Un fait par lui seul ne saurait engendrer d'obligation sans l'autorité du législateur. Vainement invoque-t-on l'équité ; l'équité est étrangère au droit en ce sens que par elle seule, elle ne crée ni droit, ni obligations ».

2^o Si l'enrichissement sans cause ne peut produire, par lui seul, aucune obligation, on le rapproche de la gestion d'affaires. Mais quant au rapport de l'enrichis-

(1) Demolombe, *supra cit.*, 46.

sement sans cause et de la gestion d'affaires, les auteurs se séparent en deux groupes selon la doctrine qu'ils professent, sur cette dernière.

Dans le premier groupe nous mettrons Laurent et Demolombe (1). Leur opinion sur la gestion d'affaires remonte à Pothier, toutefois une grande différence les sépare de la doctrine de ce dernier. Les idées de Pothier pourraient se résumer ainsi :

Cet auteur enseignait, à une époque antérieure au Code civil, que l'équité produit tantôt des obligations légales, tantôt des obligations quasi-contractuelles.

Il revient sur ce sujet dans le tome V (de l'édition Bugnet), et il fait une application spéciale de ce principe, à la gestion d'affaires. Celle-ci n'est que l'un des innombrables quasi-contrats créés par la loi ou l'équité naturelle, mais elle n'est pas la seule. Il cite à titre d'exemple, l'acceptation d'une succession, le paiement de l'indû et la gestion d'affaires, et, continue-t-il : « il y a quantité d'autres quasi-contrats que nous passons sous silence » (2).

Pour l'existence d'une gestion d'affaires trois conditions sont requises :

« 1^o Il faut qu'il y ait une affaire dont la gestion soit la matière de ce quasi-contrat, et qu'il y ait deux personnes, dont l'une ait géré l'affaire et dont l'autre soit celle à qui l'affaire appartient ;

(1) Laurent, *supra cit.*, n^o 337, p. 363 et suiv.

(2) V. Pothier, *op. cit.*, t. II, p. 57, n^{os} 113 et 114.

« 2° Il faut que celui qui l'a géré l'ait gérée sans l'ordre et à l'insu de celui à qui l'affaire appartient ;

« 3° Il faut au moins, selon la subtilité du droit, que celui qui l'a gérée ait eu *intention* de faire l'affaire de celui qu'elle concernait ; et il faut surtout qu'il ait eu une intention formelle ou virtuelle de se faire rembourser de ce qu'il lui en coûterait » (1).

Il résulte de ces trois conditions que Pothier concevait la gestion d'affaires comme l'œuvre de celui qui agit *intentionnellement* pour autrui et sans être chargé. Par conséquent toutes les fois que cette intention fera défaut, ce quasi-contrat ne peut pas naître. Ainsi :

1° « Lorsque je fais votre affaire croyant ne faire que la mienne » (2).

2° « Lorsque j'ai fait une affaire qui concernait plusieurs personnes, n'ayant en vue, en la faisant, que de faire l'affaire de l'une d'elles » (3).

3° « Il n'y aura, non plus, gestion d'affaires lorsque le maître s'y est personnellement opposé » (4). Par son opposition il exclut toute obligation quasi-contractuelle de sa part.

Dans tous ces cas, un enrichissement résulte pour le maître qui ne sera plus tenu, par l'*actio negotiorum gestorum contraria*, d'indemniser celui qui lui a procuré l'enrichissement à ses dépens. Mais l'équité naturelle ne

(1) V. Pothier, *op. cit.*, n° 167.

(2) V. Pothier, *op. cit.*, n° 189, p. 218.

(3) *Supra cit.*, n° 175, p. 252.

(4) *Supra cit.*, n° 182-183, p. 247.

le permet pas, elle exige une action contre le maître, dans la mesure de son enrichissement. En droit romain, dit-il, on donnait, à défaut de l'*actio negotiorum gestorum contraria*, une action *in factum* ou une action *utile*.

« Cette question doit souffrir moins de difficulté dans notre jurisprudence française, où l'on ne s'attache pas aux noms des actions, et où l'équité naturelle est seule suffisante pour produire une obligation civile et une action (1). »

Si l'on veut résumer en une phrase ce que Pothier pense sur le rapport de la gestion d'affaires et de l'enrichissement indu, on pourrait dire que : l'équité qui est une source d'obligations, en produira une, à l'encontre de celui qui s'est enrichi sans cause aux dépens d'autrui, à la suite d'une gestion d'affaire qu'elle soit régulière ou irrégulière.

L'enrichissement injuste et le quasi-contrat de gestion d'affaires produisent les deux obligations. Rien ne nous autorise, suivant Pothier, de subordonner l'une de ces deux sources d'obligations à l'autre.

Le point commun que la doctrine de Demolombe et de Laurent présente avec la doctrine de Pothier, c'est la manière d'envisager la gestion d'affaires. Pour ces deux auteurs (2), elle implique l'intention du gérant d'agir pour le maître.

(1) Pothier, *op. cit.*, n° 182, p. 247.

(2) V. Demolombe, *Cours de Code Napoléon*, XXXI, n° 75, et Laurent, *Principes de droit civil*, XX, n° 321.

Demolombe trouve là le caractère distinctif de ce quasi-contrat. Mais lorsqu'à défaut de cet élément, ou d'un autre, un quasi-contrat de gestion d'affaires ne prend pas naissance, on n'aura pas l'action *negotiorum gestorum contraria* contre celui qui se trouve être le maître de l'affaire gérée.

Toutefois si ce dernier a recueilli un profit, s'il s'est enrichi à la suite de cette immixtion dans ses affaires, une obligation de restituer le montant de son enrichissement prend naissance à son encontre, comme dans la théorie de Pothier. Cette obligation sera sanctionnée par une action de *in rem verso*.

Cette appellation latine, évoque un autre état de droit où il y avait des esclaves et où les droits du père de famille étaient presque sans bornes. Aussi elle fut, à bon droit, critiquée (1). On a voulu lui substituer le nom latin aussi, de *condictio* (2), qui indiquerait mieux le but et la nature de l'action. Mais parce que le nom d'action de *in rem verso* a été de longue date employé par la doctrine et par la jurisprudence, pour désigner cette action, il s'est spécialisé, en quelque sorte, et son emploi ne risque plus de produire de confusion. Aussi nous continuerons à employer la dénomination usitée.

Dans quels cas ces auteurs accordent-ils l'action dont il est parlé? Ils ne diffèrent pas sensiblement de ceux

(1) V. Planiol, *op. cit.*, II, n° 905.

(2) V. Stoicesco, *De l'enrichissement s. c.*, p. 46 et suiv.

dont parle Pothier. Selon Demolombe, pour qu'il y ait gestion d'affaires d'autrui, il n'est nullement nécessaire d'agir en vue d'une certaine personne déterminée, tandis que nous trouvons cette rigueur dans la doctrine de Laurent. Il s'ensuit que pour Demolombe la sphère de l'action *negotiorum gestorum* étant plus large, la sphère de l'action de *in rem verso* sera plus restreinte, et c'est le contraire qui arrive chez Laurent.

Ainsi Demolombe n'accorde l'action de *in rem verso* que dans les trois cas suivants :

1° J'ai géré l'affaire de Paul, croyant ne gérer que la mienne (1).

2° J'ai géré malgré la défense du maître (2).

3° Le gérant était mineur (3). Car alors il ne peut s'obliger par un quasi-contrat, il ne sera tenu que par l'action de *in rem verso*.

Selon Laurent, l'action de *in rem verso* sera accordée :

1° Si je fais l'affaire d'un tiers en croyant gérer la mienne (4).

2° Si j'ai géré l'affaire de Pierre croyant gérer l'affaire de Paul (5).

3° Si je gère malgré la défense du maître (6).

(1) Demolombe, *op. cit.*, n° 31, p. 77.

(2) Demolombe, *op. cit.*, n° 89.

(3) Demolombe, *supra cit.*, n° 95, voir aussi n° 89.

(4) Laurent, *op. cit.*, n° 335.

(5) Laurent, *op. cit.*, n° 325.

(6) Laurent, *op. cit.*, n° 336.

4° Si le gérant est un incapable (1).

5° Enfin si le gérant agit dans un intérêt personnel il n'y a pas gestion d'affaires, mais action de *in rem verso* (2).

Pour conclure, nous dirons que les auteurs dont nous nous sommes occupés ne reconnaissent pas un principe obligatoire dans tout enrichissement sans cause. Néanmoins, ils font une place à ce principe à côté, et comme en sous ordre, du quasi-contrat de gestion d'affaires, en quoi ils s'écartent de Pothier.

De cette situation il en résulte des conséquences qui diminuent considérablement la portée du principe qui nous occupe.

Ainsi, par exemple, comme la gestion d'affaires consiste dans l'accomplissement d'un acte juridique sur le patrimoine d'autrui (3), on n'aurait pas de sanctions pour toute une catégorie d'enrichissements sans cause, qui proviennent d'actes matériels qui ont profité à autrui.

Pour satisfaire l'équité, la Cour de cassation a dû fausser la notion de gestion d'affaires et de l'étendre même aux actes matériels (4).

(1) Laurent, *op. cit.*, n° 342.

(2) Laurent, *op. cit.*, n° 335.

(3) Planiol, *op. cit.*, II, n° 2274. Voir aussi Laurent, *op. cit.*, XX, n° 310.

(4) Voir en ce sens Cass., 16 juillet 1890, D. 1891, 1, 49, avec une très judicieuse critique de M. Planiol.

Nous avons vu que Demolombe et Laurent, qui n'accordent aucun rôle à l'équité en dehors des textes du Code, en sont venus à reconnaître — poussés par la même irrésistible équité — une action dont il ne soit pas parlé dans le Code.

Sur quel fondement repose-t-elle donc ? Il n'y avait que deux manières de l'expliquer tout en restant conséquent à ses principes. Demolombe et Laurent adoptent chacun, une autre de ces deux explications.

Pour Demolombe, c'est dans la *tradition* qu'il trouve le fondement de l'action de *in rem verso*. Et c'est dans la même tradition qu'il trouve aussi la subordination de l'action de *in rem verso* à la gestion d'affaires. « Tel a toujours été son caractère, d'après les traditions les plus anciennes. Il cite, à cet effet, ce fragment d'Ulpien : *Totiens de in rem verso esse actionem, in quibus casibus procurator mandati, vel qui negotiæ gessit, negotiorum gestorum haberet actionem*. Il cite ensuite Pothier (Tr. du contrat de mandat, n° 185) et Domat.

Laurent, tout en reconnaissant l'importance de la tradition dans cette matière, exige encore la preuve qu'on a voulu maintenir la tradition. Cette preuve il la trouve dans l'*analogie* avec la gestion d'affaires.

L'*actio negotiorum gestorum* et l'action de *in rem verso* procèdent de la même cause — une immixtion dans les affaires d'autrui — et ont le même but (1).

(1) Laurent, *op. cit.*, n° 337, p. 393 et suiv.

Pour ce qui concerne l'argument tiré de la tradition, voici les judicieuses observations de M. Barde :

« La tradition romaine ne justifie aucunement cette doctrine, car si on ne se laisse pas tromper par les mots, l'action qui, par excellence, sert à Rome à répéter un enrichissement dont un tiers jouit injustement, c'est la *condictio* qu'on n'a jamais pensé de rapprocher de la gestion d'affaires. Ce n'est que la dénomination impropre que porte, en notre droit, l'action en répétition d'un enrichissement sans cause, qui prête à confusion. En effet, l'action de *in rem verso* romaine rapprochée, dans un texte d'Ulpien, de la gestion d'affaires (1). Mais d'abord, rien n'autorise à dire qu'Ulpien subordonne une action à l'autre et s'il en était ainsi, nous savons que l'action moderne de *in rem verso* ne correspond plus à l'action romaine. Pour démontrer une dépendance de l'action de *in rem verso* et de l'action *negotiorum gestorum*, on ne peut trouver un appui ni dans la tradition française. Le passage de Domat que cite Demolombe en faveur de sa thèse est étranger à la question. Tout au contraire on peut trouver des passages dans cet auteur pour combattre cette thèse. En effet, nous trouvons dans ses *Lois civiles* (2) le passage suivant : « Celui qui se trouve avoir quelque chose d'un autre sans quelque juste cause, ou à qui une chose a été donnée

(1) L. 3, § 2, *De in rem verso*, XV, III.

(2) *Lois civiles* (éd. Rémy) 1^{re} partie, liv. II, tit. VII, sect. I, § 10, V, I.

pour une cause qui cesse, ou sous une condition qui n'arrive point, n'ayant plus de cause pour la retenir doit la restituer ».

« Ainsi celui qui avait reçu une dot pour un mariage qui ne s'accomplit point ou qui est annulé, doit rendre ce qui n'était donné qu'à ce titre. Ainsi, à plus forte raison, ceux qui ont reçu de l'argent, ou autre chose, pour une cause injuste, sont tenus de le rendre. »

« Cet auteur, comme Pothier, n'a nullement pensé à la gestion d'affaires lorsqu'il écrivait que tous ceux qui détiennent injustement une chose, sont obligés à en restituer la valeur (1). »

Mais si l'argument tiré de la tradition ne résiste pas à la critique, l'argument tiré de l'analogie se retourne contre cette doctrine.

En effet, si on se demande quelle est la nature de l'obligation sanctionnée par l'action de *in rem verso*, il est évident qu'elle ne peut en avoir une autre que celle des obligations par analogie desquelles elle a pris naissance.

Par conséquent, les obligations sanctionnées par l'action de *in rem verso* seront, elles aussi, quasi-contratuelles. Voici donc des obligations quasi-contractuelles sans textes, ce qui est contraire aux principes fondamentaux de Laurent, dans cette matière.

Et une fois arrivé à ce point, pourquoi limiter arbi-

(1) Baudry-Lacantinerie et Barde, IV. Obligations n° 2849, XIII, p. 517. Stoicesco, *op. cit.*, p. 45.

trairement l'action de *in rem verso*, aux obligations que produit une gestion d'affaires irrégulière, et ne point admettre aussi d'autres? Si l'équité réclame impérieusement l'existence de cette action, il n'y a pas de raison de la subordonner à la gestion d'affaires.

*
* *

D'autres auteurs ont tenté de rapprocher, d'une autre manière, l'enrichissement injuste et la gestion d'affaires. Parmi ceux-ci nous citerons Duranton et Larombière.

Pour eux aussi, il ne peut exister des quasi-contrats en dehors des textes de la loi, mais à la différence de Demolombe et de Laurent, ils modifient la notion de gestion d'affaires.

« C'est inutile, disent ces auteurs, d'exiger de la part du gérant l'intention d'agir pour autrui. Il suffit d'un profit — nous dirons d'un enrichissement — du maître procuré par l'immixtion d'un étranger, dans ses affaires. Si cet enrichisseur n'a pas de mandat, et qu'il n'agisse pas *animo donandi*, il aura accompli une gestion d'affaires et il aura droit à se faire rembourser ses débours.

Voici les propres paroles de Larombière : « Aussi l'intention du gérant n'est-elle d'aucune considération dans un quasi-contrat où les faits sont tout. Qu'importe que j'aie cru par erreur gérer ma propre affaire et qu'effectivement j'aie géré celle d'autrui ? N'y a-t-il pas eu de ma

part un fait qui a tourné au profit d'un tiers et ne suis-je pas fondé à agir contre lui de cette gestion, qu'elle qu'ait été, en ce qui me concerne, l'intention qui y a présidé ? Le maître n'a-t-il pas, lui-même, à me demander compte de mes actes ? Il y a donc, toujours dans le sens général de l'article 1372, quasi-contrat de gestion d'affaires (1). »

Duranton est du même avis lorsqu'il n'exige, pour la formation d'un quasi-contrat de gestion d'affaires (2) :

1° Avoir fait l'affaire d'un autre.

2° Sans mandat.

3° Et sans *animo donandi*.

La gestion d'affaires, ainsi comprise, englobe l'idée d'enrichissement sans cause, mais il ne faut pas croire que ce principe d'équité trouve dans cette théorie une plus large application. Tout en lui donnant plus d'importance, il ne dépasse pas la sphère de la gestion d'affaires, dont il prend la place. Il s'ensuit que tout enrichissement qui ne provient pas d'actes juridiques reste, dans cette théorie comme dans la théorie précédente, sans sanctions.

D'un autre point de vue, ni la gestion d'affaires, ni une action de *in rem verso* réduite à une gestion d'affaires, ne sanctionnent que les enrichissements sans cause provenant d'un rapport direct entre les parties, mais de tous

(1) Larombière, *Théorie et pratique des obligations*, VII, p. 419.

(2) Duranton, *Cours de droit français suivant le Code civil*, XII, n° 637, p. 634.

les cas où un enrichissement peut provenir de l'intermédiaire d'un tiers qui opère une transmission de valeurs du patrimoine du lésé dans le patrimoine de l'enrichi, il n'en serait pas question. En étudiant la jurisprudence, nous allons voir combien des cas d'enrichissement sans cause resteraient ainsi en marge de toute sanction.

Le résultat qu'on voulait atteindre par cette théorie était de donner toujours une action (de gestion d'affaires) contre celui qui a retiré, sans cause, un profit de l'immixtion d'un étranger dans ses affaires. Ainsi selon Duranton, on aura cette action :

1° « Dans le cas où l'affaire faite en vue de quelqu'un qu'elle ne concernait réellement pas, a été ratifiée par celui qu'elle concernait réellement (1). »

2° Celui qui a fait quelques dépenses sur une chose ou dans une affaire qu'il croyait, à tort, lui appartenir ou le concerner, a l'action *negotiorum gestorum* contre le maître de la chose ou de l'affaire (2).

3° Pareillement si en gérant les affaires de *Titius* j'ai géré en même temps une affaire de *Sempronius* qui s'y trouvait mêlée, sans que je susse qu'elle concernait *Sempronius* (3).

4° S'il y a gestion d'affaire malgré la défense du maître

(1) Duranton, *Cours de droit français suivant le Code civil*, XII n° 642, p. 635.

(2) Duranton, *supra cit.*, n° 648.

(3) Duranton, *supra cit.*, n° 647.

il faut distinguer : si le gérant a eu une intention frauduleuse, il n'aura aucune action ; mais si, au contraire, il était de bonne foi, il a une action de gestion d'affaires contre le maître (1).

Duranton ne parle jamais d'une action de *in rem verso*. Si le mot n'y est pas, on trouve cependant la notion. En effet, l'action de gestion d'affaires est trop rigoureuse. Elle exige le remboursement total des frais du gérant, même si on a retiré un moindre profit ; et alors même que l'utilité de la gestion disparaît par la suite.

C'est pourquoi Duranton vient à amender lui-même l'action de gestion d'affaires pour la rendre plus malléable et par là même, plus équitable.

Ainsi, il reconnaît qu'il y a des cas où l'on ne pourrait pas répéter la totalité des frais, alors même que l'utilité ait disparu. S'il s'agit, par exemple, de dépenses simplement utiles qu'on ferait pour la chose d'autrui, le maître « ne devrait indemniser le gérant que jusqu'à concurrence de l'utilité qui résulterait, pour lui, de ces dépenses au moment de la demande (2) par analogie à l'article 555 ».

Larombière qui de même que Duranton trouve un quasi-contrat de gestion d'affaires toutes les fois qu'il y a un enrichissement provenant du fait de l'immixtion d'un tiers dans ses affaires, Larombière se rend compte

(1) Duranton, *supra cit.*, n° 19.

(2) Duranton, *op. cit.*, n° 672, p. 617.

aussi de l'insuffisance de l'action de gestion d'affaires. Cet auteur enseigne que la gestion d'affaires peut engendrer deux actions, l'une, l'*action negotiorum gestorum* et l'autre, l'*action de in rem verso* (1).

Cette dernière est fondée par analogie aux articles : 555, 861, 1241, 1312, 1381, 1673, 1926.

Cette action appartiendra :

1° A ceux qui ont géré la chose d'autrui sans le savoir.

2° Et aux gérants qui ont agi dans leur intérêt personnel ou dans un esprit frauduleux (2).

L'auteur nous dit pourquoi.

Les premiers n'ont le droit d'exiger que le montant de l'enrichissement qu'ils ont procuré, parce que s'ils étaient réellement propriétaires, leurs dépenses ne leur auraient pas profité davantage.

Quant à la seconde catégorie, ils ne pourront demander le remboursement intégral de leurs dépenses, à raison de leur mauvaise foi.

On peut conclure, de ce succinct exposé des idées de Duranton et de Larombière, que lorsqu'on a voulu appliquer le principe de l'enrichissement sans cause sous la forme d'une gestion d'affaires, on a senti toujours la nécessité d'une action autre que celle de gestion d'affaires. C'est la meilleure preuve que l'enrichissement

(1) Larombière, *op. cit.*, n° 14, p. 448.

(2) Larombière, *op. cit.*, n° 12, p. 850.

sans cause ne peut être réduit, d'aucune manière, à une gestion d'affaires.

*
* *

Pour empêcher complètement tout enrichissement sans cause, il faut sortir du cadre de la gestion d'affaires et le reconnaître comme principe d'obligations. Parmi les premiers commentateurs du Code il n'y en a eu que trois qui l'ont fait. Ce sont : Toullier, Merlin et Aubry et Rau. A leur époque, leur opinion a pu surprendre, aussi n'ont-ils été suivis, ni en doctrine, ni en jurisprudence.

De tous les trois, Toullier est celui qui insista davantage et qui donna un plus ample fondement théorique à son développement. Aussi, nous allons commencer par exposer sa doctrine (1).

Une obligation ne peut dériver que de deux sources : la volonté des parties ou la loi. Sources irréductibles, car on ne pourrait pas faire dériver les obligations conventionnelles de la loi, dont le rôle n'est que celui d'un fidéjusseur, en quelque sorte, pour garantir leur exécution. Pour toutes autres obligations que celles conventionnelles c'est la loi qui oblige dans un intérêt social supérieur. Elle n'a pas besoin ni de présumer, ni de feindre aucun consentement des parties. Que vous ayez

(1) Toullier-Duvergier, *Le droit civil français*, VI, n^{os} 1-20.

ou non, la volonté de rendre ce qui vous a été indûment payé, que vous ayez même une volonté contraire « je vous ordonne de rendre ce qu'on vous a indûment payé, parce que la justice l'exige. Voilà le seul langage digne de la loi ».

La loi, en ne considérant que l'équité et les intérêts supérieurs de la société, impose des obligations : 1° à l'occasion du fait soit de celui qui se trouve obligé, soit de celui envers lequel on est obligé ; 2° ou bien, indépendamment de tout fait des parties ; 3° ou enfin, à la suite d'un cas fortuit.

Les obligations de ces deux derniers groupes, naissent de la volonté seule de la loi, comme, par exemple, l'obligation des tuteurs qui ne peuvent refuser la charge qui leur incombe. Telles sont encore — suivant Blakstone — les obligations résultant des lois constitutionnelles et politiques. Le nombre de ce genre d'obligations est infini.

Le premier groupe d'obligations légales prend naissance du fait de l'homme. Ce fait obligatoire peut être illicite, et alors il constituera un délit ou un quasi-délit. Il peut être aussi licite, auquel cas nous dirons qu'il y a quasi-contrat. Le législateur ne nous dit pas quels sont les faits licites d'où peut résulter une obligation. Il n'en énumère que deux, mais il y en a beaucoup d'autres. Car, de même que « tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer » il faudrait dire pareille-

ment : « Tout fait quelconque de l'homme qui enrichit une personne au détriment d'une autre, sans qu'il y ait eu intention de la gratifier, oblige celui qui se trouve enrichi de rendre la somme ou la chose tournée à son profit ». Voici, par opposition aux faits illicites, quels sont les faits licites productifs d'obligations qu'on pourrait appeler quasi-contractuelles.

Ainsi comprises, les obligations quasi-contractuelles, complètent les obligations délictuelles et quasi-délictuelles, en poursuivant un but commun, de protéger la propriété. Car « depuis l'établissement de la propriété permanente, la propriété ne se perd plus avec la possession de la chose ; il faut le consentement du propriétaire ». Les obligations dont nous parlons ne sont que la sanction de ce principe.

Dans la théorie de Toullier, les quasi-contrats se confondent avec les enrichissements sans cause et les obligations quasi-contractuelles, avec l'obligation de l'enrichi, de restituer. Aussi large que paraisse cette solution, encore faut-il pour qu'une telle obligation pèse sur l'enrichi, que l'enrichissement provienne, par le fait licite, de l'une des parties.

Que faut-il dire s'il est l'œuvre d'un cas fortuit ? Nous sommes ainsi amenés à parler des obligations que la loi impose à la suite d'un cas fortuit (1).

Toullier pose cette règle générale :

(1) Toullier, *op. cit.*, n^{os} 322 et suiv.

Toutes les fois qu'un cas purement fortuit cause de la perte ou du dommage à une personne sans enrichir une autre à ses dépens, celle qui l'éprouve n'a droit à aucune indemnité. C'est l'origine de la règle : *Res perit domino*.

Mais, « si au contraire, les pertes occasionnées, le dommage causé à une personne par un cas purement fortuit, enrichissent une autre à ses dépens, celle-ci sera obligée de rendre ou de laisser reprendre ce que l'autre a perdu ».

Pour résumer, selon Toullier, un enrichissement détenu sans cause engendre toujours l'obligation de le restituer ; obligation quasi-contractuelle lorsque l'enrichissement est dû au fait de l'enrichisseur ; obligation purement légale, lorsqu'il provient par le cas fortuit.

Merlin ne parle qu'incidemment du principe de l'enrichissement sans cause dans ses :

Questions de droit en se rapportant aux sociétés.

Il s'agissait de savoir si en ayant traité avec l'un des co-associés en participation on a, également, une action contre les autres co-associés qui en ont profité. Merlin constate que le Code de commerce n'ayant pas réglé les rapports des associés avec les tiers, ces rapports seront réglés par les principes généraux du droit.

« La règle générale est sans doute que les tiers n'ont d'action que contre celui des deux co-associés avec lequel ils ont contracté. Mais à côté de cette règle, l'équité, la bonne foi, la grande maxime de droit naturel, que nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui, exigent impé-

rieusement que l'on place une exception pour le cas où les co-participants ont notoirement et publiquement opéré comme tels, et où les tiers qui ont contracté avec l'un d'eux, prouvent que le produit du contrat est entré dans l'actif de l'association (1). »

Il n'est pas douteux que l'enrichissement sans cause peut produire, par lui seul, une obligation, d'après Merlin. Dans le même sens, se prononcent aussi Aubry et Rau.

Dans la troisième édition de leur ouvrage *Cours de droit civil* (2), ils trouvaient que « le Code Napoléon contient plusieurs dispositions qui présupposent l'admission du principe d'équité sur lequel est fondée l'action de *in rem verso* : *Nemo eum damno alterius, locupletior fieri debet* ».

Dans leur quatrième édition (3), ils insistent davantage, et, procédant de leur théorie sur le patrimoine, ils classent avec leur précision habituelle l'action de *in rem verso* parmi les *facultés inhérentes au droit de propriété dont toute personne jouit sur son patrimoine, envisagé comme universalité de biens*.

Le passage où ces auteurs parlent de l'action de *in rem verso* a été souvent cité par les auteurs et dans les arrêts. Parfois, on l'invoquait dans des pourvois en cas-

(1) Merlin, *Question de droit*, v. Sociétés, § 2, p. 558.

(2) Aubry et Rau, *Cours de droit civil*, 3^e édit., t. V, § 576.

(3) Aubry et Rau, *Cours de droit civil*, 4^e édit. t. VI, § 578,
p 578.

sation à l'égal des articles du Code. Nous le reproduirons une fois de plus pour le rappeler en entier au lecteur :

« L'action de *in rem verso* (disent ces auteurs) dont on ne trouve au Code que des applications spéciales, doit être admise d'une manière générale comme sanction de la règle d'équité qu'il n'est pas permis de s'enrichir aux dépens d'autrui, dans tous les cas où le patrimoine d'une personne se trouvant, sans cause légale, enrichi au détriment de celui d'une autre personne, celui-ci ne jouirait, pour obtenir ce qui lui appartient ou ce qui lui est dû, d'aucune action naissant d'un contrat, d'un quasi-contrat, d'un délit ou d'un quasi-délit. L'action de *in rem verso* tend à la restitution de l'objet même dont l'un des patrimoines a été dépouillé au profit de l'autre, lorsqu'aucun obstacle de fait ou de droit ne s'oppose à cette restitution en nature, et au cas contraire, à la restitution de la valeur qui en forme la représentation ».

Sans examiner le fondement théorique de l'obligation produite par un enrichissement sans cause, comme nous l'avons vu dans Toullier, ces auteurs tracent plutôt les contours, ils posent les conditions d'exercice de l'action qui les sanctionne.

L'action de *in rem verso* existe à ces deux conditions :

1^o Elle existe toutes les fois qu'il y a eu une augmentation sans cause d'un patrimoine aux dépens d'un autre sans distinguer si l'augmentation provient directement ou indirectement d'un autre patrimoine.

2^o L'action de *in rem verso* n'existe qu'à défaut d'autres moyens de droit pouvant empêcher l'enrichissement.

Enfin l'objet de l'action est une restitution en nature, s'il est possible, ou la restitution d'une valeur égale à l'enrichissement procuré.

Ce qui était encore fort contesté à l'époque où Aubry et Rau écrivaient ces lignes, a acquis, par la suite, une confirmation presque unanime dans la nouvelle doctrine et la jurisprudence.

Malgré le goût d'une systématisation plus scientifique, apportée par l'école dont Demolombe fut, en France, le plus illustre représentant, les interprètes doctrinaires n'ont jamais admis qu'il puisse exister un droit en dehors de la volonté formelle du législateur.

Ne trouvant pas dans le Code un texte clair pour sanctionner tout enrichissement injuste, et poussés par l'impérieuse nécessité, ils ont essayé d'attacher l'enrichissement injuste à la gestion d'affaires. Quelques auteurs donnent à la gestion d'affaires une interprétation plus soucieuse de la tradition romaine et de la tradition française représentée par Pothier, en ne donnant à l'action de *in rem verso* qu'un rôle subordonné vis-à-vis de l'action d'affaires. De ce nombre furent Laurent et Demolombe. D'autres auteurs, comme Larombière et Duranton, considérant la gestion d'affaires comme un cas d'enrichissement sans cause, ils ont réduit ce dernier à une gestion d'affaires.

Mais ce principe ne pouvait être ni subordonné, ni réduit à une gestion d'affaires. Toullier, Merlin et Aubry et Rau le reconnurent comme pouvant engendrer par lui seul une obligation. Une fois reconnu, il s'est affirmé avec cette nécessité qui exige plus d'équité dans les rapports juridiques.

DEUXIÈME SECTION

La nouvelle doctrine.

Apparition et caractère de la nouvelle école d'interprétation. —

Importance de la jurisprudence et du droit comparé. — Le principe de l'enrichissement sans cause en droit allemand et suisse.

— La reconnaissance de ce principe obligatoire est la caractéristique de la nouvelle doctrine. Son fondement dans le Code :

1° L'analogie aux autres articles du Code. — Opinion de *Labbé*.

2° Théorie des quasi-contrats. — Doctrine de *Bufnoir* et de *M. Barde*.

3° Théorie du fait illicite. Doctrine de *M. Planiol*, opinion de *M. Wahl*.

4° Théorie de l'enrichissement sans cause, comme conséquence de la théorie du risque créé. Doctrine de MM. *Ripert et Tesseire*.

5° Théorie de la responsabilité basée sur le profit. Doctrine de *H. Loubers*.

6° Théorie de l'interdépendance des personnes de *M. Demogue*.

★
* *

Depuis nombre d'années, nous assistons à l'épuisement de l'école doctrinale (1), « dont la pénurie chaque jour plus

(1) Guillaouard, Préface à l'œuvre de Bufnoir, *Propriété et contrats*.

sensible de travaux de longue haleine sur des sujets de droit, l'amointrissement ou la disparition des revues, destinées jadis à la discussion des questions juridiques du moment, la diminution constante aussi des thèses de doctorat consacrées à des matières de pur droit privé (1) » sont, d'après M. Gény, les symptômes.

D'autres horizons se sont ouverts aux investigations juridiques. « On s'est attaché à montrer que le champ d'investigations, ouvert aux recherches de ceux qui veulent mériter pleinement le nom de jurisconsultes, était autrement vaste que ne le supposait la critique vulgaire. On a fait observer qu'à côté du droit positif, étroitement compris, il y avait l'histoire, la philosophie du droit, l'économie politique, le droit public, le droit international, la législation, au sens large du mot, bref tout le groupe des sciences politiques, économiques et sociales (2). »

Alors à la place de l'ancienne méthode d'interprétation, il en est suivie une nouvelle, « une méthode *critique* et *active*, de telle sorte que ce qui n'était primitivement guère plus qu'une *interprétation* des sources, tend à se muer en *interprétation* du droit lui-même (3) ». Ainsi, en interprétant un texte, il faut chercher derrière son enveloppe formelle la réalité dont la forme littéraire n'est que l'expression. Ce ne serait pour quelques-uns des

(1) Gény, *Méthode d'interprétation*, p. 4.

(2) Gény, *op. cit.*, p. 1 et suiv.

(3) Gény, *Science et technique en droit positif*, p. 27.

éminents juristes, qu'une question de *libre adaptation* du Code au milieu qu'il doit régir, et d'où il doit constamment puiser ses solutions.

Cette adaptation s'opérerait par des analogies aux lois postérieures, par la conscience juridique collective et le droit comparé (1).

D'autres interprètes, plus respectueux pour le texte du Code, proposent une *libre création*, de nouvelles sources de droit, à côté du Code. Celui, qui a, le mieux, mis en lumière cette méthode d'interprétation, ce fut M. Génv.

La loi écrite, dit-il, ne contient pas tout le droit. Il faut rejeter franchement cette illusion. « Il faut admettre à côté d'elle, des sources moins formelles et plus plastiques, la *coutume et la jurisprudence*. » Soit encore « s'adresser plus haut et chercher à pénétrer l'essence propre de la vérité juridique, vérité insaisissable d'un coup et en son entier, fuyante et variable à raison des modalités infinies qui la conditionnent, mais à laquelle nous ramène inéluctablement une aspiration instinctive vers le but suprême du droit (2) ».

L'un des résultats immédiats qu'amena les nouveaux courants d'idées qui pénétrèrent dans le domaine du droit

(1) Saleilles, *Préface de Génv*, p. 8. *Déclaration de volonté*, p. 43. *Ecole historique et droit naturel*, Rev. de droit civil, 1902, p. 80. V. Charmont et Chausse... *Les Interprètes du Code civil (Livre du Centenaire du Code civil*, p. 171).

2) Génv, *Science et Technique en droit privé positif*, p. 27.

fut l'importance que tout le monde s'accorda à donner à la jurisprudence, dans la formation du droit positif. Toujours en contact avec les besoins d'une société, elle apporte l'élément de vitalité nécessaire à une législation qui ne doit jamais vieillir (1).

Ainsi, la théorie de l'enrichissement sans cause, trouva désormais, un nouvel appoint, très précieux, dans la jurisprudence.

En outre, les études de droit comparé fournissent encore un point d'appui à notre théorie. Sans discuter l'influence que doit avoir le droit comparé sur la formation du droit national, nous pouvons lui attribuer ce minimum d'effet, qui consiste à vérifier et à donner plus de fermeté aux déductions logiques tirées d'un texte ou d'un principe de droit, lorsque ces conclusions ont déjà été tirées par des législateurs étrangers (2).

Or, dans cet ordre d'idées, le principe de l'enrichissement injuste venait de pénétrer dans deux législations, dont l'une, surtout, a exercé une grande influence sur les auteurs modernes. Nous voulons parler du nouveau Code civil allemand et du Code fédéral des obligations suisses.

(1) Saleilles, *Préface à la Méthode d'Interprétation*, p. 8. V. aussi pour l'introduction dans l'enseignement, de l'étude de la jurisprudence et le contraste qu'il forme avec l'ancienne méthode, ainsi que pour l'importance de la jurisprudence, l'article de Esmein, en tête de la *Rev. Crit.*, 1902.

(2) V. Demogue, *Les notions fondamentales du droit privé*, p. 274 et suiv.

Dans le premier projet du Code civil allemand, le principe de l'enrichissement injuste était consacré et sanctionné par catégories légales de répétition bien définies rappelant les *condictiones* du temps de Justinien (1). Mais cette solution ne passa pas dans le Code, où on inscrivit dans l'article 812, une disposition de principe.

Article 812. — « Celui qui obtient quelque chose sans
« cause juridique aux dépens d'un autre, par la presta-
« tion de celui-ci ou de toute autre manière, est obligé
« à restitution. L'obligation existe aussi lorsque la
« cause juridique disparaît après coup, ou que le ré-
« sultat poursuivi, d'après le contenu de l'acte juri-
« dique, au moyen de la prestation, ne se réalise pas.

« La reconnaissance faite par contrat de l'existence
« ou de la non existence d'une dette équivaut à la pres-
« tation ».

Pareillement dans le Code fédéral suisse des obligations nous trouvons l'article 70 dans la teneur suivante :

« Celui qui, sans cause légitime, s'est enrichi aux dé-
« pens d'autrui, est tenu à restitution ».

La doctrine moderne, envisageant, dans cet esprit, la maxime d'équité qui nous préoccupe, arrive à lui attribuer bien d'autres effets que ceux que lui attribuait la plupart des anciens auteurs. C'est ce que nous tâche-

(1) Saleilles, *Théorie de l'Obligation d'après le premier projet du Code civil allemand*, p. 454 et suiv.

rons de montrer dans cette section de notre deuxième chapitre.

Une forte secousse qui s'attaqua à la base même du droit positif, en mettant en discussion les sources du droit, et la méthode d'interprétation, a eu pour résultat de donner libre carrière aux investigations juridiques. Aussi, nombre de théories apparaissent sur l'enrichissement sans cause ; mais sous leur diversité, elles présentent toutes un caractère commun indéniable qui les séparent nettement de celles que l'ancienne doctrine mit à jour. Il ne sera plus, désormais, contesté que l'enrichissement injuste puisse être, par lui-même, un principe obligatoire. Point n'est besoin de l'attacher à une autre source d'obligation. Pour arriver à ce résultat, des auteurs ont procédé par une adaptation scientifique des textes, tandis que d'autres ont créé, délibérément, à côté du Code, ce nouveau lien obligatoire. Des noms illustres s'attachent à chacune des deux méthodes employées. La première fut celle de Bufnoir, de Labbé, de M. Planiol, de M. Wahl et de M. Barde ; tandis que la seconde fut employée par MM. Ripert et Tesseire, par H. Loubers et par M. Demogue.

Pour nous rendre exactement compte de l'état de la doctrine et des courants qui l'animent, nous exposerons plus longuement, en reproduisant le plus fidèlement possible ces diverses théories, au risque d'abuser des citations ; mais il serait autrement impossible de mieux rendre les idées lapidaires ou les finesses de la pensée,

de ces maîtres que, sous la forme mûrie et sobre, dont ils l'ont enveloppée.

*L'enrichissement sans cause comme application
d'un principe d'équité.*

Doctrine de Labbé. — Cet auteur dans deux annotations faites dans le recueil Sirey, esquisse ainsi la théorie de l'enrichissement sans cause (1).

Du moment qu'on trouve dans le Code des articles sanctionnant des enrichissements injustes, on ne peut soutenir que le Code a méconnu ce principe d'obligation que l'équité réclame (2).

Quels sont donc ces articles ?

Nous allons d'abord exclure de notre énumération les articles 1312 et 1926 qui obligent les incapables qui ont fait annuler des contrats, par eux passés, pour cause d'incapacité, à restituer ce dont ils se sont enrichis. Ecartons aussi l'art. 1241 qui décide que le paiement reçu par un incapable étant nul, il n'est restituable que jusqu'au montant de ce dont il s'est enrichi. Ces articles établissent des mesures de faveur pour les incapables. « La loi protège les incapables, non pas pour leur

(1) S. 90, 1, 97, et. S. 93, 1, 281.

(2) A cette théorie se rallient M. E. Naquet bien que des différences l'en sépare. V. S. 1910, 1, 425 en note et MM. Colin et Capitant : *Cours élém. de dr. civil français*, II, page 406.

assurer un enrichissement, mais pour les préserver de toute perte. » On ne peut étendre ces mesures, dictées par des raisons spéciales, par analogie, à des hypothèques qui sortent du cadre de ces raisons.

Si on veut trouver des articles sur lesquels fonder l'action de *in rem verso*, ils seront les suivants 555 et 2175. Ils ne statuent que sur des cas d'enrichissement, car on ne trouve dans leurs hypothèses, aucun autre lien de droit d'où faire dériver l'obligation de restituer qui en résulte. C'est par analogie à ces articles qu'une action de *in rem verso* existe dans notre droit.

Mais deux objections se dressent.

N'y a-t-il pas, du moins dans les hypothèses de ces articles, une relation directe entre l'une des parties et la chose de l'autre; rapport d'où il résulte un lien de droit? A quoi on peut répondre qu'une relation directe peut exister aussi entre la lésion et l'enrichissement, de telle sorte que l'un soit la cause de l'autre. Pourquoi un lien de droit ne pourrait-il naître? Quand ce lien est incertain, on pourrait refuser l'action de *in rem verso*. C'est ce que la Cour n'a pas manqué de faire lorsqu'il s'agissait d'un associé qui a emprunté en son nom et puis il a versé l'argent dans la caisse sociale. L'emprunteur ne pourra pas agir de *in rem verso* contre la société ou les autres associés. Un lien direct fait défaut. Le profit que la caisse sociale en tire est accidentel, le prêteur ne l'a pas eu en vue.

Une seconde objection concerne les cas où un enrichis-

sement provient, à la suite d'un contrat passé par l'enrichi avec un tiers. Donner, dans ce cas, une action directe au lésé contre l'enrichi ne serait-ce pas violer le principe de l'effect relatif des conventions, contenu dans l'art. 1165. Mais parce que la réponse à cette objection demande de connaître le cas concret, où elle s'est produite, nous réservons son développement pour le chapitre où l'on parlera de la jurisprudence.

Théorie du quasi-contrat.

Les procédés d'analyse et de synthèse, appliqués à notre matière, conduisent quelques auteurs à considérer l'obligation de restituer, imposée à celui qui s'est injustement enrichi aux dépens d'autrui, de la nature des quasi-contrats. Parmi ces auteurs nous citerons Bufnoir et M. Barde.

Doctrine de Bufnoir. — L'adaptation du Code aux besoins, sans cesse changeants, d'une société, nécessite, en premier lieu, une interprétation moins restrictive. Aussi Bufnoir se met nettement en opposition avec la doctrine que nous avons déjà connue, en reconnaissant ouvertement que dans le Code il n'y a pas seulement deux quasi-contrats, la gestion d'affaires et le paiement indu.

Le Code n'ayant pas donné de définition légale des faits licites constitutifs des quasi-contrats, nous reconnaitrons cette qualité à ces faits d'où il résulte une obli-

gation, soit qu'elle a été prévue par le Code, soit qu'elle résulte d'un principe de droit. Ce principe, qui par *lui seul* produit une obligation, c'est celui de l'enrichissement injuste.

Voici ses propres termes :

« Parmi les hypothèses dans lesquelles les principes de la justice abstraite exigerait que l'on reconnût une obligation, il y en a une de la plus haute importance, c'est celle où une personne se trouve s'être enrichie sans cause au détriment d'autrui. Ce principe de l'enrichissement sans cause nous permettra de reconnaître les hypothèses où il y aura obligation *quasi ex contractu*, en dehors des cas réglés et admis par le Code civil ».

Quels sont les cas réglés et admis par le Code civil ? Ici encore, Bufnoir se sépare de ses prédécesseurs qui ne citaient, en dehors de la gestion d'affaires et du paiement de l'indû, que l'acceptation d'une tutelle alors qu'on pouvait la refuser, et l'obligation des héritiers envers les créanciers du *de cujus*, bien que, même dans ces cas, tous les auteurs n'étaient pas d'accord.

Bufnoir trouve une obligation quasi-contractuelle peser sur le propriétaire du terrain, à l'égard de celui qui a exécuté des travaux avec des matériaux lui appartenant, dans l'hypothèse de l'article 555 (1).

(1) Voir pour toutes ces hypothèses, Bufnoir, *op. cit.*, p. 784 et suiv.

Une obligation quasi-contractuelle existe aussi à l'encontre-donataire vis-à-vis des créanciers du donateur qui ont triomphé dans l'action paulienne. Une pareille obligation se produit aussi à la suite de l'acceptation d'une succession. Obligation qui consiste à se soumettre au rapport et à payer les legs. Ou encore entre copropriétaires, obligation qui consiste à tenir compte des dépenses faites par l'un d'eux, ou des fruits recueillis par l'un d'entre eux. On peut donner le même fondement au droit de demander le partage. Enfin l'obligation d'un acquéreur d'un immeuble hypothéqué, de restituer, au tiers détenteur, le montant des impenses faites sur cet immeuble.

De ces exemples nous pouvons voir combien l'idée d'enrichissement sans cause domine le domaine des obligations quasi-contractuelles. Elle en est, en dehors des cas prévus par le Code, leur source unique, et la pensée de Bufnoir se résume en cette phrase :

« Tout enrichissement sans cause forme un quasi-contrat ».

Doctrine de M. Barde. — Après avoir réfuter l'opinion généralement admise par l'ancienne doctrine, M. Barde, fonde aussi sur l'idée de quasi-contrat, l'obligation qui naît d'un enrichissement injuste. Cependant il ne faut pas croire qu'elle est l'unique source des quasi-contrats. En ce qui concerne la gestion d'affaires, du moins, on ne peut expliquer, par un enrichissement sans cause, les obligations du gérant, et ni l'obligation

du maître, car celui-ci n'est pas tenu seulement dans la mesure de son enrichissement. Le gérant sera toujours intégralement indemnisé. « Mais si nous n'admettons pas, dit M. Barde — que tout quasi-contrat soit un cas d'enrichissement sans cause, nous croyons, au contraire, que tout cas d'enrichissement sans cause constitue un quasi-contrat (1). »

Après avoir étudié la nature de l'action de *in rem verso*, nous verrons à quelles conditions son exercice est soumis.

Nous dirons que ces conditions sont au nombre de trois.

1° Il faut qu'il y ait un enrichissement ;

2° Il faut que cet enrichissement ait pour cause un fait du demandeur ;

3° Il faut, en outre, que l'enrichissement soit injuste, ou comme on le dit souvent en employant une formule assez critiquable, qu'il soit « sans cause » (2).

Reprenons chacune de ces conditions.

1° L'enrichissement peut provenir de deux manières :

a) Soit par une augmentation du patrimoine du défendeur.

b) Soit par une dépense faite en vue de la conservation de la chose du défendeur. Si le patrimoine du défendeur ne semble pas être augmenté dans ce cas, il l'est

(1) Baudry-Lacantinerie et Barde, *Les Obligations*, 2^e partie, p. 523, n° 2847, XIV.

(2) *Op. cit.*, p. 527, n° 2849, XVI.

en réalité dans la mesure dans laquelle on lui a évité d'être diminué ».

L'enrichissement consisterait dans la somme dépensée pour obtenir ce résultat.

2° *Le lien de causalité* suscite des difficultés au point de vue de sa constatation, alors surtout qu'un intermédiaire s'est entremis entre le demandeur et le défendeur. Ces difficultés ont été signalées aussi par MM. Ripert et Tesseire, et c'est à leur solution que M. Barde se réfère. Nous allons les exposer avec la théorie de ces auteurs. Nous dirons seulement qu'il n'est pas nécessaire, comme on l'a voulu établir en se fondant sur un arrêt de la Cour de cassation (1) qu'entre les deux patrimoines le fait du demandeur ait opéré une *transmission de valeur*, une transmission *matérielle*. Cette exigence ne peut s'appuyer ni sur la tradition, ni sur l'équité. Elle paraît arbitraire.

3° *Caractère injuste de l'enrichissement*. — On a tort de parler d'un enrichissement sans cause, car tout enrichissement a une cause ; le fait du demandeur. L'enrichissement dont nous voulons parler c'est celui qu'on n'a pas le droit de retenir, c'est l'enrichissement *sans droit*. Mais, du moment qu'on a un droit de retenir un enrichissement, ce droit est opposable à tout le monde, parce que son existence suppose une contre-partie de la part du défendeur, et qu'en dernière analyse, celui-ci ne se trouve pas enrichi.

(1) Ch. civ., 31 juillet 1895, S. 96, 1, 397 et D. 95, 1, 351.

Quant à l'effet de l'action de *in rem verso* il consistera dans la restitution d'une somme égale à la plus inférieure de celles qui représentent l'appauvrissement du demandeur ou l'enrichissement du défendeur.

Théorie du fait illicite.

Doctrine de M. Planiol. — L'auteur qui donna à cette théorie toute son ampleur ce fut M. Planiol. En prenant la théorie de l'enrichissement sans cause, au point où Bufnoir l'avait laissée, M. Planiol pousse, plus profondément, l'analyse (1). S'il est vrai que tout enrichissement injuste, forme un quasi-contrat, il n'en est pas moins vrai aussi que tout quasi-contrat s'analyse en un enrichissement injuste. Ces deux notions se confondent, elles sont identiques. Celui qui a reçu un paiement indû, ne s'est-il pas enrichi aux dépens du *solvens*. Le maître, dont l'affaire a été utilement gérée, ne s'est-il pas enrichi aux dépens du gérant et des tiers, avec lesquels celui-ci a traité ? Si on a soutenu que la gestion d'affaires est autre chose qu'un enrichissement injuste parce que en dehors de l'obligation du géré, de rembourser les frais du gérant, elle produit aussi des obligations qui naissent à l'encontre de ce dernier et au profit du géré, c'est parce qu'il y a dans une gestion d'affaires

(1) Classification des sources des obligations, *R. crit.*, 1904.

deux sources d'obligations. Les unes naissent d'un enrichissement sans cause, tandis que d'autres ne sont par leur caractère et par leur but, que des obligations légales, proprement dites.

Ainsi, par opposition à l'ancienne doctrine, la gestion d'affaires n'est que l'espèce, au lieu d'être le genre de l'enrichissement sans cause.

Les obligations quasi-contractuelles sont énumérées par le Code, comme une source propre d'obligations, à côté des conventions, des délits et quasi-délits et des obligations légales proprement dites. Mais si l'on veut analyser plus profondément la notion de quasi-contrat, nous nous apercevrons combien leur notion est fautive et inutile.

« En réalité, il n'y a que deux sources d'obligations ; l'accord de volonté entre le créancier et le débiteur et la volonté toute puissante de la loi, qui impose une obligation à une personne malgré elle et dans l'intérêt d'une autre. » Les obligations légales sont nombreuses. Elles ont pour but d'éviter un préjudice futur ou de le réparer, une fois produit. Les premières sont des obligations légales, proprement dites. Ne pas les observer, c'est une faute, et si un préjudice en résulte, la loi impose des obligations dites délictuelles et quasi-délictuelles, ayant pour but de le réparer, de sorte que ces dernières, ne représentent que la transformation en argent d'une obligation légale, préexistante et violée. Ce n'est que l'application du même principe que fait naître

des dommages-intérêts à la suite d'une obligation contractuelle non exécutée.

Entre ces deux sources d'obligation : la volonté des parties et la loi, où placer les quasi-contrats ?

Leur nom indiquerait de les rapprocher des contrats. Mais les quasi-contrats ne sont pas le produit d'un accord de volonté, entre le créancier et le débiteur. Cet accord ne peut être même présumé, car la simple adhésion tacite du débiteur sera suffisante pour créer, par là, même un contrat.

Ils ne sont pas même le produit d'un fait volontaire, car le fait productif d'obligation devra être cherché dans la personne de l'obligé. Autrement, l'obligation de celui-ci serait sans cause. Or, s'il y a dans les quasi-contrats, un fait volontaire, il est de la part du créancier et non du débiteur, qui se trouve obligé involontairement ; ce qui sépare radicalement les obligations quasi-contratuelles de celles contractuelles.

Par contre si nous examinons le fait volontaire du débiteur, en vertu duquel il se trouve obligé, nous lui trouverons une nature illicite, qui le rapproche des délits et quasi-délits. Il consiste à détenir des valeurs *sans cause*, en contribuant ainsi à léser involontairement, le titulaire d'un autre patrimoine. Par là il se trouve enfreindre cette obligation légale, qui nous commande de ne nuire à personne. Il commet donc une faute, quoique involontairement. Mais l'intention ne joue aucun rôle, car « ce n'est pas l'intention, c'est le résultat que la loi civile envisage ».

La gradation de l'élément intentionnel peut expliquer seulement la différence existant entre la notion de délits, de quasi-délits et de quasi-contrats — pour employer la terminologie du Code.

1° Ainsi lorsqu'on « a causé un dommage intentionnellement on dit qu'il y a délit.

2° Si on l'a causé, sans intention de nuire, par un simple fait de maladresse ou de négligence, qui lui est imputable ; on dit alors qu'il y a quasi-délict.

3° On peut enfin n'être pas l'auteur du fait dommageable et profiter seulement d'un acte d'autrui ; on dit alors qu'il y a quasi-contrat. Mieux vaudrait dire qu'il y a enrichissement sans cause ».

« De cette façon, la criminalité du fait lésif forme une gradation descendante, jusqu'à devenir nulle dans le dernier cas, mais ces nuances n'influent pas sur les résultats, au point de vue civil. »

Après avoir tracé le fondement théorique de l'action de *in rem verso*, M. Planiol détermine ainsi ses conditions d'exercice (1).

Cette action n'ayant pas été réglementée par le Code, on ne pourrait pas la soumettre à aucune des conditions exigées par le Code en d'autres hypothèses. Aucune condition de la gestion d'affaires, ou du paiement de l'indû ne lui sera applicable.

(1) *Op. cit.*, t. II, n° 936, page 312.

Les seules conditions dont son exercice est soumis seront établies par la jurisprudence.

1^o Il faut d'abord que le défendeur ait reçu du demandeur, directement, ou par l'intermédiaire d'un tiers, une valeur, qui soit entrée dans son patrimoine. La jurisprudence ne se contente pas d'un avantage dont l'enrichi profite indirectement. Il faut une *transmission de valeur*, pour employer les termes consacrés.

2^o Il faut encore que l'enrichi n'ait pas une *juste cause* pour retenir l'enrichissement.

M. Planiol fonde donc l'obligation, qui résulte d'un enrichissement injuste, sur l'idée d'un fait illicite semblable aux délits et quasi-délits, sans se confondre pourtant.

Cette théorie Boistel l'a prévue, mais sans lui donner cette précision qu'elle trouva dans la conception de M. Planiol. Se mettant à un point de vue plus philosophique, Boistel écrivait : « Une personne, par suite de certaines circonstances peu ordinaires, se trouve dans une position telle que, si elle ne fait pas certain acte, ne fournit pas certaine prestation, elle va léser, par sa faute, le droit d'autrui. Elle n'a encore lésé aucun droit ; si un droit a été lésé ou a commencé de l'être, c'est par une force étrangère, sans sa volonté. Mais dorénavant, si elle n'agissait pas, le droit d'autrui serait lésé *par sa volonté*, et conséquemment par sa faute. Pour cette raison, le devoir général, ordinairement négatif, qui consiste à ne rien faire qui blesse le droit d'autrui, se trouve trans-

formé dans le devoir juridique positif, de faire ce qu'il faut pour éviter la lésion de ce droit.

« Quelles sont les circonstances qui produiront ce résultat ? La cause la plus générale et la plus fréquente de cet état de choses, c'est ce que j'ai appelé, l'enrichissement indu, en latin, *in rem versi*. Pour une raison ou pour une autre, une fraction du patrimoine d'autrui est venue grossir le mien, indûment ; si je ne restitue pas cette valeur, je retiendrai ce qui ne m'appartient pas ; je suis, donc, juridiquement obligé à la restitution. Mon obligation est une conséquence du droit primitif de propriété sur l'objet qui a tourné à mon profit ; mais ce droit se trouve altéré, car au lieu de la propriété sur cet objet, l'ancien propriétaire n'a plus qu'un droit de créance à la valeur dont j'ai profité » (1).

Se mettant à un point de vue plus pratique, M. Wahl développe les conditions d'exercice et les effets de l'action de *in rem verso* accordée comme sanction d'un fait illicite de la part du défendeur (2).

1° Il faut d'abord que la personne appauvrie n'ait rien à se reprocher, c'est-à-dire que ce ne soit pas par sa faute ou par sa négligence qu'elle s'est appauvrie.

2° Il est ensuite nécessaire qu'il y ait un appauvrissement et un enrichissement.

Il y a appauvrissement lorsqu'une personne, « ou di-

(1) Boistel, *Cours de philosophie du Droit*, t. I, p. 452.

(2) Sirey, 1907, 1, 465, avec la note de M. Wahl.

minue son patrimoine, ou fait un travail qui valait une rémunération et qui accompli pour son compte propre aurait augmenté son patrimoine ».

Il n'y a pas enrichissement si la valeur acquise à une personne devait lui revenir, en vertu d'un contrat passé avec un tiers.

3° Il faut enfin, un rapport de cause à effet, entre l'enrichissement du défendeur et l'appauvrissement du demandeur. Ce rapport existe si l'enrichissement provient conformément au but de l'acte qui l'avait produit. Si par contre, l'augmentation du patrimoine du défendeur est due aux circonstances ultérieures se rattachant indirectement à l'acte, le lien de causalité n'existe pas.

Il est nécessaire, donc, que l'enrichissement soit direct, ce qui veut dire, qu'il doit s'opérer par une transmission de valeur. L'action de *in rem verso* aura pour effet de condamner le défendeur à indemniser le demandeur. L'indemnité aura une double limite. D'un côté elle ne peut dépasser l'enrichissement, parce que son but même n'est autre que la restitution de cet enrichissement. D'un autre côté, elle ne pourra pas être plus grande que l'appauvrissement subi. A la suite de la restitution, le demandeur ne doit pas se trouver enrichi, car alors la restitution perdrait son caractère indemnitaire.

« L'équité, ajoute M. Wahl, serait méconnue, par toute solution contraire. »

Théorie de l'enrichissement sans cause, comme conséquence de la théorie de la responsabilité du risque créé.

Doctrine de MM. Ripert et Tesseire. — En analysant les sources des obligations, ces auteurs constatent qu'en dehors d'un contrat, des obligations peuvent naître encore :

1° Du fait de l'obligé, ce sont des obligations délictuelles et quasi-délictuelles, ou

2° Du fait d'un tiers pouvant constituer alors :

a) Une gestion d'affaires,

b) Ou un enrichissement sans cause.

Ces trois sources d'obligations sont distinctes, bien que des auteurs aient voulu rapprocher les enrichissements sans cause de la gestion d'affaires, tandis que d'autres les rapprochent des délits, après avoir considéré la gestion d'affaires comme un enrichissement sans cause. Mais tout rapprochement, en quelque sens que ce fût, entre ces deux notions, est impossible. Ce qui constitue l'élément essentiel d'une gestion d'affaires c'est la *volonté du gérant* de représenter le géré, tandis que le profit procuré n'est que l'effet de la gestion. Un profit peut exister, dans bien d'autres situations très diverses, tandis que l'intention du gérant de représenter, sans mandat, le géré est tellement propre à la gestion d'affaires, que là où une représentation n'est pas possible

il n'y a pas de gestion d'affaires. Une représentation peut être impossible :

1° *Au point de vue de l'acte.* — Supposons une impossibilité absolue qui empêche le gérant de représenter le géré. Par exemple, le prétendu gérant a traité avec le géré lui-même, dont l'incapacité entraîne l'annulation du contrat. On ne peut se prévaloir, à défaut de contrat, d'une gestion d'affaires.

2° *Au point de vue du gérant.* — Lorsque celui-ci n'a pas eu l'intention de représenter le maître croyant, par exemple, agir pour lui-même.

3° *Au point de vue du maître.* — Lorsque celui-ci s'oppose formellement à la gestion.

Les auteurs reconnaissent bien une gestion irrégulière dans les deux derniers cas, tandis que, par inconséquence, ils ne la reconnaissent pas dans le premier cas.

Aux auteurs, qui sanctionnent l'enrichissement sans cause par une action de *in rem verso* sous la forme d'une gestion d'affaires irrégulière, ainsi que Laurent et Demolombe, on peut reprocher :

a) D'abord qu'ils fondent l'action de *in rem verso* sur l'équité. L'argument est insuffisant, car toutes les institutions juridiques sont basées sur l'équité. L'action de la gestion d'affaires est, elle aussi, basée sur l'équité, toutefois elle ne se confond pas avec l'action de *in rem verso*.

b) Ils ne peuvent pas expliquer la différence des effets de ces deux actions.

c) De la différence de leurs effets il faut conclure à la différence de leur fondement.

Si, d'aucune manière, on ne peut rapprocher la gestion d'affaires et l'enrichissement sans cause, on ne peut pas non plus, rapprocher ce dernier des délits et quasi-délits.

MM. Ripert et Tesseire réduisent à ces trois postulats la théorie du fait illicite, telle que M. Planiol l'a construite :

1° Tout quasi-contrat s'analyse en un enrichissement sans cause.

2° L'obligation qui en naît n'étant pas contractuelle, elle ne reste d'être que légale.

3° Par sa nature elle a un fondement quasi-délictuel.

A cette théorie, ils objectent :

a) Nous venons de voir que tout quasi-contrat ne peut se réduire à un enrichissement sans cause. La gestion d'affaires en est un exemple.

Pour dire le contraire, M. Planiol se place, en considérant la gestion d'affaires, au point de vue du maître. L'obligation de celui-ci dérive de son enrichissement, tandis que les obligations du gérant dérivent d'un concours de causes obligatoires. Les rôles sont ainsi renversés, car la loi se place toujours au point de vue du maître pour définir la gestion d'affaires, et la place qu'on donne dans le Code aux obligations du gérant, laisse à induire qu'elles dérivent du même fait obligatoire que les obligations du maître. Les Codes étrangers qui s'y sont

inspirés nous confirme cette opinion car ils n'ont apporté aucun changement à l'ordre de l'exposition de cette matière (1).

b) L'obligation de l'enrichi peut être légale, mais elle ne nous éclaire, ni sur la nature, ni sur les effets de l'obligation, qui résulte de l'enrichissement sans cause.

c) Enfin, si l'action de *in rem verso* avait le même fondement qu'une action délictuelle, si elle avait pour objet de réparer un *dommage injuste*, causé par un fait illicite, le montant de la condamnation devrait donc être exactement mesurée sur l'appauvrissement du demandeur. Or, on sait qu'en principe, cette condamnation se calcule sur l'enrichissement procuré, sur la valeur dont profite l'enrichi et non pas sur la valeur dont est privé l'enrichisseur. Et la différence entre les deux sommes peut être importante.

La différence des résultats de l'action délictuelle et de l'action de *in rem verso* ne peut tenir à une simple différence de degré dans la moralité de l'argent. M. Planiol le reconnaît, et c'est un point incontestable. Il ne reste donc qu'une explication logiquement possible, c'est que ces deux actions n'ont pas même cause, n'ont pas même nature (2).

Si M. Planiol ne peut pas établir un rapport entre la

(1) V. Code civ. italien, art. 1142-1144; Cod. civ. espagnol, art. 1882 et suiv. Cod. civ. roumain, art. 987-990.

(2) Ripert et Tesseire, *op. cit.*, p. 753.

notion de responsabilité civile et celle d'enrichissement sans cause, c'est parce qu'il fonde la responsabilité civile sur l'idée de faute. Cependant il existe une grande affinité entre ces deux notions, mais pour cela il faut écarter l'ancienne base de la responsabilité civile : la faute.

Il subsistera alors un simple lien de causalité, dont les termes seront, d'un côté, un dommage et de l'autre côté une activité quelconque. Que cette activité soit une faute, ou qu'elle ne le soit pas, nous dirons toujours, qu'il est juste, qu'il est bon de faire supporter à chaque activité, les dommages qu'elle cause.

Sur un pareil *rapport de causalité* est fondée l'action de *in rem verso*, car il est, pareillement, juste et bon, que chaque activité puisse revendiquer, à son tour, pour elle, les résultats utiles procurés à autrui par son œuvre.

De même qu'on doit supporter les risques qu'on a créés à un tiers, il faut, de même, bénéficier du profit que l'on a procuré : « S'il y a une théorie du risque créé, il faut qu'il y ait une théorie correspondante du profit créé (1) ». Ces deux théories se complètent mutuellement par leur but, qui est celui de rétablir l'équilibre entre deux patrimoines, lorsqu'il vient d'être rompu par l'activité de l'un des titulaires. Pour atteindre leur but, elles mettent en jeu le même problème de causalité.

(1) *Supra cit.*, p. 756.

« Responsabilité et enrichissement sans cause, dérivent d'un principe commun, qui leur est supérieur, qui veut que tout effet soit attribué et rattaché à sa cause, et dont la meilleure formule serait, entendu dans un esprit nouveau, le *Sum cuique tribuere*, des anciens (1). »

On a objecté à la théorie de la responsabilité, basée sur le risque créé, qu'elle décourage les activités en leur imposant de trop lourdes charges. Ici encore, la théorie de l'enrichissement sans cause, vient compléter celle de la responsabilité. Par son principe même, elle servira de stimulant aux activités humaines, du moment que procurer à autrui un avantage, c'est en profiter soi-même.

Ainsi, ces deux théories se complètent, mais elles ne se confondent pas.

Nous avons énoncé, en commençant d'exposer la théorie de MM. Ripert et Tesseire, l'enrichissement sans cause comme une source distincte d'obligations.

Lorsqu'il s'agit d'une responsabilité civile, c'est le fait de l'obligé qui donne naissance à l'obligation. C'est tout différent pour l'enrichissement sans cause. Ici c'est le fait de l'enrichisseur et non de l'enrichi qui donne naissance à une obligation.

Ce qu'on peut dire encore que, dans un délit, l'obligé joue un rôle actif, tandis que, dans l'enrichissement sans cause, il joue un rôle passif. En tenant compte de cette distinction, nous ne pouvons jamais confondre, dans la

(1) *Supra cit.*, p. 757.

pratique, un délit avec un enrichissement sans cause, quoiqu'un enrichissement puisse en résulter dans les deux hypothèses. Est-ce l'enrichi, lui-même, qui par son fait, a été l'auteur de son enrichissement ? Il s'agit d'un délit. Est-ce, au contraire, le lésé qui a procuré à autrui un enrichissement ? Il s'agit alors d'un enrichissement sans cause. C'est pourquoi il convient mieux de dire : « Nul ne peut être enrichi par le fait d'autrui », à la place de l'ancienne maxime.

Cette conception, de l'enrichissement sans cause, dérivant d'un point de vue plus élevé et plus général, n'est apparue que très tard. Ce qui s'explique pour deux motifs :

D'abord l'état des textes ne permettait pas une théorie générale dans cette matière, surtout à une époque où les interprètes ne quittaient pas la voie tracée par les textes.

Ensuite la situation de l'auteur d'un délit a frappé autrement les esprits, que l'auteur d'un enrichissement sans cause, étant donné que ce dernier n'est victime de personne et qu'il n'a qu'à se plaindre de sa propre imprudence. Néanmoins l'enrichi peut en souffrir, car l'obligation qui pèse sur lui, peut changer la composition de son patrimoine. Par exemple, on a construit sur le terrain d'autrui une maison. Le propriétaire du terrain devra restituer la valeur de la maison et il aura dans son patrimoine, une maison, mais moins d'argent. Pour corriger cet inconvénient, l'idée de délit nous prêterait, encore,

son appui. Si, un changement dans la composition du patrimoine, porte un préjudice à l'enrichi, la responsabilité de l'enrichisseur est engagée. Il devra, par conséquent, des dommages-intérêts. L'article 555 consacre l'application de cette idée lorsqu'il permet au propriétaire, en face d'un constructeur de mauvaise foi, de le forcer à supprimer les constructions et à lui payer des dommages-intérêts.

Tenant compte de la nature de l'enrichissement sans cause, trois conditions seront nécessaires pour l'exercice de l'action de *in rem verso* :

1° Un rapport de causalité entre l'enrichissement procuré et le fait du demandeur.

2° Il faut établir la consistance de l'enrichissement et fixer le montant de la restitution, imposée au défendeur.

3° Il faut enfin chercher si l'enrichi ne peut repousser l'action intentée contre lui, en alléguant un droit, une juste cause, qui l'autorise à conserver l'enrichissement (1).

Reprenons chacune de ces trois conditions.

I. *Le lien de causalité.* — Selon les principes qui régissent la matière des preuves, c'est au demandeur à prouver que l'enrichissement, dont il réclame la restitution, a été procuré par son sacrifice, ou par son fait personnel. L'arrêt de la Cour de cassation du 15 juin 1892 (2),

(1) Ripert et Tesseire, *op. cit.*, p. 765.

(2) S. 93, 1, 281 ; D. 92, 1, 596.

qui a reconnu le principe de l'enrichissement, impose, cette unique condition, pour l'exercice de l'action de *in rem verso*.

C'est parce qu'on ne peut pas faire cette preuve, que personne n'a qualité pour demander la restitution de la plus-value dont bénéficie un propriétaire et qui est due à la prospérité du milieu social.

Cette même considération est à la base de l'art. 556 du Code civil, en laissant le propriétaire profiter, sans indemnité, des accessions naturelles.

Le rapport de causalité, simple d'habitude, lorsqu'il ne s'agit que du lésé et de l'enrichi, se complique par l'intervention d'un tiers, qui joue le rôle d'intermédiaire. Il y a alors deux rapports qui naissent, entre le lésé et le tiers et entre le tiers et l'enrichi (1). La question est de savoir si l'enrichissement est alors l'œuvre du tiers, ou s'il est l'œuvre du lésé. En d'autres termes, si un troisième rapport existe, entre le lésé et l'enrichi, par-dessus la tête du tiers intermédiaire.

(1) Ces rapports peuvent être contractuels. Par exemple, le tiers est le locataire qui commande des travaux d'amélioration, à un entrepreneur. Le propriétaire de la maison est l'enrichi, le locataire est le tiers et l'entrepreneur est le lésé.

Ces rapports peuvent être quasi-contractuels. Par exemple, le gérant d'affaires emprunte une somme d'argent pour le géré. Il y a un rapport contractuel entre l'emprunteur et le gérant, et il y a un rapport quasi-contractuel entre le gérant et le géré. Enfin, les deux rapports peuvent naître d'enrichissement sans cause. MM. Ripert et Tesseire prennent, comme exemple, l'entrepreneur qui a bâti une maison, pour le compte de quelqu'un, sur le terrain d'autrui.

Dans ce problème, qui reste toujours un problème de causalité, nous avons, pour le même effet, deux causes possibles, et la délicatesse du problème consiste justement à rattacher l'enrichissement à sa vraie cause. Pour cela examinons le rôle que peut avoir l'intermédiaire.

1^o Quelquefois, sa présence n'obscurcit nullement, le rapport direct entre le lésé et l'enrichi. Par exemple, je paye la dette d'autrui, malgré l'intervention du créancier, il n'y a pas de doute que c'est le débiteur qui a été enrichi de mes débours.

2^o Quelquefois, le tiers peut avoir un rôle plus actif. C'est lui qui provoque le fait du lésé. Mais son activité, une fois provoquée, va enrichir directement le défendeur. C'est l'exemple d'un locataire, qui commande des travaux d'amélioration à un entrepreneur. Le propriétaire de la maison sera, directement enrichi, par les travaux.

3^o Enfin le tiers peut intervenir pour transmettre au défendeur un bénéfice, que le tiers, personnellement, a obtenu du demandeur.

Dans ces cas, quoi qu'à première vue il paraisse qu'un rapport direct n'a pas existé entre le demandeur et le défendeur, il faut distinguer.

A défaut d'un rapport matériel et direct, il a pu exister une intention du demandeur, à faire parvenir l'enrichissement au défendeur : le tiers, s'est borné à développer les conséquences latentes de l'acte, auquel il a été

partie (1) : « De son rôle actif il est devenu un instrument de transmission ».

a) Ainsi, lorsque la destination de l'enrichissement est déterminée par sa nature. C'est un vendeur d'engrais, par exemple, qui a vendu des engrais à un fermier. La destination de la marchandise est indiquée par sa nature même.

b) L'intention du demandeur, au sujet de la personne du vrai bénéficiaire, auquel il veut procurer un enrichissement, peut être révélée, encore, par son propre aveu, ou par l'acte, lui-même, raisonnablement interprété.

Ainsi, par exemple, si on a traité avec un mandataire qui dépasse ses pouvoirs, on n'aura pas d'action contractuelle contre le mandant, mais il est certain que c'est à lui qu'on voulait procurer un enrichissement, et s'il lui est parvenu, effectivement, il n'est pas douteux qu'il soit dû au demandeur.

c) « Mais, si rien dans l'acte originaire du demandeur, ne révélait la destination de la valeur fournie, si l'attribution de cette dernière, au défendeur, est due au fait seul de l'initiative, indépendante, du tiers interposé, a été voulue et réalisée par lui seul, en toute liberté, alors une action directe n'est plus possible entre l'auteur premier de l'enrichissement et son dernier bénéficiaire (2). »

L'intervention d'un tiers, non seulement qu'elle rend

(1) *Op. cit.*, p. 772.

(2) *Op. cit.*, p. 773.

plus délicate la recherche du rapport de causalité, mais elle soulève aussi une autre question.

Nous avons vu que des rapports, contractuels ou quasi-contractuels, peuvent exister entre ces trois personnes. En dehors de l'action de *in rem verso* elles auront encore des actions, contractuelles ou quasi-contractuelles, à exercer. Quel sera le rôle, de notre action, par rapport à ces dernières.

A-t-on le choix ?

MM. Ripert et Tesseire croient que non. L'action de *in rem verso* est subsidiaire « et ne sera intentée qu'en cas d'insolvabilité de l'obligé direct ». La jurisprudence le montre clairement. *cf p 178*

. II. — Une seconde condition, pour l'exercice de l'action de *in rem verso* est, naturellement, l'existence d'un enrichissement. C'est cet élément, qui forme l'objet de l'action. La meilleure manière de le poursuivre, sera une restitution en nature de la chose fournie. Mais, le plus souvent, une telle restitution étant, matériellement ou juridiquement, impossible, elle sera remplacée par une indemnité, mesurée sur le montant de l'enrichissement procuré. L'appréciation de l'existence et du montant de l'enrichissement, deviennent nécessaires. Voici quelques principes qui nous guideront dans notre tâche :

1° L'enrichissement doit consister dans un *avantage ayant une valeur patrimoniale*. Cet avantage, doit être le *fait* de l'enrichisseur. Ce fait, comprend aussi bien une transmission de valeurs, que tout autre acte matériel de

la part de l'enrichisseur. Il n'y a pas de raison, de limiter la restitution seulement à ces enrichissements qui proviennent par une transmission de valeur, comme on l'a pensé. De même il faut repousser la distinction entre l'enrichissement *direct* et *indirect*. L'examen d'un rapport de causalité, rend inutile cette distinction.

2^e L'enrichissement doit être encore *certain et actuel*. On évitera ainsi les difficultés de preuve et d'estimation d'un enrichissement éventuel.

La question de l'existence de l'enrichissement une fois élucidée, il reste à apprécier son montant. Trois hypothèses sont possibles :

a) L'enrichissement du défendeur peut être égal à l'appauvrissement du demandeur. Ainsi, par exemple, lorsque celui-ci paye une dette du défendeur. L'estimation de l'enrichissement est, dans ce cas, très facile.

b) Il peut arriver, par exemple, que l'enrichissement de l'une des parties soit inférieur aux dépenses faites pour le procurer, ce qui arrivera très fréquemment lorsque des travaux voluptueux ont été exécutés sur l'immeuble de l'enrichi, ou encore si des dépenses ont été faites pour empêcher la perte de la chose du défendeur.

Dans le premier cas, à cause du prix subjectif qu'on attache aux impenses voluptueuses, on les estime, selon une pratique judiciaire, au montant des dépenses faites pour les obtenir.

Dans le second cas, si par des dépenses nécessaires de peu d'importance, on a conservé au défendeur un bien,

dont il tire un plus grand profit, le demandeur pourra lui réclamer toutes ses dépenses. La raison est que le défendeur aurait dû dépenser la somme pour se procurer le même avantage. Cette solution peut se prévaloir, encore, de la règle législative sur les avaries communes.

3° Enfin, l'enrichissement peut être supérieur à l'appauvrissement. S'il était dû, tout entier, à la seule activité du défendeur, il serait juste que lui seul profite des conséquences de son acte, et qu'il ait droit à la restitution de tout l'enrichissement qu'il a procuré. Mais cette hypothèse se présentera très rarement, car le plus souvent, si une valeur est mise dans le patrimoine du défendeur, elle augmentera, grâce à l'activité de celui-ci, ou par des cas fortuits. Cette augmentation ne résultera pas du fait du demandeur et, par conséquent, il n'aura droit qu'à une indemnité égale à la valeur qu'il a mise dans le patrimoine du défendeur et pas davantage. Toute cette théorie qui tient en ces mots « attribuer à chaque acte ses effets » exige tour à tour l'une et l'autre de ces solutions.

La même loi de causalité veut, lorsque la chose (1), qui constitue l'enrichissement, vient à périr ou à diminuer de valeur, par le fait du défendeur, que ce soit lui, qui supporte la perte et non le demandeur, qui n'y est pour rien.

Si la chose vient à périr par cas fortuit, la question

(1) Nous supposons un enrichissement consistant en un corps certain ou en une chose fongible individualisée

des risques se pose. Et MM. Ripert et Tesseire croient que c'est alors le demandeur qui doit supporter les risques comme conséquence de son fait, tandis que le défendeur ne peut être fait responsable, son attitude étant purement passive.

III. — Il faut enfin, comme troisième condition, pour l'exercice de l'action de *in rem verso*, que le défendeur n'ait pas un droit de conserver l'enrichissement. C'est sous cette forme que se pose la question de la *cause*, et le défaut de cause, d'un enrichissement.

Au lieu de parler d'enrichissement *sans cause*, il est plus exact de parler d'un enrichissement *sans droit*. Nous éviterons ainsi de graves dangers de confusion :

D'abord, du côté du défendeur, il aura toujours une cause à son enrichissement, qui sera le fait du demandeur. Toute cette théorie n'est basée que sur ce lien de causalité. En second lieu, le mot, cause, à un champ propre d'application, dans les obligations contractuelles. De là une seconde confusion.

Enfin, sous l'influence d'inexacts souvenirs de droit romain « on peut être amené, par cette dénomination, à d'inexacts rapprochements de notre système français, avec ceux qui dérivent du système romain, et notamment avec la législation allemande ». Dans le nouveau Code civil allemand, le domaine de l'enrichissement sans cause embrasse aussi le domaine contractuel pour corriger les effets fâcheux des contrats abstraits. Tandis

que la question d'un enrichissement sans cause se pose, en droit français, en l'absence d'un contrat.

Nous sommes ainsi amenés à nous demander quand est-ce qu'il y aura droit à conserver un enrichissement.

Il n'y a pas un droit général, qui autorise cette conservation, il n'y a que des droits définis. Ces droits peuvent résulter de la loi, comme par exemple, le droit des citoyens à certains services publics.

Ils peuvent résulter aussi de l'intention de l'enrichisseur de faire une libéralité à l'enrichi.

Enfin ils peuvent résulter, encore, d'un contrat, et ces droits, sont alors opposables, non seulement à celui avec lequel on a contracté, mais à tout le monde. Par exemple, le propriétaire, qui profite, sans indemnité, grâce à une condition du bail, des améliorations que le locataire apportera à l'immeuble, peut opposer ce droit, non seulement au locataire, mais à tous ceux qui lui demanderaient le prix des améliorations dont il profite. Parmi ceux-ci, se trouve d'abord, l'entrepreneur non payé, qui a exécuté les travaux.

A bien regarder, ce droit, qui a été consenti à l'enrichi, a dû lui coûter des sacrifices de sa part, et qu'en dernière analyse, le défendeur ne s'enrichit pas.

Nous avons essayé de reproduire les traits caractéristiques de la théorie, si logiquement développée, de MM. Ripert et Tesseire, comme pendant de la théorie du risque créé. Un autre auteur, Henri Loubers, intègre

l'enrichissement sans cause, dans une nouvelle théorie de la responsabilité.

Théorie de la responsabilité basée sur le profit.

Après M. Planiol et MM. Ripert et Tesseire, l'idée de rapprocher le problème de l'enrichissement sans cause de celui de la responsabilité, inspira aussi à H. Loubers, une théorie qu'il développa dans un article publié dans la *Revue critique* (1), intitulé : *L'action de « in rem verso » et les théories de la responsabilité civile*.

Ce en quoi diffère, cette théorie, de celles précédentes, c'est par le fondement, que Loubers donne, à la responsabilité civile. Ce n'est pas à cause de sa faute, que l'enrichi sera tenu de restituer son enrichissement, car « en effet, ainsi que le remarque M. Naquet, une faute, un délit, suppose essentiellement de la part de celui qui l'a commis et auquel on l'impute, au moins dans notre conception française, l'exercice et le déploiement d'une certaine activité, l'accomplissement d'un fait précis. Or, dans la plupart des cas où l'action de *in rem verso est* accueillie par la pratique, le défendeur n'a personnellement rien tenté, rien accompli, pour recueillir l'enrichissement, créé par l'activité du demandeur. Il s'est gé-

(1) Cet article a paru ensuite en brochure. C'est de cette dernière que nous nous en servons dans les citations.

néralement maintenu dans une inaction absolue » (1).

2° Très souvent, même, c'est un tiers, qui lui transmet cet enrichissement en exécution d'une obligation antérieure. Ainsi, par exemple, le fermier qui a répandu des engrais sur la terre qu'il cultive, exécutant par là une clause du bail. Par la suite, le bail est résilié, et la récolte est attribuée au propriétaire de la terre, qui se trouve ainsi enrichi du prix des engrais. La Cour de cassation donne, au vendeur des engrais, une action, de *in rem verso*, contre le propriétaire.

3° En outre, si l'obligation de l'enrichi était fondée sur son délit, il suffirait qu'il eût été enrichi, à un certain moment, pour demeurer responsable envers l'enrichisseur. Pourquoi exiger, dès lors, que l'enrichissement subsiste au moment de l'action ?

Si l'idée de faute ne peut pas servir de fondement à l'obligation de l'enrichi, on ne pourrait pas, non plus, fonder cette obligation sur cette règle, d'après laquelle celui qui a produit un enrichissement dans le patrimoine d'autrui, doit en bénéficier. Une action, ayant un pareil fondement, serait une action en réclamation d'un enrichissement : 1° Elle serait recevable, alors même que le demandeur ne subit aucun préjudice. 2° Son effet serait de faire rentrer dans le patrimoine de l'enrichisseur toute la valeur créée, même si elle est supérieure à l'en-

(1) V. Loubers, *L'action de « in rem verso » et les théories de la responsabilité civile*, p. 16.

richissement. Or, ces deux conclusions, auxquelles nous amène la théorie de MM. Ripert et Tesseire, sont pleinement contredites par la jurisprudence et la doctrine (1). L'erreur de cette théorie, provient de la méthode employée. MM. Ripert et Tesseire partent d'un principe préétabli, pour en tirer les conclusions, logiques, nécessaires. Ils procèdent par déduction. Loubers rejette cette méthode, il adopte la méthode inductive.

En analysant les divers arrêts, rendus dans cette matière, il trouve une idée commune, qui apparaît partout où une action de *in rem verso* a été admise. Dans tous les cas on constatait, en fait, un *profit*, tiré par le défendeur et un *préjudice*, subi par le demandeur. La réalisation de cette double condition est nécessaire, et suffisante pour engager la responsabilité du défendeur envers le demandeur. Car, l'idée de profit tiré de l'activité de celui qui a subi un préjudice pour vous procurer un bénéfice, est le fondement de la responsabilité civile.

Toute la théorie du risque créé ne repose, en dernière analyse, que sur cette idée. Pourquoi, autrement, seriez-vous tenu de réparer le préjudice subi par celui à qui vous avez fait courir un risque, sinon parce que son activité vous profite.

En second lieu, cette idée se retrouve dans le Code.

(1) Pour la doctrine, voir Aubry et Rau, t. IV, § 441, p. 726 ; Stoicesco, *op. cit.*, p. 60 ; Raynaud, *De l'action de « in rem verso » en droit civil français*, p. 98. Pour la jurisprudence, voir D. Rép. Obligations, n° 5402 et Cass., 6 nov. 1838 (S. 39, I, 160).

Les articles 1384 et suivants, la formulent, au moins, pour la responsabilité à raison des animaux et des choses inanimées.

Enfin, cette même idée fut consacrée récemment par voie législative par la loi sur les accidents du travail de 1898.

Sur le même fondement général de la responsabilité, repose, aussi, l'obligation de l'enrichi, à l'égale de celle de l'auteur d'un délit. Si ces deux obligations diffèrent par leurs effets, c'est parce qu'elles diffèrent, aussi, par leurs contenus. Dans les enrichissements sans cause, à la différence des délits, l'obligé n'a pris aucune initiative, et il ne pourra être tenu à restituer plus que l'enrichissement obtenu, parce que l'activité du demandeur ne lui profite que dans ces limites.

Il en résulte logiquement, que trois conditions sont nécessaires pour l'exercice de l'action de *in rem verso*.

1° *Un préjudice subi par le demandeur.* — Toutefois si ce préjudice est dû à sa faute, il n'y aura pas lieu à restitution ;

2° *Profit du demandeur.* — Il serait inutile de se demander si ce profit a, ou non, une juste cause. Du moment qu'il y a un bénéfice de réalisé, l'obligation de restituer prend naissance. La recherche de la cause est remplacée par la question de savoir, quand il y aura un profit réalisé.

Le profit s'apprécie *objectivement* et non *subjectivement*, en ce sens qu'il ne suffit pas qu'une valeur se trouve,

à un moment donné, dans un autre patrimoine, mais il faut, par là, que ce patrimoine se trouve enrichi. Si, par exemple, il avait subi des pertes plus considérables, que la nouvelle valeur qui y entre, ne compense pas, on ne peut dire que ce patrimoine se trouve enrichi. Ainsi, par exemple, un sous-fermier, qui apporte des améliorations au fonds, ne peut dire qu'il a enrichi le propriétaire, lorsque celui-ci a souffert des plus grands dommages, de la part du premier fermier.

L'enrichissement doit résulter, en outre, d'une acquisition faite par le défendeur. Il ne suffirait pas de lui éviter simplement une perte.

3° Une relation entre le préjudice et le profit, qui est d'évidence.

Après avoir établi le fondement et les conditions d'exercice de l'action de *in rem verso*. M. Loubers fixe ses caractères. Est-elle une action réelle ? Est-elle principale ou subsidiaire ? Voici les questions auxquelles il faut répondre.

a) L'action de *in rem verso*, considérée par son objet, n'est pas une action réelle ; cependant, elle a ce caractère commun à cette catégorie d'actions qu'elle peut être intentée contre toute personne qui détient un enrichissement ;

b) Aubry et Rau considéraient cette action comme subsidiaire. Il faut toutefois distinguer.

Pour le demandeur l'action n'est pas subsidiaire. Mais pour constater le préjudice que le demandeur éprouve, C. 17

il faut d'abord qu'il ait exercé les autres actions et dans le cas, où le préjudice subsiste, il pourra exercer l'action de *in rem verso*. Le défendeur jouirait d'une exception de discussion, lui permettant de renvoyer le demandeur à poursuivre, soit son débiteur direct, soit une autre personne responsable.

Par contre, à l'égard du défendeur, l'action a un caractère subsidiaire, en ce sens que l'action de *in rem verso* ne triomphera que si le demandeur a épuisé les autres voies de droit. Comme effets, cette action aboutit à une restitution dans la mesure de l'enrichissement du défendeur, sans que le demandeur puisse cependant obtenir une plus forte somme que celle qui représente sa lésion.

S'il y a une différence entre ces deux sommes, c'est au défendeur qu'elle profitera.

Comme, généralement, la restitution se fera en argent, une question fréquente, dans la pratique, serait celle de savoir à partir de quelle date les intérêts sont dus.

En principe, les intérêts commencent à courir dès que le défendeur est de mauvaise foi, mais dans le cas d'un demandeur de bonne foi, l'action en justice fera courir, naturellement, les intérêts.

Dans les deux théories qui font de l'enrichissement sans cause un problème de la responsabilité, c'est sur un acte de l'enrichi, qu'on fonde son obligation. Que ce soit une faute, ou un simple profit, de la part de celui-ci. Seuls MM. Ripert et Tesseire parlent d'une obligation de restituer, qui naîtrait, à la charge de l'obligé, du fait d'un

tiers. Un autre auteur, M. René Demogue (1) semble continuer et développer cette idée, en trouvant dans le fait de l'enrichisseur, la source de l'obligation de l'enrichi. Nous exposerons cette théorie séparément parce qu'elle présente un caractère de généralité, qui lui permet de trouver, en elle-même, un fondement suffisant à l'obligation de restituer l'enrichissement injuste.

Théorie de l'interdépendance des personnes.

Jusqu'à la fin du siècle dernier, la doctrine, appuyée sur des textes du Code, considérait à la base la théorie des obligations, le principe de l'indépendance des individus. « Un individu qui a soin de ne manifester aucune volonté, soit de façon expresse, soit de façon tacite, doit échapper à toute obligation. » Cette conception se rattache, en sociologie, à l'école individualiste et M. Planiol la défend lorsqu'il établit comme seules sources des obligations, le contrat et la loi. Ce qui veut dire que l'individu libre ne dépend que de sa propre volonté ou de celle de la loi « seul organe de la volonté générale ». Cette conception individualiste du Code, apparaît dans les art. 1119, à propos des promesses et stipulations pour autrui, 1165, à propos de l'effet des conventions de 1351, à propos de l'autorité de la chose jugée.

(1) *Notions fondamentales de droit privé*, p. 483 et suiv.

A l'appui de cette conception, on invoque la sécurité. Une sécurité dans l'immobilité, statique. Il n'y aura plus de sécurité pour le patrimoine, s'il dépendait de la volonté d'un tiers, de créer, à votre charge, une obligation. Conception basée sur un trop petit nombre d'idées, c'est pourquoi elle est impuissante à résoudre tous les problèmes qui se présentent. Les auteurs du Code ont dû, en conséquence, admettre des exceptions à leur principe de l'indépendance des individus. C'est à ce titre, qu'on a inséré, dans le Code, les articles 555 et suivants, sur l'indemnité due à celui qui exécute des travaux sur le terrain d'autrui ; les articles 1371 et suivants, sur la gestion d'affaire, l'article 1437, sur les récompenses sous le régime de la communauté, et l'article 1121, sur les stipulations pour autrui.

« Vis-à-vis de cette conception individualiste du droit, se dresse la conception socialiste, qui substitue à l'idée d'*indépendance* des individus, l'idée d'*interdépendance*. Les faits créent certains rapports d'interdépendance naturelle entre les hommes, et il paraît alors utile, pour leur bien commun, d'établir une certaine interdépendance juridique (1). »

Le besoin du développement des richesses et des intérêts collectifs puissants, sont les faits qui créent une interdépendance des patrimoines, sur laquelle repose l'interdépendance juridique.

(1) *Supra cit.*, p. 485.

Sous l'impulsion des faits, cette idée, d'interdépendance, se développe à propos de la stipulation pour autrui et de la gestion d'affaires. Ce qui ne fut admis, qu'à titre d'exception et dans des limites très restreintes, trouva une toute autre ampleur, grâce à la jurisprudence, inspirée par les nécessités de la pratique. L'ancienne idée est battue en brèche, elle doit partager le terrain avec l'idée nouvelle, dans le champ d'application du Code.

En dehors du Code, la même idée, d'interdépendance des individus, crée l'obligation de restituer l'enrichissement procuré par autrui. Celui qui a fait un acte augmentant le patrimoine d'autrui, ou en empêchant la perte, a droit à une indemnité limitée par la plus-value et la dépense faite. Il devient ainsi créancier, par sa volonté unilatérale. A l'ancienne idée d'indépendance des individus, selon laquelle on pouvait devenir débiteur par volonté unilatérale, l'idée d'interdépendance ajoute la possibilité de devenir *créancier par volonté unilatérale*.

Cette indemnité doit compenser la perte qu'il a subie, c'est pour cela qu'elle ne pourra jamais être supérieure au préjudice souffert. Le demandeur ne doit pas spéculer sur le bien d'autrui, et en recevoir plus qu'il n'avait mis.

A cette théorie on peut faire une objection. Peut-on parler encore, de sécurité des patrimoines, du moment que je puis être obligé indépendamment de ma volonté et par le fait d'autrui? M. Demogue répond éloquemment.

« Ce n'est plus la conception ancienne de la sécurité dans l'immobilité, vue toute théorique, qui ne répond pas au caractère mouvant de la vie. C'est la sécurité dans la transformation, comme nous la trouvons dans la subrogation réelle, adaptée au mouvement. C'est, à prendre les choses philosophiquement, le durable retrouvé sous l'éphémère. C'est une idée d'accord avec cette grande vérité, que partout sur cette terre, on ne se maintient qu'à condition d'agir, de se modifier. C'est en même temps la sécurité comprise, du côté dynamique plutôt que du côté statique. On est plus encouragé pour agir, quand on sait qu'en faisant tel acte, qui est une intelligente opération, on en retrouvera sinon un bénéfice, du moins une part de ses déboursés, même si on a fait celui-ci, sans le savoir, sur le patrimoine d'autrui » (1).

La diversité des doctrines que nous avons tâché d'exposer nous montre le puissant attrait qu'exerce le principe d'enrichissement sans cause sur la nouvelle doctrine.

Que l'enrichissement sans cause forme un quasi-contrat, qu'il engage la responsabilité civile, ou qu'il lui en serve de pendant, sa reconnaissance, comme principe d'obligation, n'en est plus en discussion. Par la diversité même des doctrines qu'il a suscitées, nous jugerons de son importance. Il reste à voir quelle fut l'évolution de ce principe dans la jurisprudence.

(1) *Supra cit.*, p. 485 et suiv.

CHAPITRE IV

LA JURISPRUDENCE

L'évolution de la jurisprudence se poursuit parallèlement à l'évolution de la doctrine. Les fluctuations de l'une se reflètent dans l'autre, de sorte que nous pourrions distinguer deux phases correspondantes à celles, par lesquelles, a passé la doctrine.

Elles formeront chacune l'objet d'une section du présent chapitre.

Dans la première phase, que nous appellerons l'*ancienne jurisprudence*, les cours et les tribunaux refusaient de consacrer le principe de l'enrichissement injuste comme un principe productif d'obligations et c'est le contraire qui caractérise la seconde phase, que nous appellerons l'*nouvelle jurisprudence*. Dans cette évolution qui s'achemine petit à petit, il y a une date marquée par l'arrêt de la Chambre des requêtes du 15 juin 1892. C'est à cette date que s'opère le changement définitif de la jurisprudence. Aussi nous expose-

rons, dans la première section, les arrêts antérieurs à cette date, laissant pour la seconde section l'exposé des arrêts postérieurs.

Mais comme nous prenons pour tâche, dans ce chapitre, de ne montrer que l'évolution qui s'est opérée dans la conception juridique, nous laisserons de côté de nombreux arrêts qui établissent les conditions d'exercice et les effets de l'action de *in rem verso*, et qui formeront l'objet du chapitre suivant.

PREMIÈRE SECTION

Ancienne jurisprudence.

Rejet complet du principe de l'enrichissement sans cause, comme principe d'obligation. — L'action de *in rem verso* comme auxiliaire de la gestion d'affaires. — La gestion d'affaires constituée par l'enrichissement qui en provient. — L'application du principe de l'enrichissement injuste dissimulé sous un privilège. — Reconnaissance d'une manière restrictive du nouveau principe obligatoire. L'affaire Arrazat.

Nécessité d'un lien de droit antérieur, pour l'exercice de l'action de *in rem verso*. — Hésitations de la Cour de cassation. Affaire Bellaud.

*
* *

Procédant de l'ancienne méthode doctrinale d'interprétation, l'ancienne jurisprudence méconnaît systéma-

tiquement notre principe de l'enrichissement sans cause, comme n'ayant été nulle part mentionné dans le Code.

A ce point de vue, il est caractéristique, cet arrêt de la Cour de Grenoble, du 12 août 1836 confirmé par la Cour de cassation (1) qui ne reconnaît le principe de l'enrichissement injuste « qu'en tant qu'il est le fondement et le motif de plusieurs dispositions, tant anciennes que modernes, mais qu'il n'est point un principe absolu, qui pourrait, dans son extension, devenir la source d'une souveraine injustice, en contrariant le droit sur lequel repose la propriété, celui d'user et d'abuser ».

La même idée reparait, souvent, dans les arrêts des Cours d'appel et de la Cour de cassation. Nous citerons encore un arrêt rendu dans l'espèce suivante :

Un associé fait à la société des fournitures lui provenant d'un tiers. Est-ce que ce tiers, non payé, aurait une action directe contre la société, qui a profité de ses fournitures ? La Cour répond négativement, car, par le simple enrichissement, il ne s'est produit « aucun contrat, ni quasi-contrat, *aucun lien de droit* susceptible d'obliger la société, envers la personne de qui l'associé avait tenu les marchandises.

Par conséquent, « le bénéfice qu'aurait fait la société n'a pas, non plus, créé contre elle, une action au profit du vendeur originaire, qui n'a, aucunement, traité avec elle ».

(1) L'arrêt de la Cour d'appel au Sirey, 37, 2, 330. L'arrêt de la Cour de cassation, v. S. 39,, 1, 160.

Admettre une action, au profit d'un tiers, qui n'a pas été partie dans le contrat de vente, conclut l'arrêt, serait violer le principe suivant lequel les contrats ne produisent d'effets qu'entre les parties contractantes. Principe inscrit dans l'article 1165.

Une négation complète était opposée par la Cour de cassation, à ceux qui prétendaient, qu'un enrichissement sans cause suffisait pour créer, par lui-même, un lien de droit, entre l'enrichi et l'enrichisseur.

Le principe de l'enrichissement sans cause ne manque pas à faire sentir bientôt son influence. Ce fut, d'abord, dans la matière de la gestion d'affaires, qu'il apparut. D'une part, il préside à la création d'une action de *in rem verso*, comme auxiliaire à la gestion d'affaires, et d'autre part, il inspire, à la jurisprudence, la tendance de débarrasser la notion de gestion d'affaires de toutes conditions subjectives, de la part du gérant, pour s'en tenir à la notion, objective, de l'enrichissement procuré au maître. Ainsi nous verrons se manifester, en jurisprudence, les deux courants qui se partageaient la doctrine, et qui tendaient à une reconnaissance partielle du principe de l'enrichissement sans cause.

Nous citerons d'abord deux arrêts, qui à un intervalle assez long, parlent d'une action de *in rem verso* dans le cas où il s'agit d'une gestion d'affaires irrégulière.

La ville de Toulouse passa un contrat avec le sieur Lacroix qui prenait l'entreprise des travaux nécessaires

pour une fête organisée par la ville de Toulouse. Les travaux exécutés, le maire commanda, sans autorisation du conseil municipal, des travaux supplémentaires dont Rozès fournit le bois. Rozès demanda, en Justice, soit le payement du bois fourni, soit son prix de location. La Cour d'appel condamna la ville de Toulouse, qui se pourvoit en Cassation. Dans l'arrêt de la Cour de cassation du 14 mars 1870 (1), nous trouvons ce passage :

« Attendu, au surplus, qu'il est reconnu, en fait, par la Cour impériale, que les fournitures livrées ont concouru à l'ensemble des fêtes, dont le résultat a augmenté les recettes de la Caisse municipale et que ces fournitures ont ainsi profité à la ville de Toulouse, dans une proportion supérieure à leur valeur, d'où il suit qu'en condamnant la ville de Toulouse, envers Rozès au payement à son choix et à dire d'experts, soit d'une indemnité de location du bois fourni, soit du prix représentatif de leur valeur, les arrêts dénoncés ont suffisamment motivé leur décision ».

A première vue, on pourrait croire qu'il s'agit, dans l'espèce, d'une gestion d'affaires. En effet, Rozès, n'a-t-il agi, intentionnellement, au profit de la ville de Toulouse ?

Cependant l'arrêt ne parle nulle part d'une gestion d'affaires. Ce qui s'y opposerait, c'est, dans le langage de

(1) V. Sirey, 70, I, 201, et Dalloz, 71, I, 142.

la doctrine, l'incapacité du maire. La situation de la ville ressemble à celle d'un incapable ; elle ne peut être obligée que sous certaines formes, qui n'ont pas été accomplies dans notre cas, du moment que le maire a agi sans aucune autorisation.

Mais à défaut d'une gestion d'affaires, il peut naître une action de *in rem verso* : C'est à celle-ci que la Cour se réfère et le montant de la condamnation rend plus claires ses intentions.

Voici un autre arrêt intervenu dans l'espèce suivante :

Le sieur Mairet avait payé, le 30 septembre 1884, une somme, à la Banque de Mulhouse, pour Goujet-Lefranc. Or, celui-ci vient d'être déclaré en faillite et l'époque de la cessation des paiements fut fixée au 1^{er} septembre 1884, antérieurement au paiement fait par Mairet.

L'arrêt de la Cour de cassation rendu le 22 février 1884, déclare que la faillite existe à partir de la cessation du paiement, et non à partir du jugement déclaratif et, par conséquent, Mairet avait payé pour le compte des créanciers de la faillite. Il s'est immiscé dans leurs affaires et dit la Cour :

« Attendu, en droit, que d'une part, nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui et qu'en vertu de ce principe, celui qui s'est immiscé dans les affaires d'autrui a le droit de lui réclamer le remboursement des dépenses par lui faites, jusqu'à concurrence du profit qu'il lui a procuré » (1), l'action de Mairet tendant à ce but est admise.

(1) Sirey, 90, I, 535.

Le rapprochement que la Cour fait entre la maxime, que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui, et l'immixtion dans les affaires d'autrui, nous montre bien que la Cour ne faisait que l'application de la théorie de l'action de *in rem verso*, telle qu'elle fut exposée par Laurent et Demolombe. En l'espèce, ce qu'il manquait pour constituer une gestion d'affaires, c'est qu'on s'est trompé sur la personne du maître. Voulant agir pour Goujet-Lefranc, on se trouve avoir agi pour la masse de la faillite.

D'autre part, l'idée d'une gestion d'affaires, constituée seulement par le profit que le maître tire des actes du gérant, pénètre aussi dans la jurisprudence. Nous citerons un arrêt de la Cour de cassation du 18 juin 1872, où nous trouvons le passage suivant :

« Attendu que les obligations réciproques qui peuvent résulter d'un quasi-contrat de gestion d'affaires naissent du fait même de la gestion et de la loi, et non de *l'intention des parties*, qu'il importe peu que celui, qui a fait l'acte de gestion, ait entendu agir, tout à la fois, dans son intérêt personnel et dans l'intérêt d'un tiers si en réalité ce tiers était intéressé à l'acte de gestion et en a profité (1) ».

Mais l'importance et la nécessité du principe de l'enrichissement injuste s'affirme par les erreurs même qu'il provoque. Il s'affirme surtout, en dehors de toute idée

(1) Dalloz, 72, I, 471.

de gestion d'affaires, dans quelques décisions des tribunaux et des Cours d'appel.

Ainsi, par exemple, le jugement du tribunal de Semur du 29 août 1850, dans l'espèce suivante :

Le fermier Baudier commande des travaux à un charron Millot, travaux qui — le bail étant résilié — reviennent et profitent au propriétaire, Arnoult. Millot demande son payement à Arnoult. « Considérant, dit le tribunal, que les fournitures et ouvrages, dont le payement est réclamé, ont été faits au sieur Baudier et commandés par lui, qu'ils ont profités et sont aujourd'hui entre les mains du sieur Arnoult qui en fait encore usage condamné... (1). » Cet arrêt fut cassé par la Cour de cassation, pour le motif, parmi d'autres, de violer l'article 1375.

Néanmoins, la Cour de cassation ne se défend pas toujours contre l'idée, qu'un lien de droit puisse être créé par un enrichissement injuste.

On voit cette idée pénétrer dans l'arrêt du 13 mai 1873 (2).

L'espèce est la suivante :

Briart fournit à l'ennemi des objets, dont la réquisition est imposée à la commune de Venderesse. Briart se porte mandataire et gérant d'affaires de la commune pour exiger son remboursement.

(1) Sirey, 52, I, 699, Dalloz, 53, I, 251.

(2) Dalloz, 74, I, 269 et Sirey, 73, I, 311.

Le point de vue de Briart, ayant triomphé, devant le tribunal de Charleville, la commune de Venderesse se pourvoit en Cassation, invoquant, en ce qui concerne la gestion d'affaires, le défaut de deux éléments essentiels du quasi-contrat.

1^o L'intention de gérer l'affaire d'autrui.

2^o L'utilité de la gestion.

Le conseiller rapporteur Rau, constate aussi, qu'il n'y a pas de gestion d'affaires, mais il admet, néanmoins, qu'une action soit donnée à Briart, en se fondant sur l'enrichissement sans cause.

« D'un autre côté, dit le rapport, la maxime que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui, sur laquelle repose le recours que les art. 1999 et 1375 Code civ. accordent au mandataire et au gérant d'affaires pour les déboursés qu'ils ont faits, permet d'étendre les dispositions de ces articles aux rapports qui s'établissent entre la commune frappée d'une contribution de guerre ou de réquisition en nature, et ceux de ses habitants qui avancent ou fournissent les deniers ou les denrées à livrer à l'ennemi. Qu'importe, en effet, lorsqu'il s'agit de satisfaire sans retard à des réquisitions faites par l'ennemi, que les officiers municipaux agissent bien moins comme administrateurs de la commune, qu'en qualité de représentants de l'autorité centrale. Qu'importe aussi que dans leurs actes comme dans ceux de leurs habitants il *n'y a rien de spontané, de volontaire et qu'il ne puisse être question en pareil cas ni d'un*

mandat proprement dit ni d'une gestion d'affaires présentant les caractères définis par l'art. 1372. C. civ. ? La commune n'aura-t-elle pas toujours été libérée d'une charge qui lui incombait ? Et pourra-t-elle, sans se mettre en opposition avec la maxime de justice naturelle que nous avons rappelée et sans méconnaître le lien qui unit entre eux tous les habitants, refuser une indemnité à ceux qui par des sacrifices individuels lui ont procuré sa libération ? »

Examinons d'un peu plus près cet arrêt. L'espèce présentée pourrait se réduire à cette question. Payer la dette d'autrui, sous des pressions morales et faire ainsi ce qu'on ne voulait pas faire, tout en ayant conscience de votre acte, est-ce une gestion d'affaires ?

Pour ceux qui ne voient dans la gestion d'affaires qu'un enrichissement procuré à autrui, il y a bien gestion d'affaires. Mais tel n'est pas l'avis du rapporteur de cet arrêt qui est M. Rau. Il dit nettement que dans cette espèce il n'y a pas de gestion d'affaires.

Il veut dans l'acte du gérant l'intention. Dans ce cas il n'y aurait pas non plus gestion d'affaires dans notre espèce. Mais des auteurs accordent, à défaut d'une action de gestion d'affaires, une action de *in rem verso*, lorsque les conditions requises pour une gestion d'affaires régulière ne sont pas réunies. Ne serait-ce pas notre cas ? L'arrêt précité perdrait alors son importance et il ne serait que la consécration de la théorie de l'action de *in rem verso* auxiliaire à l'action de gestion d'affaires. Il

est cependant, permis d'en douter. Dans la théorie, que nous venons de rappeler, le gérant a la volonté de s'obliger. Si sa volonté ne conduit pas à une gestion d'affaires c'est parce qu'il s'est trompé sur la personne du maître, mais il n'en reste pas moins vrai, qu'il avait voulu agir pour autrui ou pour soi-même. Son action aura la même source et le même résultat qu'une gestion d'affaires.

Toute autre est notre espèce, où le gérant sait bien pour qui il agit, mais il le fait étant contraint. Au lieu d'un service d'ami, c'est une charge qu'il accomplit. Il n'a pas eu, un seul instant, l'idée de prendre l'initiative, on la lui impose. Son acte n'a de commun avec la gestion d'affaires que le résultat, la source est différente. Or, dans cette théorie, où l'élément essentiel de la gestion d'affaires, est l'intention du gérant, il ne peut y avoir, à défaut de cet élément, pas même une gestion irrégulière. L'action accordée par cet arrêt ne ressemble à la gestion d'affaires que par une analogie au point de vue du résultat, comme le dit le rapporteur. Et c'est parce qu'elle ne se fonde que sur le résultat obtenu, que cette action se trouve sanctionner un enrichissement sans cause.

Aussi intéressant qu'il puisse être, à ce point de vue, l'arrêt précité, semble refléter, seulement l'opinion de cette doctrine, dont son rapporteur, fut un des protagonistes ; et il ne fut pas suivi.

Toutefois, l'application de ce principe, comprimé dans la matière de la gestion d'affaires, essaye de pénétrer à la vie juridique dans d'autres domaines. Ainsi un arrêt

de la Cour de cassation, en date du 11 juillet 1864 (1), accorde au vendeur de semences, en vertu de son privilège, une action contre un autre que l'acheteur, contre le propriétaire à qui est attribué la récolte, à la suite de la résiliation du bail. Or, il est de la nature des privilèges qui portent sur des meubles, qu'ils ne confèrent pas un droit de suite au créancier privilégié. Ils ne comportent qu'un droit de préférence, un tour de faveur, vis-à-vis des autres créanciers du même débiteur, mais d'où il ne peut pas naître une action contre un tiers. L'action, dont parle la Cour, ne peut être basée que sur l'enrichissement du défendeur, et que pour l'empêcher on a attribué aux privilèges portant sur des meubles, un droit de suite contraire à leur nature.

La part que prend notre principe dans les préoccupations de la jurisprudence, finit par la faire acheminer vers sa complète reconnaissance. La jurisprudence hésite d'abord. Au lieu d'opposer, à de pareilles prétentions, un formel démenti, elle se dérobe et évite de se prononcer sur la question. C'est une période de transition où le principe de l'enrichissement sans cause n'est plus nié, mais il n'est pas affirmé, non plus. A cette phase de la jurisprudence s'attachent deux arrêts, très souvent cités, que nous allons reproduire, pour essayer de compléter un exposé de l'évolution de la jurisprudence. Nous le reproduisons d'après Dalloz :

(1) D. 64, 1, 488 et S. 64, 1, 311.

« En 1880 le sieur Arrazat, sollicite du crédit foncier un prêt de 160.000 francs. A ce moment, son état hypothécaire était le suivant : Deux inscriptions résultant d'hypothèques conventionnelles, grevaient ses immeubles, pour 32.000 francs au profit de la demoiselle Nouguiet, et pour 45.000 francs au profit du sieur Martin ; et de plus, à une date subséquente, avait été inscrite l'hypothèque légale de ses enfants mineurs, dont il était tuteur. Le crédit foncier fit connaître qu'il ne consentirait le prêt sollicité, qu'à la condition que les inscriptions surénoncées auraient été réduites. Arrazat, pour réaliser cette condition fit réunir le conseil de famille des mineurs, lequel conseil, d'accord avec un tuteur *ad hoc*, par délibération du 26 juin 1880, donna son consentement à ce que l'inscription d'hypothèque légale fut radiée, ce qui eut lieu aussitôt.

« En ce qui concerne l'inscription Nouguiet et Martin, le Crédit foncier fit passer au notaire d'Arrazat, les sommes de 32.000 francs et de 45.000 francs nécessaires, lesquelles étant ainsi payées par leur débiteur, donnèrent purement et simplement mainlevée, sans que le Crédit foncier, qui fournissait officieusement les fonds, stipulât pour lui, aucune subrogation. En cet état, aucune inscription ne grevait plus les immeubles, le Crédit foncier délivra à Arrazat le surplus de la somme dont le prêt avait été demandé, et prit sur les biens de l'emprunteur une (hypothèque) inscription de 160.000 francs qui se trouvait être ainsi la seule.

« Quelques années après, Arrazat mourut, en laissant une succession qui fut acceptée bénéficiairement par ses enfants. A la suite de la vente de ses immeubles, un ordre fut ouvert, et le Crédit foncier fut colloqué, au premier rang par le juge commissaire, pour sa créance de 160.000 francs. Malgré un contredit des enfants Arrazat, cette collocation fut maintenue par un jugement du tribunal de Lodève, en date du 12 février 1885. Mais en appel la Cour de Montpellier, par arrêt du 8 mars 1887, infirma cette décision. Elle déclara nulle, la déclaration du conseil de famille du 25 juin 1881, qui avait sacrifié les intérêts des mineurs, et eut pour résultat la radiation de leur hypothèque légale ; et elle ordonna que le règlement provisoire de l'ordre serait réformé en ce sens que les enfants Arrazat, reprenant leur ancien rang hypothécaire seraient colloqués par préférence au Crédit foncier.

« Conformément à cet arrêt, le juge commissaire rectifia son ordre dans le sens indiqué. Le Crédit foncier fit opposition à ce nouveau règlement. Il soutint qu'avant de payer les enfants Arrazat, on devait prélever, en sa faveur, sur le prix de la vente des immeubles, les deux sommes de 32.000 francs et de 45.000 francs qu'il avait autrefois fournies pour éteindre les créances Nouguiet et Martin, alors antérieures en rang à l'inscription de l'hypothèque légale.

« Par jugement du 9 juin 1887, le tribunal de Lodève, repoussa l'opposition, en réservant, toutefois, les droits

que le Crédit foncier élevait la prétention d'avoir contre les enfants Arrazat.

« En face de ces réserves, le Crédit foncier, par exploit du 9 juillet 1887, assigna les enfants Arrazat devant le tribunal civil de Lodève, pour s'entendre condamner à lui payer les deux sommes de 32.000 fr. et de 45.000 francs sus-mentionnées comme ayant les dits enfants Arrazat, profité de la disparition de ces deux créances, en ce sens qu'étant alors arrivés en premier rang dans l'ordre, ils avaient été payés intégralement, ce qui ne se serait pas produit, eu égard à la vente désavantageuse des immeubles, si le Crédit foncier n'avait pas, à l'origine, en désintéressant la demoiselle Nouguiér et le sieur Martin, amené la radiation de leurs inscriptions. Suivant le Crédit foncier, dans ces conditions l'action dite de *in rem verso* lui était ouverte contre les enfants Arrazat.

« Le tribunal, par un jugement du 8 août 1887 et la Cour de Montpellier, par un arrêt ; confirmatif du 13 février 1888, ont rejeté la demande, tout en ne méconnaissant pas que les enfants Arrazat avaient, en effet, retiré indirectement avantage des agissements du Crédit foncier, mais en estimant qu'aucun lien de droit ne s'était formé entre les parties, qui pu autoriser la réclamation poursuivie.

« Pourvoi en Cassation par le Crédit foncier pour violation des articles 1167, 1183, 1184, 1314, 1312 Code civil en ce que l'arrêt attaqué a rejeté la demande du

Crédit foncier tendant à ce que les héritiers Arrazat fussent tenus de lui restituer tout dont ils s'étaient enrichi à ses dépens, par suite de l'acte annulé du 25 juin 1880, sous prétexte qu'il n'y aurait aucun lien de droit entre le Crédit foncier et les héritiers Arrazat, et que, dès lors, ceux-ci ne lui devraient pas compte du profit qu'ils auraient indirectement tiré de la radiation des inscriptions qui primaient la leur, alors que l'arrêt constate, d'une part, que la situation des mineurs a été améliorée ; d'autre part, qu'elle l'a été aux dépens du Crédit foncier, et que, par suite, celui-ci jouissait tout au moins, contre les héritiers Arrazat, de l'action de *in rem verso* ».

Le problème de l'enrichissement sans cause se pose dans toute son acuité. Mais, cette fois, on est loin de dire, comme faisait l'arrêt que nous avons cité ; que ce principe n'existe « qu'en tant qu'il est le fondement de plusieurs dispositions tant anciennes que modernes, mais qu'il n'est point un principe absolu, qui pourrait dans son extension devenir la source d'une souveraine injustice ».

Tout au contraire, le conseiller Rivière dans son rapport, paraît être de l'avis opposé. Il dit qu'une obligation de restituer ce dont on s'est enrichi existe s'il y a eu entre les parties un contrat, un quasi-contrat, ou un fait pouvant produire un lien de droit.

La Chambre des requêtes a admis ce point de vue et elle rejette l'action du Crédit foncier : « Attendu que de

ce qui a été ci-dessus exposé il résulte qu'il n'a jamais existé entre le Crédit foncier et les enfants Arrazat aucun contrat, ni aucun quasi-contrat, ni un fait pouvant produire un lien de droit quelconque ».

La Cour reconnaît donc, implicitement, l'existence d'une action générale, de *in rem verso*, si entre le demandeur et le défendeur, a existé un contrat, ou un quasi-contrat, au moins un fait pouvant produire un lien du droit (1). La manière dont la cour s'exprime est elliptique, car s'il y a eu un contrat, ou un quasi-contrat entre les parties il n'y a plus besoin d'une action de *in rem verso*. Par cette expression la Cour entend — comme le rapport l'explique, d'ailleurs — qu'une valeur ait été mise dans un autre patrimoine, à la suite d'un contrat, ou d'un quasi-contrat qui ne réuniraient pas toutes les conditions nécessaires pour produire leur effet. Le rapport juridique entre les personnes, étant inefficace, l'action qu'on leur accorde est basée sur la transmission de valeurs qui a eu lieu entre elles.

On peut se demander encore, quel est ce fait pouvant produire un lien de droit, à défaut d'un contrat ou d'un quasi-contrat incomplet?

M. Petiton, dans sa note au Dalloz (2), trouve que ce fait sur lequel peut se fonder l'action de *in rem verso* est

(1) Dans le même sens, voir la note de M. Wahl sous. S. 1907, 1, 465.

(2) D. 89, 1, 363.

le *rapport direct* soit entre l'enrichi et l'enrichisseur, soit entre l'enrichi et la chose de l'autre.

Voici le raisonnement de M. Petiton. Il ne faut pas accorder aux maximes de morales un trop grand crédit. Nous vivons sous l'empire d'un Code écrit et comme tel il faut trouver à la base de tout principe de moral, qu'on invoque, un texte de loi.

Nous trouvons dans notre Code des textes qui autorisent l'application du principe de l'enrichissement sans cause, mais, par contre, il ne faut l'appliquer que là où il y a stricte analogie avec ces textes. Or, si nous étudions ces textes il ressort clairement que la loi n'accorde une action de *in rem verso* que lorsqu'il y a un rapport direct, dans le sens que nous avons défini plus haut. Ainsi, par exemple, un pareil rapport existe entre le constructeur, sur le terrain d'autrui, et le propriétaire du terrain. Ou encore, entre le débiteur et l'incapable qui a reçu un paiement, etc. Mais toutes les fois qu'un rapport direct fait défaut, entre les parties, il n'y a pas d'action de *in rem verso*.

Voici quels sont les faits qui produisent un lien de droit.

Le sens de l'arrêt rendu dans l'affaire Arrazat, est, il nous semble, une reconnaissance d'une action générale de *in rem verso*. Timidement reconnue et entravée par cette exigence du rapport direct qui aurait dû exister entre les parties, ou entre l'une d'elles et la chose de l'autre.

Nous nous rappelons que Labbé dans la note qui

suivit cet arrêt, montra qu'une relation directe peut exister entre la lésion et l'enrichissement, et que celle-ci, peut remplacer le rapport direct exigé par la Cour de cassation.

Toutefois la jurisprudence est encore hésitante.

Deux ans plus tard, elle avait à statuer dans l'affaire suivante, que nous reproduisons d'après le Recueil Dalloz :

« Le sieur Belland, camionneur à Montargis était désigné par divers négociants à la compagnie des chemins de fer P. L. M. pour effectuer le camionnage et le factage des marchandises à eux adressées en gare ou à domicile. Pour les expéditions franco à domicile, les expéditeurs avaient, en payant le prix total du transport jusqu'à domicile, versé aux mains de la compagnie le prix du camionnage ou du factage de la gare au domicile des destinataires. Mais ce camionnage et ce factage n'ayant pas été opérés par elle, la compagnie retenait indûment le prix correspondant. Belland exigea que ce prix fût versé en ses mains. La compagnie contesta la recevabilité de l'action. Par jugement contradictoire en date du 7 janvier 1887 le tribunal de commerce de Montargis déclara l'action recevable » (1).

Sur l'appel interjeté par la compagnie, la Cour d'appel d'Orléans confirma, par arrêt en date du 1^{er} mai 1889, le jugement du tribunal de Montargis.

(1) D. 92, 1, 161.

Voici l'argument sur lequel elle fonde l'action de Belland contre la compagnie :

A l'argument de celle-ci qu'elle n'a pas contracté avec Belland et en l'absence d'un contrat point d'action, la Cour d'Orléans répond : « Que Belland peut invoquer l'art. 1121, Cod. civ., et l'action de *in rem verso*. — Qu'en effet, lorsque l'expéditeur a versé aux mains de la compagnie la somme représentant le prix du transport des colis, de la gare de départ au domicile des destinataires, pour payer le voiturier qui effectuait ce transport, il a stipulé pour ce voiturier, et que celui-ci est en droit de se prévaloir de cette stipulation faite à son profit. — *Que d'un autre côté l'action de « in rem verso » lui appartient, puisqu'il a fait une chose dont la compagnie a tiré bénéfice et qu'il exerce cette action dans la mesure du profit que ces transports ont procuré à la compagnie, c'est-à-dire jusqu'à concurrence des sommes mêmes qui lui ont été remises par les expéditeurs. »*

La Cour d'appel reconnaît une fois de plus l'enrichissement sans cause, comme principe d'obligation.

Pourvoi en cassation de la compagnie P. L. M. Le conseiller rapporteur Desjardins conclut aussi l'admissibilité d'une action de *in rem verso*. Elle existe en droit français, dit-il, et l'arrêt de la chambre des requêtes rendu dans l'affaire Arrazat le reconnaît implicitement quand elle laisse entendre qu'une action peut naître en dehors d'un contrat ou d'un quasi-contrat, d'un simple fait pouvant produire un lien de droit quelconque.

•

Ce fait peut être un enrichissement procuré à autrui. Le conseiller cite à l'appui Aubry et Rau et il cite aussi un passage de Demolombe où il dit qu'une action de *in rem verso* naît en dehors d'un quasi-contrat de gestion d'affaires, et comme auxiliaire de l'action de gestion d'affaires, basée sur le seul profit procuré à autrui.

Mais le rapporteur ne précise pas ces idées. Veut-il parler d'une action de *in rem verso* comme auxiliaire seulement de la gestion d'affaires ? Nous avons vu que cette idée était déjà connue en jurisprudence.

Il est probable qu'il voulait parler d'une action générale de *in rem verso* comme l'entendaient Aubry et Rau, car il recommande discrètement à la Cour « si vous « croyez pouvoir résoudre la question par l'un des deux « premiers moyens, vous jugerez peut-être inutile « d'ébaucher pour la première fois la théorie française de « l'action de *in rem verso* ».

La Cour de cassation se contente de la stipulation pour autrui pour admettre l'action de Belland contre la compagnie P. L. M. et hésite de suivre le principe de l'enrichissement sans cause. Mais cette fois les esprits sont préparés à son avènement, et la crainte de s'engager dans des chemins nouveaux ne peut étouffer ce principe, qu'un sens plus raffiné de l'équité et la complication des rapports juridiques, exigeaient impérieusement.

DEUXIÈME SECTION

La nouvelle jurisprudence

Critique de la nécessité d'un lien de droit, ou de fait, entre les parties, pour la création d'une obligation de restituer. — Reconnaissance complète du principe de l'enrichissement injuste. — Objection tirée de l'article 1165 et sa critique. — Arrêts confirmatifs de la Cour de Douai. — Autres arrêts confirmatifs de notre principe de la Cour de cassation et des Cours d'appel. — Conclusion.

*
* *

L'action de *in rem verso* séparée de la gestion d'affaires, telle qu'elle résulte de l'arrêt de la Cour de cassation rendu dans l'affaire Arrazat, rencontrait encore une restriction. Par une étroite analogie aux articles du Code, on exigeait que l'enrichissement provienne soit à la suite d'un rapport direct entre le demandeur et le défendeur, soit, au moins, entre l'un d'eux et la chose de l'autre. Restriction trop rigoureuse. Ainsi que M. Stoicesco (1) nous dirons que le législateur n'a statué que pour les hypothèses qui se présentent le plus fréquemment. Il n'y a aucun motif de croire que si le législateur a eu la pen-

(1) V. Stoicesco, *De l'enrichissement sans cause*, thèse 1904, p. 110 en note.

sée d'empêcher tout enrichissement sans cause, qu'il ait voulu faire de ce rapport direct entre les parties, une condition essentielle, qui aurait réduit son but. La nécessité d'un lien de droit sous la forme d'un rapport direct entre les parties, fut vivement discuté en doctrine et en jurisprudence.

Il s'agissait d'une société qui a tiré profit d'une prestation faite à l'un des associés. Le *prestans* a-t-il, en ce cas, une action de *in rem verso*, contre la société ou faut-il, en outre, qu'un lien de droit, un rapport direct, lie le *prestans* et la société? D'un rapport entre la société et la chose du *prestans*, il ne peut pas être question, puisque la chose n'appartenait plus au *prestans*, quand elle est entrée dans le patrimoine social.

Merlin et Pardessus (1) soutiennent la négative. Nous avons reproduit, dans la première section de notre second chapitre, l'opinion de Merlin.

Troplong (2) soutint l'affirmative qui fut adoptée par la jurisprudence.

Il résulte de cette discussion même, combien il était peu sûr de dire, que dans toutes les hypothèses prévues par le Code — celle de l'article 1864 y compris — un lien de droit sous la forme d'un rapport direct entre les parties, doit les unir pour exiger, par analogie, sa présence dans un enrichissement sans cause.

(1) Pardessus, *Cours de droit commercial*, n° 1049.

(2) Troplong, *Des Sociétés*, n°s 772 et suiv.

L'équité triompha aussi de cette dernière exigence. Une série d'arrêts reconnut pleinement l'action de *in rem verso* à la suite du seul rapport direct qui existe entre la lésion du demandeur et l'enrichissement du défendeur. La jurisprudence se rallie à l'opinion de Labbé. Ainsi elle entrainait dans le chemin tracé par la doctrine.

Le premier arrêt rendu par la Chambre des requêtes est du 15 juin 1892 (1).

Paturau Miran, fabricant d'engrais chimiques, vend à X., fermier du sieur Boudier, des engrais, que celui-ci emploie sur la terre du sieur Boudier. Le propriétaire résiliant le bail, se fait attribuer la récolte, en compensation des sommes dues par le fermier. Le fabricant s'adresse au propriétaire, qui se trouve, ainsi, avoir profité de sa prestation, et lui demande le prix des engrais.

La chambre des requêtes se prononce ainsi :

« Attendu, que cette action, dérivant du principe d'équité qui défend de s'enrichir aux dépens d'autrui et n'ayant été réglementée par aucun texte de nos lois, son exercice n'est soumis à aucune condition, *qu'il suffit, pour la rendre recevable, que le demandeur allègue et offre d'établir l'existence d'un avantage qu'il aurait, par un sacrifice ou un fait personnel, procuré à celui contre lequel il agit* ».

En effet, il n'y a pas eu en l'espèce aucun rapport di-

(1) Dalloz, 92, I, 696 et Sirey, 93, I, 281 avec une note de Labbé.

rect dans le sens de l'arrêt rendu dans l'affaire Arrazat.

La reconnaissance du principe de l'enrichissement sans cause est complète.

La méfiance qu'on avait contre une action *de in rem verso*, largement comprise, s'est longtemps dissimulée sous l'objection suivante, dans les cas où l'enrichissement passe du demandeur au défendeur par l'intermédiaire d'un tiers qui a contracté avec le demandeur. Ne serait-ce pas violer l'article 1165 sur l'effet des conventions, si ayant contracté avec une personne, je donne une action contre un tiers ? La même objection on l'a faite en notre espèce. Labbé répond à cette objection, dans la note qui accompagne l'arrêt au recueil Sirey.

S'il existe un rapport contractuel entre deux personnes, il ne s'ensuit pas que toutes les actions que pourrait avoir l'une d'elles résultent du contrat. En dehors du contrat, peuvent exister des obligations et des actions qui aient une autre source. Le vendeur d'engrais, dans l'espèce précitée, a traité avec le fermier, et il n'a de ce chef qu'une action contre celui-ci. Mais en dehors du contrat il intervient un autre fait, l'enrichissement procuré au propriétaire. C'est de cette dernière cause que naît l'action contre le propriétaire. Cette action peut varier de celle contractuelle, non seulement par sa source, mais aussi par son but. En effet, par l'action contractuelle on poursuit le paiement du prix stipulé, tandis que par l'action de *in rem verso*, on n'obtient que la restitution de ce dont le défendeur s'est enrichi. Somme qui

peut être égale au prix stipulé, mais qui peut être aussi inférieure.

A trois ans d'intervalle, la Cour confirme sa manière de voir, tout en précisant les conditions d'exercice de l'action de *in rem verso* par l'arrêt en date du 31 juillet 1895 (1).

Sans exiger aucun rapport antérieur entre les parties, l'arrêt dit en termes généraux, que « si l'action de *in rem verso* est ouverte en certains cas, contre la personne qui s'est enrichie aux dépens d'autrui, c'est à condition que cette personne ait reçu une valeur qui soit entrée dans son patrimoine ».

Cette unique condition qu'on exige pour l'exercice de l'action de *in rem verso*, nous montre le progrès qu'elle a réalisé.

Dans le même sens se prononça la Cour d'appel de Paris, dans son arrêt du 30 novembre 1899.

Les époux Trezza di Musella, mariés sous le régime de la séparation des biens, qui est le régime légal du Code italien, sont actionnés en justice par la maison Worth pour une facture de 3.830 francs, « fournitures procurées à la dame Trezza di Musella ». Les prétentions que le demandeur élevait contre le mari, étaient appuyées sur l'idée de mandat tacite existant entre époux.

La Cour ne reconnaît pas l'existence de ce mandat

(1) D. 95, I, 391. S. 96, I, 397.

sous le régime de la séparation de biens « où chacun reste responsable vis-à-vis de ses créanciers de toutes les dettes personnelles ». Néanmoins la Cour condamne l'époux, car s'il n'a pas été représenté par sa femme, « il n'en a pas moins profité, sa femme étant vêtue conformément à sa situation sociale, et en est débiteur en vertu de l'action de *in rem verso* (1) ».

En discordance avec ce mouvement de la jurisprudence nous citerons l'arrêt de la Cour d'appel de Douai du 9 avril 1900 (2), qui revient à la condition du lien de droit antérieur entre le demandeur et le défendeur.

Mais cette manière de voir ne fut pas adoptée par la Cour de cassation.

4. 2. 1901

A sept mois d'intervalle, la Cour de cassation rendit un arrêt confirmant ses arrêts antérieurs, dans l'espèce suivante.

La dame veuve Mignot, épicière, livra des marchandises à crédit, à une de ses clientes, la dame veuve Brochet.

Les fournitures n'étant pas payées et vu l'état d'insolvabilité de sa cliente, la dame Mignot cita devant le juge de paix du canton d'Arpajon, la veuve Brochet et son frère Hocquart, lequel faisant ménage commun avec sa sœur a profité des fournitures, pour être condamnés solidairement au payement des dites marchandises. Le

(1) Dalloz 1900, 2, 105. Sirey, 1901, 2, 267.

(2) Dalloz 1901, 2, 1, avec une note de Petiton.

juge de paix et le tribunal de Corbeil, accédant à la demande, Hocquart se pourvoit en Cassation, pour le motif que ce n'est pas lui qui a contracté avec la dame Mignot, mais sa sœur.

La chambre des requêtes rejette le pourvoi.

« Attendu que le jugement attaqué a déclaré que les « fourniture faites par la veuve Mignot à la veuve Brochet et à son frère Hocquart, leur avaient été livrées « pour servir à leur ménage commun, et que ledit Hocquart en avait profité (1). »

Les Cours d'appel se sont toutes ralliées à la jurisprudence de la Cour de cassation.

Ainsi nous trouvons, par exemple, dans un arrêt de la Cour de Lyon en date du 11 janvier 1906, le passage suivant :

« Que cette action (de *in rem verso*) a pour base le grand principe d'équité que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui et que, par conséquent, celui qui l'intente doit prouver (2) ».

Avec la même certitude, le tribunal régional supérieur de Darmstadt avait acquise sans ambage à la jurisprudence française dans l'espèce suivante.

(1) Sirey, 1902, I, 229. On ne peut pas voir dans la veuve Brochet une gérante d'affaires de son frère, car le gérant qui traite en son propre nom, c'est lui qui s'oblige, quitte à être indemnisé, mais il n'oblige pas le maître. L'obligation de Hocquart ne repose que sur son enrichissement.

(2) Dalloz, 1906, 2, 133.

Un menuisier de Mayence exécuta des travaux sur un immeuble ; travaux commandés par le locataire. Le locataire ayant fait faillite, le menuisier s'adresse au propriétaire pour demander le prix de son travail et des matériaux, grâce auxquels il a conservé la maison du propriétaire et il l'a par là même enrichi.

Dans son arrêt en date du 20 avril 1895, le tribunal régional supérieur dit :

« Or l'enrichissement d'un tiers est, par lui-même, une source d'obligations, alors même que celui qui a fait les impenses n'aurait pas eu l'intention de gérer l'affaire de celui auquel elles ont profités en définitive, mais avait seulement voulu s'acquitter de ses obligations envers le tiers détenteur qui a contracté avec lui ».

D'après le droit français, conforme, sur ce point, au droit commun, la recevabilité de l'action de « *in rem verso* » n'est subordonnée qu'à une seule condition, c'est que le maître ait tiré profit du fait d'un tiers (1).

Nous avons cité, un peu au hasard, quelques arrêts de la Cour de cassation et des Cours d'appel d'où il résulte, à n'en pas douter, qu'un enrichissement injuste est, par lui-même, une source d'obligations, en droit positif. On est ainsi arrivé, après un si long détour, à affirmer un principe dont les romains et les inspireurs du Code n'ont guère douté.

(1) Dalloz, 97, 2, 332.

CHAPITRE V

Après avoir exposé le progrès que le principe de l'enrichissement injuste réalisa dans la doctrine et dans la jurisprudence, nous essaierons de rechercher le fondement sur lequel la jurisprudence établit l'obligation qui en résulte, les conditions qui la sanctionnent et les effets qu'elles produisent.

Ces trois questions formeront l'objet des trois sections qui vont suivre.

PREMIÈRE SECTION

Le fondement de l'obligation de l'enrichi.

Le but proposé est celui de chercher le fondement sur lequel repose le droit positif de l'obligation de l'enrichi. — Critique de la théorie de M. Demogue. — Critique de la théorie de MM. Ripert et Tesseire. — Critique de la théorie de M. Loubers. — Critique de la théorie du quasi-contrat. Tout quasi-contrat n'est qu'un enrichissement sans cause. — Objections tirées de la gestion d'affaires. Réponse à ces objections. — L'enrichissement injuste

est-il un fait illicite? — Conséquences que produit tout acte illicite. — Conséquences attribuées par la jurisprudence à l'enrichissement sans cause. — Diversité des éléments constitutifs de ces deux rapports juridiques. — La faute dans les actes illicites. — Le rapport des deux patrimoines, dans un enrichissement injuste. — Le défaut de criminalité de l'acte de l'enrichi empêche qu'il soit une faute. — Exemple dans le payement indu. Nature de l'obligation de l'enrichi. — Théorie objective de la jurisprudence. — Effets. — Conclusions.

*
* *

Etudier le fondement de l'obligation de l'enrichi, c'est une des recherches les plus délicates du droit civil.

Ce sujet, un des derniers venus dans le droit, a reçu déjà l'empreinte de l'esprit d'illustres jurisconsultes. Ce serait une vaine témérité de tenter, après eux, l'exploration de ce terrain. Mais, comme l'a si bien dit l'un de ces maîtres, J.-E. Labbé : « S'il y a quelque témérité à écrire sur des sujets déjà traités par les maîtres, il y a faiblesse à ne pas tenter l'épreuve de ses forces. La vraie modestie consiste seulement à ne pas se constituer juge de son mérite » (1).

Cependant tous les maîtres ne sont pas tombés d'accord, et leurs dissensions mêmes nous montrent combien le terrain est difficile à saisir. Aussi notre but ne sera que celui de rechercher le fondement que le droit

(1) J. E. Labbé, *Dissertation sur les effets de la ratification des actes d'un gérant d'affaires*. Préface.

positif a donné à l'obligation de l'enrichi. Sur ce terrain fuyant et presque insaisissable, nous trouvons un point d'appui sûr que nous offre la jurisprudence. C'est elle qui formera le critérium de nos appréciations.

Entre deux constructions juridiques dont l'une puisera ses éléments dans le droit positif et l'autre non, c'est à la première qu'ira notre préférence, aussi séduisante qu'elle puisse être, l'autre, elle ne sera qu'une spéculation subjective.

Cette objection, on peut l'adresser aux théories très harmonieuses de M. Demogue, de MM. Ripert et Tesseire et de H. Loubers.

Nous savons déjà que M. Demogue voit, dans l'obligation de restituer qui pèse sur l'enrichi, se développer l'idée de l'interdépendance des volontés, basée sur l'idée d'une interdépendance des individus. En vertu de cette interdépendance, on peut devenir créancier par une volonté unilatérale. Il suffit que je vous aie procuré une valeur sans cause pour que vous soyez, malgré vous, mon débiteur.

D'abord cette théorie suppose que l'enrichisseur agit toujours de lui-même, et qu'il soit toujours l'auteur de l'enrichissement. Dans les cas, où c'est par l'intermédiaire d'un tiers, ou par pur hasard, que j'ai recueilli une valeur dans mon patrimoine, le titulaire du patrimoine lésé n'a manifesté aucunement sa volonté de devenir mon créancier. Supposons, par exemple, le cas de celui qui construit sur le terrain d'autrui avec des

matériaux ne lui appartenant pas. Le propriétaire des matériaux se trouve avoir enrichi le propriétaire du terrain sans qu'il ait manifesté sa volonté, et en dehors de tout acte de sa part.

La volonté unilatérale de se rendre créancier de la part de l'enrichisseur ne peut pas expliquer toujours l'existence d'une obligation de restituer, existante à l'encontre de l'enrichi.

En second lieu, le principe de l'indépendance de la volonté, est unanimement admis en droit positif. Nous avons vu avec quel soin la Cour de cassation veillait à l'application de l'art. 1165, qui fait l'application de ce principe, en matière contractuelle.

« Les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes, elles ne nuisent point au tiers et elles ne lui profitent que dans le cas prévu par l'art. 1121. »

Ce n'est qu'après la note de Labbé que la Cour de cassation s'est persuadée qu'admettre une action de *in rem verso* ce n'est pas porter atteinte au principe de l'art. 1165, que cette action fût admise par la jurisprudence. Vouloir substituer au principe de l'indépendance de la volonté, un autre, ce serait faire table rase du développement historique de l'action de *in rem verso*.

Enfin admettre le nouveau principe ce serait admettre aussi une nouvelle source d'obligations. A côté des anciennes sources, la volonté des parties, le fait de l'obligé, ou la loi, il y aurait une quatrième source, qui serait la volonté ou le fait d'autrui.

Ce serait ici, encore, contrarier le droit existant. On aura beau dire que c'est le droit positif lui-même qui a créé cette nouvelle source d'obligation en reconnaissant l'obligation qui pèse sur l'enrichi, du chef de l'enrichisseur. Du moment que cette obligation pourra être expliquée par les principes, déjà existants, du droit positif, comme nous allons bientôt le voir, nous n'avons pas de raison suffisante de croire qu'on a voulu en ajouter d'autres.

La théorie de M. Demogue peut offrir de belles perspectives à la science du droit, mais nous ne croyons pas qu'elle soit la meilleure pour expliquer la conception actuelle de la nature des obligations qui résultent d'un enrichissement sans cause, telle qu'elle s'est formée en droit positif.

On peut dire la même chose de la théorie, tout aussi harmonieuse, de MM. Ripert et Tesseire, dans laquelle on veut faire du principe de l'enrichissement sans cause, un pendant à leur théorie de la responsabilité civile.

Dans les deux théories c'est un même problème de causalité à résoudre. Si on doit supporter les conséquences malheureuses dont on est l'auteur, on doit, en vertu du même principe de causalité, bénéficier du profit qu'on a procuré à autrui. Dans le premier cas c'est un problème de responsabilité civile qui se pose, dans l'autre cas, c'est un enrichissement sans cause.

De cette manière de voir, une conséquence en résulte.

Le défendeur à une action de *in rem verso* n'aura à restituer au demandeur que l'enrichissement procuré par le fait de celui-ci. Tout autre enrichissement, qui ne soit pas l'œuvre du demandeur, ne devrait pas être restitué, bien qu'il provienne de son patrimoine. Ainsi les enrichissements procurés par l'intermédiaire d'un tiers, resteraient pour la plupart sans sanctions, du moment qu'un lien de droit ne peut pas prendre naissance entre le titulaire du patrimoine lésé et le titulaire du patrimoine enrichi.

D'autre part, si l'enrichi doit restituer son enrichissement, parce qu'il est l'œuvre du demandeur, il s'ensuit qu'il devra le restituer *dans sa totalité*, et alors même que le demandeur n'a subi *aucun préjudice* (1). Ce qui est contraire à une jurisprudence bien établie (2) et à toute la doctrine.

Ce n'est donc pas sur ces principes que la jurisprudence édifie la théorie de l'enrichissement injuste. Au contraire, on peut avoir une preuve de son rejet. En effet, la théorie de l'enrichissement sans cause et la théorie de la responsabilité civile ne forment, dans la doctrine de MM. Ripert et Tesseire, que les « deux faces d'une même médaille ». On ne peut pas accepter l'une sans accepter nécessairement l'autre. Or en ce qui concerne la théorie de la responsabilité civile, M. Tesseire

(1) V. Loubers, *op. cit.*, p. 20 et suiv.

(2) Il suffit de voir l'arrêt de la Cour d'appel de Lyon, du 11 janvier 1906, D. 1906, 2, 132. V. aussi Trib. de la Seine, 11 mars 1900, dans *Gaz. Pal.*, 1910, 2^e sem. 2, 145.

qui est son auteur (1), ne l'établit pas sur les articles du Code, comme a essayé de le faire, par exemple, Saleilles. M. Tesseire veut imposer sa théorie par voie de jurisprudence, ou par voie législative. Mais la jurisprudence n'a pas consacré sa théorie, de sorte qu'elle est restée en dehors du droit positif (2).

L'échec de la théorie de la responsabilité civile réfléchit sur l'autre face du même problème, et la jurisprudence repousse aussi l'autre conclusion qu'on tirait de l'idée de causalité. Comme il est reconnu, d'un côté, qu'à la suite d'un enrichissement sans cause, on peut devenir créancier d'une indemnité sans avoir déployé aucune activité, d'un autre côté, pas toute activité peut vous rendre créancier d'un enrichissement. Pour cela il faut, selon la jurisprudence, qu'il y ait eut une transmission de valeur du patrimoine du demandeur au patrimoine du défendeur. Sous cette nouvelle condition apparaît l'insuffisance du principe de causalité pour expliquer, à lui seul, l'obligation de l'enrichi.

M. Loubers, fit de l'obligation de l'enrichi, un problème de responsabilité, en fondant la responsabilité civile sur l'idée du profit tiré de la chose, ou de l'activité de celui, dont on est tenu de réparer le préjudice. Cette idée

(1) Tesseire, *Essai d'une théorie générale sur la responsabilité*.

(2) Pour plus de détails, qui n'ont pas de rapport direct avec notre sujet, voir l'ouvrage de M. Ernest Triandafil, *L'idée de faute et l'idée de risque, comme fondement de la responsabilité*, Thèse, 1913, V. aussi Colin et Capitant, *Cours élémentaire de droit civil français*, II, p. 406.

se trouve à la base de la théorie du risque créé, nous dit H. Loubers. Or, il n'est pas certain que la jurisprudence ait fait sienne cette théorie (1). En n'admettant pas la conclusion on a repoussé implicitement les prémisses.

En outre, la théorie du profit tiré n'expliquerait pas pourquoi l'obligation de restituer s'éteint si l'enrichissement est consommé. L'enrichi n'en a-t-il pas moins tiré profit de la valeur qu'il a détruit à son avantage ?

Pourquoi exiger alors que l'enrichissement doit être *actuel* pour donner lieu à répétition, condition établie par la jurisprudence (2) et exigée aussi par Loubers (3).

En écartant ces belles constructions juridiques, restées sans influence sur le droit positif, nous aurons à analyser l'opinion des auteurs qui assignent comme fondement à l'obligation de l'enrichi, les principes même du Code. Ils ajoutent ainsi, à la clarté de leur exposition, la vraisemblance. Car il est plus vraisemblable que si le principe de l'enrichissement injuste a été reconnu comme productif d'obligation, c'est en le mettant d'accord avec les notions du droit existant, plutôt qu'en les contrariant.

Nous connaissons déjà des auteurs, au nombre desquels se trouvent Bufnoir et M. Planiol, qui voient dans tout enrichissement sans cause — du moins dans l'in-

(1) Si le profit tiré peut expliquer la responsabilité des commettants, il ne saurait servir de fondement à toute responsabilité. (V. Planiol, *Etude sur la responsabilité*, R. Critique, 1909, p. 300.)

(2) Trib. rég. sup. de Darmstadt, le 20 avril 1895, D. 97, 2, 332.

(3) V. Loubers, *op. cit.*, p. 39.

tention du législateur sinon dans la lettre du Code — un quasi-contrat.

La Cour de cassation adopte cette idée qu'on trouve dans son arrêt du 26 avril 1900 (1). Il s'agissait d'une femme mariée contractant un emprunt sans l'autorisation de son mari. Bien que son engagement fût annulé, la Cour n'a pas moins condamné la dame Girard à restituer la somme qui a tourné à son profit, en vertu d'une obligation qui se rattache sinon à la convention, « du moins au quasi-contrat résultant du profit tiré par la dame Girard des deniers qui lui avaient été versés par le prêteur »...

Parti de cette constatation, M. Planiol arrive, après une minutieuse analyse de la notion du quasi-contrat, à cette double conclusion :

1° Il n'y a pas d'autres quasi-contrats que les enrichissements injustes.

2° La notion du quasi-contrat est fausse, reposant sur une analyse superficielle des faits. Les faits engendrant un quasi-contrat sont illicites, semblables aux faits délictueux et quasi-délictueux.

Pour le premier point, nous avons vu, dans notre premier chapitre, et il est fort probable que l'intention du législateur, en créant le groupe des obligations quasi-contractuelles, fût d'empêcher des enrichissements sans cause (2). Cependant nombre d'auteurs contestent que

(1) *Pand. fr.* 1900, 1, 415.

(2) V. G. Raynaud, *De l'action de « in rem verso » en droit civil français*, Thèse, 1899, p. 74 et suiv.

ce fût son unique souci. Nous connaissons déjà l'opinion de M. Barde. On objecte d'un autre côté que dans la gestion d'affaires, les obligations du gérant envers le maître ne naissent pas de l'enrichissement de celui-ci. Afin que cette objection ait toute sa portée, on veut voir dans les obligations du gérant, le principal effet de la gestion d'affaires, à côté duquel l'obligation du maître, d'indemniser le gérant, passe au second plan.

En effet, si on se place du côté du maître pour considérer la gestion d'affaires, elle nous apparaît comme un enrichissement qu'on lui a procuré sans cause, et qu'il est obligé de restituer. Mais c'est du côté du gérant (1) qu'il faut envisager ce quasi-contrat. La gestion d'affaires nous apparaît alors, comme consistant, essentiellement, dans l'intention du gérant à représenter le maître, intention que la loi ne fait que développer seulement, par les obligations qu'elle impose au gérant.

De quelque côté qu'on se place pour considérer la gestion d'affaires, nous ne pouvons pas faire abstraction de ses éléments constitutifs. Or, il y a deux éléments, dans ce quasi-contrat ; l'intention d'agir pour autrui, et le profit, nous pouvons dire l'enrichissement, qu'on lui en procure. Ces éléments sont inséparables et d'une égale importance. Comme le seul enrichissement, procuré sans intention, ne constitue pas une gestion d'affaires, de même la seule intention d'agir pour autrui, n'oblige en

(1) Ripert et Tesseire, *op. cit.*, page 751.

rien le maître, s'il ne se trouve avoir tiré profit à la suite de cette intention. Et cet élément, d'enrichissement, doit exister, non seulement dans le résultat obtenu, mais il doit exister aussi dans l'intention même du gérant. Car celui-ci n'a pu avoir, en s'immisçant dans les affaires du maître, qu'ou bien l'intention de lui nuire, ou bien celle de lui profiter. Dans le premier cas c'est un délit qu'il commet, et ce n'est que lorsque l'intention du gérant a été de profiter au maître, que le quasi-contrat prend naissance.

Il s'ensuit, dès lors, que de quelque côté qu'on envisage une gestion d'affaires, elle consiste dans un enrichissement intentionnellement procuré à autrui. Pour le maître, c'est un *profit procuré à dessein*, et pour le gérant, c'est l'intention et le résultat de procurer un profit au maître. C'est toujours un problème d'enrichissement qui se pose, par une gestion d'affaires, mais un enrichissement d'un genre spécial. Dès lors, la principale obligation que produit une gestion d'affaires est celle d'indemniser le gérant, en lui restituant les débours dont le maître a profité. Quant aux autres obligations du gérant, comme celle de rendre compte à la fin de la gestion, ou de continuer la gestion, si le maître vient à mourir, jusqu'à ce que ses héritiers puissent prendre la direction, elles ne sont qu'accessoires. Elles garantissent au maître que l'acte du gérant, qui doit se solder par un enrichissement, ne finira pas par le léser. C'est un préjudice futur qu'on veut lui éviter. Par leur but ces obligations res-

semblent à celles qu'on appelle purement légales, comme, par exemple, l'obligation du tuteur de rendre compte de sa gestion à la fin de la tutelle, etc. (1).

Si la gestion d'affaires n'est qu'un genre d'enrichissement, comment expliquer alors, objectent MM. Ripert et Tesseire, que les actions qui sanctionnent ces deux rapports juridiques, diffèrent par leurs effets (2). L'action *negotiorum gestorum* tend à une indemnisation complète du gérant, tandis que par l'action de *in rem verso*, l'indemnité pourra ne pas correspondre exactement à la lésion du demandeur ; ce qui arrivera toutes les fois que l'enrichissement procuré sera inférieur aux débours du demandeur. N'est-ce pas là, la preuve que la gestion d'affaires et l'enrichissement sans cause sont de natures différentes ?

A cette objection on peut donner, d'abord, une réponse péremptoire. S'il y a une différence d'effets, entre les deux notions, c'est en vertu d'une disposition spéciale de la loi.

Or, cette disposition légale, s'explique par la différence de contenu de ces deux notions. En effet, la gestion d'affaires est un enrichissement d'un genre spécial. Il est intentionnellement procuré et comme tel on peut rapprocher l'article 1375 des articles 548 et 555, al. 2. Ce

(1) V. Planiol, *Traité élémentaire*, II, p. 258, n° 812 bis, et Goublet, a notion de quasi-contrat, *thèse*, 1904, p. 49 et suiv.

(2) Même objection adressée par M. Barbe, *op. cit.*, p. 523, n° 2848, XIV.

qu'ils ont de commun, c'est que, dans tous ces cas, une valeur a été mise, sciemment, dans le patrimoine d'autrui. Que ce soit de bonne foi, comme dans le cas du gérant d'affaires, ou que ce soit de mauvaise foi, comme le possesseur qui doit restituer les fruits et qui fait des frais de culture (548), ou comme le constructeur de mauvaise foi sur le terrain d'autrui (555, al. 2) la loi accorde, sans distinguer, une indemnisation intégrale à ces enrichisseurs. C'est peut-être, le souci d'encourager une action utile à l'ordre social, qui a guidé le législateur, mais sans scruter son intention, nous constatons sa tendance. Et comme on ne pourrait pas contester que dans les hypothèses des art. 548 et 555, al. 2, il ne s'agit pas d'un enrichissement injuste, malgré le traitement spécial dont jouissent ses enrichisseurs, nous croyons qu'on ne peut pas contester, pour la même raison, que la gestion d'affaires — et donc tout quasi-contrat — ne constitue pas un enrichissement sans cause (1).

Ce résultat, acquis, il nous reste à voir si un enrichissement sans cause est considéré, par la jurisprudence, comme un fait illicite.

(1) Le Code fédéral suisse, des obligations, du 14 juin 1881, assimile complètement la gestion d'affaires à l'enrichissement injuste. Les articles, concernant la gestion d'affaires, sont les articles 46-49. Dans les trois premiers, le Code fédéral fait l'application de l'idée du mandat en cas de ratification de la gestion, mais à défaut de ratification, l'article 49 ajoute. « Dans tous les cas, il est loisible d'intenter une action pour cause d'enrichissement illégitime. » C'est le seul principe auquel se réfère le Code fédéral des obligations en matière de gestion d'affaires.

Nous trouvons, d'abord, une inexplicable différence entre les effets que produisent les actes illicites et les effets attribués à l'enrichissement sans cause.

La conséquence juridique d'un acte illicite consiste à faire naître, dans la personne de son auteur, une obligation qui aura pour but la *réparation intégrale* du préjudice, dont il a été la cause. A l'évaluation de cette indemnité on ne tiendra compte, ni du *degré de gravité de la faute*, ni de la *moralité de l'agent*. Cette évaluation n'aura en vue que seulement le préjudice, mais tout le préjudice, qu'elle a pour but de réparer. Qu'il ait été intentionnellement causé, ou par une simple négligence, l'indemnité due sera calculée de la même manière. Il n'y a pas de différence au point de vue pratique, entre les délits et les quasi-délits.

« Quand on y réfléchit, dit M. Planiol, on ne voit pas quel intérêt il y a à maintenir ces deux catégories de sources d'obligations à l'état distinct : tous deux sont des faits illicites, *toutes deux obligent de la même manière leur auteur à réparer le dommage qu'il a causé*. Il semble donc, que la distinction devrait disparaître, n'étant fondée sur aucune différence pratique. C'est déjà chose faite en Allemagne, où le nouveau Code civil confond sous le nom *d'actes illicites* ce que nous appelons délits ou quasi-délits (art. 923 et suiv) » (1).

Et non seulement, la moralité de l'agent, mais ni la

(1) Planiol, *op. cit.*, V, II, p. 264, n° 827.

gravité, ou la légèreté de la faute ne doit influencer l'évaluation de l'indemnité due à la victime.

Une pareille distinction a été faite par la Cour de cassation, dans son arrêt du 22 novembre 1902 (1). Cet arrêt est critiquable et M. Planiol, dans la note qui l'accompagne au Dalloz, formule magistralement les critiques que nous reproduisons.

D'abord le Code ne fait aucune distinction de ce genre. Cette distinction n'était, pas même, dans l'esprit du législateur.

Le rapporteur au Tribunat, Bertrand et Greuille, après s'être demandé s'« il n'y a pas quelque injustice à punir un homme, pour une action qui participe uniquement de la faiblesse et du malheur, et à laquelle son cœur et son intention sont absolument étrangers » — ce qui est la définition du quasi-délit, remarque M. Planiol — il ajoute :

« La loi ne peut balancer entre celui qui se trompe et celui qui souffre. Partout où elle aperçoit qu'un citoyen a éprouvé une perte elle examine s'il a été possible à l'auteur de cette perte à ne pas la causer, et si elle trouve en lui de la légèreté ou de l'imprudence elle doit le condamner à la réparation du mal qu'il a fait ». Locré, t. XIII, p. 40, n° 9.

En troisième lieu, la tradition française représentée par Domat, était amenée à la même conclusion.

Lois civiles, liv. 2, tit. 8, sect. 4.

(1) D. 1905, 1, 297, avec une note de M. Planiol.

Telle est encore la solution des auteurs modernes. Laurent (t. XX, n° 523) explique que la distinction que fait l'art. 1150 entre les effets de dol et les effets de la simple faute contractuelle, ne s'applique pas en dehors des contrats. Du même avis est Demolombe, t. VIII, n° 473 et suiv.

Toutefois, une atténuation a été proposée par Sourdat, *Tr. général de la responsabilité*, n° 659, et Demolombe (t. VIII, n° 474) et des arrêts ont accueilli même cette idée d'une gradation de la réparation. Mais, objecte M. Planiol, les arrêts qui ont accueilli cette idée, sont jusqu'à présent, peu nombreux.

Ces décisions sont approuvées par Laurent (t. XX, n° 530). Elles sont, cependant, contestables au plus haut point.

« Du moment que la faute constitue par elle-même un principe d'obligation, suffisant pour engendrer l'action en justice, pourquoi laisser à découvert, à la charge de la personne lésée, une partie du dommage subi par elle ?

« Cette modération des dommages-intérêts dans le cas de faute extrêmement légère, devrait avoir pour contrepartie, leur surélévation au delà du dommage réel, lorsque l'auteur de la faute s'est montré gravement coupable de dol ou de méchanceté. C'est l'ancien point de vue des peuples primitifs qui réparait. De même que les Barbares, nous recommencerons à voir dans les condamnations pécuniaires, un système de peines civiles. »

Le but de l'action qui naît d'un fait illicite ne pourra, sous aucun prétexte, être un autre que celui de rendre indemne la victime. « Qu'on ait pu causer intentionnellement un dommage ou sans intention de nuire, il se peut même que l'auteur du fait dommageable ait profité seulement d'un acte d'autrui ; cette gradation descendante de la criminalité du fait lésif, *n'influe pas sur le résultat au point de vue civil : l'obligation de réparer le dommage injuste, prend toujours naissance avec la même force, parce que ce n'est pas l'intention, c'est le résultat que la loi civile envisage* (1). »

Est-ce que l'enrichisseur reçoit la même satisfaction que la victime d'un délit ou d'un quasi-délit ?

Nous connaissons des cas d'enrichissement sans cause où le titulaire du patrimoine appauvri est complètement indemnisé. C'est le cas du gérant d'affaires et des autres hypothèses prévues par les art. 548 et 555, al. 2. Mais ce mode de réparation n'est qu'exceptionnel, il ne constitue pas la règle. La jurisprudence, autorisée par quelques articles du Code, comme, par exemple, l'art. 555, al. 1, a fixé, à l'indemnité due à l'enrichisseur, une double limite. Elle ne pourra être supérieure ni au dommage du demandeur, ni à l'enrichissement du défendeur. Le demandeur restera donc incomplètement indemnisé si l'enrichissement du défendeur est inférieur à la lésion qu'il a subie.

(1) V. Planiol, *Classification des sources des obligations*. Rev. crit., 1904.

L'arrêt de la Cour d'appel de Lyon du 11 janvier 1906 (1) dit :... « c'est dans la mesure de cet enrichissement et du préjudice que lui-même supporte qu'il (le demandeur) peut exercer utilement cette action (de *in rem verso*).

Cette solution est approuvée par M. Wahl qui l'explique ainsi :

« L'indemnité ne peut dépasser l'enrichissement parce qu'elle a pour but de faire restituer, par l'enrichi, le profit qu'il a tiré de l'acte qui a entraîné l'enrichissement ; et elle ne peut dépasser l'appauvrissement, parce qu'elle perdrait son caractère d'indemnité, si elle enrichissait l'auteur de cet acte. L'équité serait méconnue par toute solution contraire (2) ».

Comment expliquer cette sanction particulière, que la jurisprudence attache à l'acte de l'enrichi ; que ni la légèreté de sa faute, ni le défaut de criminalité de l'acte de l'agent ne pourraient l'expliquer. Cette réduction de l'indemnité ne peut s'expliquer ni par l'idée de faute commune. Si le fait du demandeur à l'action de *in rem verso* constituait une négligence de sa part, encore faut-il que cette faute produise un dommage, afin de faire naître une obligation qui compenserait celle de l'enrichi. Or, l'acte du demandeur, loin de produire un dommage, enrichit le défendeur. Celui-ci ne sera pas lésé ni après

(1) L'arrêt précité de la Cour d'appel de Lyon, D. 1906, I, 123.

(2) Arrêté précité sous D. 1907, I, 465 en note.

la restitution, car il ne restituera que les valeurs venant du demandeur. Il faut conclure que si la jurisprudence n'attribue pas à l'enrichissement sans cause l'unique et l'invariable effet que produit la faute, c'est qu'elle ne considère pas comme un acte illicite.

En continuant la pensée qu'inspira la jurisprudence, on arrive à cette conclusion, que si l'enrichissement du défendeur, vient à disparaître, son obligation s'éteint aussi. Ce résultat est confirmé par l'arrêt de la Cour d'appel de Lyon, qui ajoute : « enfin pour apprécier s'il y a eu enrichissement pour le défendeur, et à quelle somme s'élève cet enrichissement, *il faut se placer non pas au jour où se sont produits les faits qui ont donné lieu au litige, mais au jour où l'action a été intentée* ».

D'ici, une seconde différence entre les effets d'une faute et les effets d'un enrichissement.

Dans un délit ou quasi-délit le fait illicite qui se produit à un moment donné, disparaît par la suite et laisse subsister une obligation qui durera autant qu'il y aura un dommage à réparer.

L'obligation de l'enrichi, au contraire, ne dure qu'autant qu'il conserve des valeurs sans cause, ce que l'on peut dire, qu'elle dure seulement autant que le fait lésif. Les éléments de ces deux rapports juridiques, sont changés.

Les éléments constitutifs d'un délit, sont : une lésion dans le patrimoine du demandeur, et un fait ou une abstention imputable à faute, de la part du défendeur. Du

moment qu'on retrouve ces deux éléments, il est indifférent si l'auteur de la faute en a tiré ou non un bénéfice, il sera toujours tenu d'une obligation, dont l'étendue et la durée seront l'étendue et la durée du dommage qu'il a produit.

Dans un enrichissement injuste on exige : une lésion du patrimoine du demandeur et un enrichissement du patrimoine du défendeur. C'est le rapport des deux patrimoines qui détermine et limite l'obligation de l'enrichi (1). Le fait de celui-ci nous est indifférent ; il ne peut pas créer une obligation, du moment que la jurisprudence ne lui attribue pas les effets de la faute. Pourtant il est incontestable que le fait de l'enrichi, de détenir injustement des valeurs aux dépens d'autrui, est un acte préjudiciable, et si la loi ordonne de ne nuire à personne, pourquoi n'est-il donc pas illicite ?

Ce qui le sépare des actes délictueux et quasi-délictueux, c'est son défaut de criminalité, comme le constate M. Planiol. Donc, si la jurisprudence ne le considère pas parmi les faits illicites, ce ne peut être que parce que la criminalité du fait lésif était nulle. Le paiement de l'indû nous fournit un argument d'analogie.

Le Code fait une distinction entre l'*accipiens* de bonne foi, et celui de mauvaise foi. La criminalité du premier est nulle, et il est traité par la loi comme un enrichi. Il

(1) H. Loubers montrait aussi que la seule idée constante qui se trouve dans tous les arrêts rendus en cette matière, c'est l'appauvrissement du demandeur et l'enrichissement du défendeur.

n'est pas astreint à une réparation intégrale du dommage subi par le *solvens*. Il ne restitue pas les fruits que la chose a produits, et s'il l'a vendue, il n'aura à restituer que le prix de vente — c'est-à-dire la valeur dont il reste enrichi. — Si cet *accipiens* a aliéné la chose à titre gratuit, ou s'il l'a perdue, il n'aura rien à restituer parce qu'il ne conserve plus aucun enrichissement (art. 1379) (1).

Tandis que l'*accipiens* de mauvaise foi, d'un paiement indu, commet un délit, et, par conséquent, il sera tenu à une réparation intégrale envers le *solvens*.

Ainsi l'art. 1378 l'oblige à restituer la somme, ou la chose reçue, avec ses intérêts ou fruits, à partir du jour du paiement. Si l'*accipiens* a aliéné la chose qui lui a été prêtée, il reste débiteur de toute la valeur réelle de la chose (1380). Dès qu'une idée de criminalité apparaît dans l'acte de l'*accipiens*, une obligation délictuelle naît en sa personne.

La mauvaise foi de l'enrichi ajoutera très souvent à son acte un élément de criminalité, toutefois, il ne faut pas conclure que l'acte d'un enrichi de mauvaise foi est toujours un acte illicite, ainsi, par exemple, lorsque l'enrichissement est transmis par l'intermédiaire d'un tiers agissant en exécution d'une obligation antérieure. Le

(1) L'article 995 du Code roumain, qui est la traduction de l'article 1379 français ajoute un alinéa ainsi conçu : « Celui qui a reçu la chose de bonne foi, est obligé de la restituer *si elle existe*, mais il est libéré par sa perte et ne répond pas des détériorations.

propriétaire qui profite des fournitures d'engrais faites au fermier, peut être de mauvaise foi, il ne commettra pas un délit. C'est que pour apprécier la criminalité, il faut chercher dans chaque hypothèse, s'il y a, ou non, intention de nuire, ou au moins négligence, ou maladresse de la part de l'enrichi. Ainsi l'élément subjectif, que la jurisprudence exige dans un acte pour qu'il constitue une faute, ne fait que marquer la différence qui existe entre la théorie de la responsabilité objective et la théorie de la responsabilité à raison de la faute. « Faire abstraction de cet élément dans la faute — comme l'ont observé MM. Ripert et Tesseire — c'est dépasser de beaucoup les partisans les plus avancés de la responsabilité objective, qui exigent au moins un fait volontaire imputable à l'agent responsable (1). »

En l'absence de toute criminalité, l'acte de l'enrichi est licite ; il devient titulaire des valeurs qui ont été mises dans son patrimoine, par contre, le droit du demandeur, sur ces mêmes valeurs, cesse, mais il est remplacé par un droit à une indemnité. Cette transformation d'un droit réel en un droit de créance, a été mise en lumière par Boistel, dans le passage que nous avons cité (2).

En effet, tant que le défendeur peut revendiquer les valeurs passées dans un autre patrimoine, nous ne sommes plus dans l'hypothèse d'un enrichissement sans

(1) Ripert et Tesseire, *op. cit.*, p. 752 en note.

(2) Boistel, *Cours de Philosophie du droit*, I, p. 452.

cause. Ce n'est que lorsqu'on ne pourra plus exercer l'action en revendication, qu'il s'agira d'une action de *in rem verso*, ce qui prouve que le demandeur a cessé d'être le propriétaire des valeurs et que le défendeur est devenu leur titulaire (1). Son titre peut venir, tantôt de la loi, par exemple, en vertu d'une accession, comme dans le cas de l'art. 555, tantôt de la volonté du demandeur. Parce qu'il est investi de ce droit, l'enrichi peut exercer sur la chose entrée dans son patrimoine, la prérogative la plus caractéristique du droit de propriété ; le *jus abutendi*. Il peut consommer, ou détruire la chose, sans qu'il soit responsable envers personne.

Cependant l'acquisition de ce nouveau droit produit un déséquilibre injustifié entre deux patrimoines. Le principe de la sécurité des patrimoines, qu'inspira le législateur, se trouve atteint. Pour sa réalisation il a créé des obligations légales proprement dites, ayant pour but d'empêcher qu'un dommage futur ne se produise. Si un dommage s'est déjà produit, par le fait d'un tiers, la loi créa les obligations délictuelles ou quasi-délictuelles ayant pour but de le réparer. Mais si le dommage s'est produit et qu'un tiers en tire profit sans que ce soit lui l'auteur de ce dommage, alors la loi impose, sous le nom de quasi-contractuelle, une obligation, à l'enrichi. Cette obligation légale imposée à cause d'un rapport entre deux patrimoines, n'a pour but que d'en rétablir

(1) Planiol, *Traité élém.*, II, n° 938, page 313 (4^e éd.).

l'équilibre. Or, il sera rétabli, soit par la disparition de la lésion, soit par la disparition de l'enrichissement, c'est pourquoi on assigne cette double limite à l'action qui sanctionne l'obligation de l'enrichi. Ainsi un droit de créance, se trouve substitué, au droit réel, du demandeur.

Cette théorie de la jurisprudence, qu'on pourrait appeler une théorie objective, élargit le champ d'application du principe de l'enrichissement sans cause. En effet, si le seul fait, qui détermine l'obligation légale de restituer, est le rapport entre deux patrimoines, il s'ensuit que :

1^o Cette obligation pourrait naître dans la personne des incapables, alors même qu'ils n'auraient pas le discernement (1).

2^o C'est inutile d'examiner l'acte du demandeur ; il a pu enrichir le défendeur par sa faute même, le défendeur n'en restera pas moins tenu dans la mesure de son enrichissement.

Cette conception d'une obligation qui naît parce que des valeurs d'un patrimoine sont passées dans un autre patrimoine, comprise dans un sens plus matériel, présida dans l'ancien droit romain, à la création de la *condictio*. Après plusieurs siècles d'évolution, l'esprit de la *condictio*, moins matériel et débarrassé d'un formalisme primitif, inspire encore, le droit positif (2).

(1) Cette conséquence se produit aussi dans la théorie de H. Loubers, *op. cit.*, p. 39.

(2) En droit roumain, la Cour d'appel de Bucarest rendit un

DEUXIÈME SECTION

Condition d'exercice de l'action

« de *in rem verso* »

Les conditions d'exercice de l'action de *in rem verso*, ne se trouvent fixées que par la jurisprudence. — Appauvrissement du demandeur. — Sa nature. — Enrichissement du défendeur. — A quel moment doit-il exister? — Certitude de l'existence d'un appauvrissement. — Existe-t-il lorsqu'on a une action pour récupérer la valeur perdue? (L'action de *in rem verso* est-elle subsidiaire?). — Appréciation de l'enrichissement. — Nécessité d'un enrichissement réel du défendeur. — La condition de la transmission de la valeur. — Son rôle. — Sa notion dans la jurisprudence. — Elle doit produire un enrichissement direct. — Qu'est-ce que c'est qu'un enrichissement direct? — Nécessité d'une lésion injustifiée. — Juste cause de retenir l'enrichissement équivalent au défaut d'enrichissement. — Le titre gratuit est-il une juste cause? — Inutilité d'un lien antérieur entre les parties. — Inutilité de rechercher la faute du demandeur. — Résumé.

*
* *

Le Code n'ayant prévu que des hypothèses particulières d'enrichissement sans cause, il n'a fixé les condi-

arrêt de principe en matière d'enrichissement sans cause, de tout point semblable à celui de la Cour de cassation de France en 1893 (v. *Curierul judiciar.*, 1897, n° 32). M. Alexandresco s'exprime, dans son ouvrage, dans le sens de cet arrêt (V. *Explicatiune teore-*

tions d'exercice de l'action en répétition d'un enrichissement, que dans ces hypothèses. Les conditions qu'il établit, ainsi, pour l'exercice de la *codiction indebiti*, par exemple, ou de l'action du gérant d'affaires, ne peuvent pas être étendues par analogie à d'autres cas d'enrichissement (1). Ne trouvant pas dans le Code, une condition déterminée pour l'exercice de l'action de *in rem verso*, nous n'avons à les chercher que dans la jurisprudence. Tel est aussi le sens de l'arrêt de la Cour de cassation du 15 juin 1892.

« Attendu que cette action dérivant du principe d'équité qui défend de s'enrichir au détriment d'autrui et n'ayant été réglementée par aucun texte de nos lois, son exercice n'est soumis à aucune condition déterminée. » —

tica, si practica a dreptutui civil român. t. V, p. 351 et suiv.). Il accorde ainsi que J.-E. Labbé, l'action de *in rem verso*, par analogie aux autres articles du Code, tels que les art. 484, 493, 508, 509, 533, 766, 991, 993, §§ 2, 997, 1098, 1164, 1522 et 1268, C. civ., roumain.

Le fondement de cette action ce n'est ni le contrat, ni le quasi-contrat, ni le délit, ni le quasi-délit, mais la maxime d'équité que nul ne doit s'enrichir sans cause aux dépens d'autrui. Ce droit d'imposer des obligations dérivant d'un principe de droit naturel était reconnu aux juges par le Code Cathimachi dans son art. 10. Si dans le Code on ne trouve pas d'articles applicables à une espèce, le juge donnera une solution par analogie aux articles du Code, mais, dit l'art. 10, à défaut d'articles solutionnant des espèces analogues « on décidera selon les principes du droit naturel ».

(1) V. Planiol, *Traité élém.*, t. II, p. 313, n° 936 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, *Les obligations*, IV, p. 527, n° 2849, XVI, Colin et Capitant, *op. cit.*, II, p. 406.

Qu'il suffît, pour la rendre recevable, que le demandeur allègue et offre d'établir l'existence d'un avantage qu'il aurait, par un sacrifice ou un fait personnel, procuré à celui contre lequel il agit... (1). »

Cet arrêt précise, en même temps, deux conditions, qui sont indispensables, pour l'existence même d'un enrichissement injuste. Il est nécessaire :

1° L'appauvrissement du demandeur.

2° L'enrichissement du défendeur. Ces deux conditions sont propres à l'enrichissement sans cause. On ne les trouve pas dans les délits, où on n'a pas à examiner si l'auteur du fait délictueux, en tire, ou non, profit.

Le langage de l'arrêt précité pourrait faire croire que le simple fait personnel du demandeur l'autoriserait de répéter l'enrichissement procuré au défendeur. Cependant, la condition d'un appauvrissement du demandeur est bien requise dans un arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux rendu le 3 août 1896 et confirmé par la Cour de cassation, par son arrêt en date du 18 octobre 1904 (2) où il est dit :

« Jaubert (le demandeur)... n'a pas prouvé qu'il ait réellement fait une dépense dans l'intérêt de Sicher, d'où il suit qu'en déboutant, pour défaut de justification sur ce point, Jaubert, de sa demande... l'arrêt qui est motivé n'a violé aucun des articles »... etc.

(1) D. 92, I, 596.

(2) D. 1905, I, 119.

Dans le même sens s'est prononcée la Cour de Lyon dans son arrêt déjà cité (1). La même application fut faite par le tribunal de la Seine en déboutant, un locataire, qui, ayant obtenu du propriétaire voisin, une servitude au profit de l'immeuble qu'il habitait, prétendait, par une action de *in rem verso*, à l'enrichissement qu'il avait, par son fait, procuré à son bailleur. « Attendu en fait, que dans l'espèce, les consorts Imbault (les demandeurs) ne peuvent justifier d'aucun appauvrissement, qu'en admettant même que l'immeuble du défendeur ait reçu un enrichissement par le fait de l'établissement des servitudes, cet enrichissement serait uniquement procuré par l'immeuble n° 40, du faubourg Poissonnière, sur lequel... les demandeurs n'ont aucun droit, qu'ainsi les demandeurs *n'ont pris aucun engagement, n'ont fait aucun sacrifice, n'ont subi aucun appauvrissement et qu'ils sont, en conséquence, mal fondés à réclamer, par action de in rem verso, la plus-value que l'immeuble du défendeur a pu acquérir.* »

En ce qui concerne l'enrichissement du défendeur, il est d'évidence, qu'il constitue une condition *sine qua non*, pour l'exercice de l'action de *in rem verso*, si on peut discuter sur sa consistance — comme nous allons le voir — on n'a jamais révoqué en doute la nécessité de son existence (2).

(1) Lyon, 11 janvier 1906. D. 906, 2, 132.

(2) Entre autres cass., 15 juin 1892. D. 92, I, 596 ; Cass., 26 janv. 1903. D. 1904, I, 391 ; Cass.. 23 nov. 1908. S. 1910, I, 425.

L'enrichissement et la lésion doivent exister au moment où l'action est intentée. Pour le demandeur cette condition est aussi d'évidence. Il n'aurait pas de quoi se plaindre, si son patrimoine n'était pas lésé.

Pour l'enrichi le doute serait possible. A l'exemple de la gestion d'affaires, on pourrait exiger que le défendeur, qui a reçu un enrichissement, soit toujours tenu à sa restitution. Mais, comme l'action de *in rem verso*, naît d'un rapport entre les patrimoines, du demandeur et du défendeur, elle disparaît quand le déséquilibre produit, en un certain moment entre les deux patrimoines, vient à disparaître. C'est pourquoi le Tribunal régional supérieur de Darmstadt (1) décide que « l'action de *in rem verso* ne peut être exercée que contre ceux qui ont retiré un *profit actuel* ». On peut rapprocher de cet arrêt, l'arrêt de la Cour d'appel de Lyon, que nous avons déjà cité (2). Cette opinion triomphait déjà dans l'ancienne doctrine (3).

En ce qui concerne l'appauvrissement, une difficulté s'élève lorsqu'il s'agit de constater son existence, car une action de *in rem verso* ne pourra être exercée que lorsque l'existence d'un appauvrissement sera constatée. Si le demandeur, en perdant des valeurs, a acquis une

(1) Trib. rég. sup. de Darmstadt, 20 avril 1895, D. 97, 2, 332.

(2) Lyon, 11 janv. 1906. D. 906, 2, 132.

(3) Laurent, *op. cit.*, X, n° 340. Larombière, *op. cit.*, VII, p. 449. Aubry et Rau, *op. cit.*, VI, p. 247. Beaudry-Lacantinerie et Barde, *op. cit.*, *Les Obligations*, IV, n° 533.

autre action, soit contractuelle, soit délictuelle, contre un tiers, peut-on dire qu'il soit appauvri ? On ne le saura qu'après le résultat que produira l'action contre le tiers. Cette nécessité d'agir, avant l'action de *in rem verso* par les actions qu'on aurait d'autres chefs, a fait dire que l'action de *in rem verso* est subsidiaire. En ce sens se sont prononcés Aubry et Rau dans le passage déjà cité.

Il convient, peut-être mieux, au caractère de notre action de dire, que la certitude d'une lésion pour le demandeur est nécessaire et suffisante pour l'exercice de l'action de *in rem verso*. Si en fait cette lésion n'est constatée, le plus souvent, qu'après l'exercice d'une action délictuelle ou contractuelle, il n'en est pas moins vrai que sa certitude peut se révéler quelquefois avant l'exercice de tout autre action. Ainsi, par exemple, lorsque cette dernière est paralysée par une fin de non recevoir, ou lorsque l'insolvabilité du débiteur est notoire. Dans ces cas, une action de *in rem verso* pourra être exercée avant les autres actions, devenues inutiles.

Nous croyons saisir cette idée dans les arrêts rendus dans notre matière. Ainsi la Cour de cassation, rejette une action de *in rem verso* de l'ouvrier à gage du métayer, contre le propriétaire, parce qu'il a une action contractuelle contre le métayer.

« Attendu, d'autre part, que ce même ouvrier ne peut agir par l'action de *in rem verso* contre le propriétaire, qui a perçu ses loyers, soit en argent, soit en

nature, qu'il a un débiteur direct, le métayer ou le fermier, auquel il a fait confiance (1). »

D'autres fois, une action est accordée au lésé, bien qu'il ait une autre action d'une autre nature, contre un tiers. Ainsi la Cour de cassation accorde une action de *in rem verso* au vendeur d'engrais contre le propriétaire de la terre, alors que le vendeur avait une action contre le fermier. C'est l'arrêt du 15 juin 1892 (2).

Ou encore, une action de *in rem verso* est donnée à l'entrepreneur de travaux commandés par le locataire, contre le bailleur, comme dans l'arrêt du Tribunal régional supérieur de Darmstadt (3). Ces contradictions ne sont qu'apparentes. Si dans les deux dernières hypothèses, une action de *in rem verso* peut être exercée avant des actions contractuelles, c'est parce que ces dernières étaient inutiles, vu l'insolvabilité de leurs débiteurs. Par conséquent, ce qui intéresse la Cour de cassation, ce n'est pas de savoir si l'action de *in rem verso* est subsidiaire ou non, mais le fait de savoir s'il y a ou non lésion dans le patrimoine du demandeur (4). Or, cette lésion n'existe pas tant qu'il a une autre action à exercer utilement, soit contre un tiers, soit contre le défendeur même, à l'action de *in rem verso*.

Une autre difficulté s'élève pour la constatation de l'en-

(1) V. Cass., 18 oct. 1898. S. 99, I, 165. D. 99, I, 105.

(2) D. 92, I, 596.

(3) Arrêt du 22 avril 1895. D. 97, 2, 332.

(4) V. Loubers, *op. cit.*, p. 47.

richissement. Elle se pose lorsque entre le demandeur et le défendeur, ou entre celui-ci et l'intermédiaire, existaient déjà d'autres rapports juridiques. C'est, par exemple, un locataire qui exécute des travaux sur l'immeuble loué. Pour constater l'enrichissement, on compare la consistance du patrimoine, au moment où l'action de *in rem verso* est intentée, à sa consistance à un moment antérieur. La question qui se pose est justement celle de savoir à quel moment antérieur faut-il s'en rapporter ? Sera-t-il le moment qui a immédiatement précédé l'acte, qui a déterminé l'action de *in rem verso* du demandeur ? Ou bien sera-t-il le moment où aucun rapport juridique n'existait, entre le demandeur et le défendeur ou entre celui-ci et l'agent de transmission ? Dans ce dernier cas on considérerait tous les rapports juridiques du demandeur ou de l'agent de transmission, ayant pour objet le patrimoine du défendeur, dans leur totalité et ce n'est que leur résultat final qui nous permettra de dire si un enrichissement en résulte, ou non, pour le défendeur. Ce n'est qu'alors qu'il se trouverait réellement enrichi. La jurisprudence adopte cette manière de voir, et les applications qu'elle en a fait, nous la rendra plus claire.

Boulant, associé en nom collectif fait un emprunt de 100.000 francs sans pouvoir engager la société dont il fait partie ; somme qu'il verse à la caisse sociale. La société ; venant d'être déclarée en faillite, Junet, le créancier de l'associé, se présente comme créancier de la société, au moins en vertu de l'enrichissement qu'il

lui a procuré. La Cour d'appel d'Amiens, après avoir constaté que l'associé Boulant, agissant par fraude, n'a pas pu obliger la société, examine si la société s'est enrichie de cette somme. Elle est bien rentrée dans sa caisse, et vis-à-vis du créancier Junet, il y a un enrichissement. Mais ce n'est pas de cette manière que la Cour envisage la question. Entre la société et l'agent de transmission des valeurs, Boulant, il y avait des rapports antérieurs et leur résultat final n'est pas un enrichissement pour la société. La Cour dit :

« Qu'en réalité la somme de 100.000 francs n'était pas empruntée pour les besoins de la société, mais pour permettre à Boulant de rembourser à celle-ci une partie de sa dette personnelle, qui, après ce versement, se montait encore à 13.000 francs, que les 100.000 francs ont été passés de suite au compte courant personnel de Boulant : que la dette de celui-ci envers la société n'a cessé ensuite de s'accroître, par suite de ses prélèvements » (1). La demande de Junet est rejetée.

Ainsi jugé dans l'espèce suivante.

Un propriétaire donne à ferme son domaine. Le preneur, après avoir causé des dégâts évalués à 60.000 francs passe une partie du domaine à un sous-preneur, qui exécute sur le fonds des travaux évalués à 38.000 francs. Le propriétaire venant à résilier le bail principal, le

(1) Amiens, 16 février 1901 ; S. cassation, 20 janvier 1903, D. 1904, I, 391.

sous-preneur lui intente une action de *in rem verso* pour lui restituer le montant de cette somme, dont il l'a enrichi.

Le demandeur est débouté et l'arrêt de la Cour de cassation du 23 novembre 1908 (1) donne ce motif :

« Attendu... que les améliorations du demandeur n'avaient pas effacé les détériorations subies par le domaine du fait de Gueydon (le preneur principal), décide que l'action de *in rem verso* invoquée par... contre... est inapplicable à l'espèce ».

Dans cette espèce, ainsi que dans celle précédente, le défendeur profite d'une somme venant du demandeur, sans quoi sa perte serait plus grande. Si la Cour de cassation ne trouve pas cependant « que le défendeur s'est enrichi », c'est parce que son patrimoine n'a pas réellement enrichi, alors que l'agent, qui vous a transmis une valeur dans votre patrimoine, vous reste encore débiteur. Or, c'est l'enrichissement réel du défendeur qu'exige la jurisprudence. Et cette nouvelle condition rend plus évident le point de vue objectif, auquel elle se place dans cette matière.

Il nous reste à voir en quoi doit consister un appauvrissement et un enrichissement, ce qui résulte d'une troisième condition, nécessaire à l'exercice de l'action de

(1) Sirey, 910, I, 425, note de M. Naquet et Dalloz, 1912, I, 217, avec une note de M. Ripert.

in rem verso, et que la doctrine appelle : *Une transmission de valeur* (1).

Elle est mentionnée dans l'arrêt de la Cour de cassation en date du 13 juillet 1895, qui précise les termes vagues de l'arrêt de la même Cour de 1892, reconnaissant l'existence d'une action de *in rem verso* en droit français.

Voici l'espèce dans laquelle fut rendu l'arrêt qui nous intéresse (2).

La société « Michel et C^{ie} pour favoriser les travaux publics » paye au nom de la ville d'Arles — croyant avoir valablement contracté avec cette ville, alors qu'elle n'y était autorisée que par la délibération du conseil municipal — paye à Henri Michel et C^{ie} une somme, pour construire un chemin de fer d'Arles à Fontvieille. La société « Michel et C^{ie} pour favoriser les travaux publics » étant mise en liquidation, le liquidateur Gillet, demande à la ville d'Arles la restitution des sommes versées à son compte, à la société « Henri Michel et C^{ie} ».

La Cour de cassation décide :

« Attendu que l'action de *in rem verso* est ouverte en certains cas, contre la personne qui s'est enrichie aux dépens d'autrui, *c'est à condition que cette personne ait reçu une valeur qui soit entrée dans son patrimoine*; que dans l'espèce, le chemin de fer construit avec les

(1) V. Planiol, *Traité élémentaire*, Raynaud, *op. cit.*, p. 87.

(2) Cass., 13 juillet 1895. D. 95, I, 391. S. 96, I, 397.

fonds fournis par la société Michel, appartient au concessionnaire, et non à la ville d'Arles et qu'il n'échet d'examiner si la ville tire de l'existence de ce chemin de fer, un avantage indirect ».

Les auteurs qui reconnaissent la nécessité d'une transmission de valeur, critiquent très justement son exagération. M. Planiol trouve que « la Cour de cassation a même poussé très loin cette idée d'une transmission directe de valeurs (1) ».

M. Stoïcesco, tout en reconnaissant l'existence de cette condition pour l'exercice de l'action de *in rem verso*, la critique, comme ne pouvant s'appuyer, ni sur la tradition, ni sur l'équité (2). Il est certain qu'on ne peut pas chercher la tradition de cette action, servant de sanction au principe de l'enrichissement sans cause, à une époque, où ce principe n'était pas reconnu comme source d'obligation. Mais, dès qu'il le fût, la jurisprudence a vu la nécessité d'exiger un rapport entre l'appauvrissement du demandeur et l'enrichissement du défendeur. Il ne suffit pas de justifier d'une perte et de prouver un enrichissement survenant à autrui, pour réussir dans une action de *in rem verso*.

Et du moment que la jurisprudence ne fondait le rapport obligatoire des parties, ni sur le fait du demandeur, ni sur le fait du défendeur, il fallait chercher seu-

(1) Planiol, *op. cit.*, II, page .

(2) Stoïcesco, *op. cit.*, p. 67 et suiv.

lement dans les éléments des deux patrimoines, une corrélation nécessaire entre l'appauvrissement de l'un et l'enrichissement de l'autre. Ce n'est que cette corrélation, qui a l'apparence d'un lien de causalité, qu'exige la jurisprudence, comme conséquence logique de la théorie objective de l'enrichissement injuste. Mais point n'est besoin d'une transmission, au sens brutal du mot, ayant pour résultat de restreindre, contrairement à l'équité, le champ d'application de l'action de *in rem verso*. Ces mots de *transmission de valeur* ne se retrouvent dans aucun arrêt ; c'est une appellation donnée par la doctrine à une notion qui se dégage de la jurisprudence. Si cette appellation inspire une interprétation trop matérielle, il ne faut pas se laisser tromper par les mots, et c'est dans la jurisprudence qu'il faut lui chercher son vrai sens. Or, ce que la jurisprudence exige, c'est :

1° Qu'une valeur soit sortie du patrimoine du demandeur.

2° Ayant pour conséquence qu'une valeur soit entrée dans le patrimoine du défendeur.

Nous avons vu, la première de ces conditions requises par les arrêts que nous avons déjà cités (1). La seconde est formulée par l'arrêt de la Cour de cassation du 13 juillet 1895.

Exiger, en outre, que ces deux valeurs soient d'une égale quantité ou de même nature, c'est ajouter à la

(1) V. page 167 et suiv. de cet ouvrage.

jurisprudence. Car de l'arrêt même de 1895 il résulte que l'action de *in rem verso* contre la ville d'Arles aurait été accueillie si le chemin de fer était entré dans le patrimoine de la ville. Par conséquent il y aurait eu alors une transmission de valeurs, malgré leur nature différente. En effet, la valeur sortie du patrimoine du demandeur consistait en argent, tandis que celle qui enrichissait le défendeur, était représentée par le chemin de fer.

La Cour d'appel de Poitiers ne fait que confirmer cette idée dans son arrêt du 2 décembre 1907 (1), lorsqu'elle condamne les héritiers, mis en possession de la succession, à payer une indemnité au généalogiste, qui faisant une profession de chercher les ayants droit des successions ouvertes, les a mis en état de se prévaloir de leurs droits successoraux. Le généalogiste perd une valeur, qui est représentée par son travail, et les héritiers gagnent une autre valeur représentée par le montant de la succession. On opposerait à tort, que c'est en vertu de leurs droits successoraux, que les héritiers se sont trouvés enrichis, et qu'ils ne doivent compte à personne. Il n'en reste pas moins que la succession représente une valeur, dont la détention est due aux travaux du généalogiste, comme le constate très bien la Cour de Poitiers. De même, le bailleur qui devient propriétaire sur les constructions élevées sur le fonds, par le locataire, en vertu d'un droit que la loi lui confère,

(1) *La Loi*, 8 février 1908.

il n'en est pas moins enrichi par ce locataire qui ne lui fournit que l'occasion d'exercer un droit légal.

Le même raisonnement s'applique à l'arrêt de la Cour de Paris du 1^{er} décembre 1910 (1).

Ce n'est que le rapport de la lésion et de l'enrichissement que ces deux derniers arrêts exigent, pour l'exercice de l'action de *in rem verso* et qu'on a improprement nommé, transmission de valeurs.

La valeur, qui sort d'un patrimoine, peut consister en un corps certain, une somme d'argent ou d'autres choses fongibles. Elle peut aussi être un travail, car le travail est une valeur patrimoniale, qui est appréciée, tous les jours, selon la juste remarque de MM. Ripert et Tesseire, « soit quand elle fonctionne (louage de service) soit quand elle ne peut fonctionner (dommages-intérêts pour incapacité de travail » (2). M. Wahl trouve aussi que l'appauvrissement suppose une perte matérielle pour l'auteur de l'acte, c'est-à-dire, une dépense pécuniaire ou un travail (3). C'est aussi le point de vue des deux derniers arrêts que nous avons cités (4). L'arrêt de la Cour de Poitiers en évaluant l'indemnité due au généalogiste constate : « qu'il serait souverainement déraisonnable et injuste de limiter la rémunération au remboursement des frais, à condition encore d'en établir un compte

(1) *Gaz. des Trib.*, 1911, 1^{er} sem., 2, 165.

(2) V. Ripert, *op. cit.*, p. 778 note 2.

(3) Note précitée sous S. 1907, I, 465.

(4) V. page 177 et 178 de cet ouvrage.

précis ; qu'il conviendrait au moins, en dehors des soins donnés spécialement à l'affaire, de tenir compte du travail antérieur et d'une organisation, etc...

Enfin l'enrichissement du défendeur doit provenir par une valeur qui entre dans son patrimoine. La doctrine a appelé cet enrichissement, *direct* (1). Il ne suffit donc pas d'un avantage indirect, qu'on tire de la chose d'autrui. C'est le langage de l'arrêt du 13 juillet 1895 (2). En d'autres termes, il faut acquérir un droit dans son patrimoine pour dire qu'on est enrichi.

Ainsi la jurisprudence ne fait que suivre le principe sur lequel elle fonda la théorie de l'enrichissement sans cause. En effet, se contenter de l'avantage que le défendeur a su tirer de la chose d'autrui, pour l'obliger à restitution, c'était faire dépendre son obligation de son fait. Car si quelquefois l'avantage procuré par la chose d'autrui peut avoir une valeur objective (3), le plus souvent, sa valeur dépend des aptitudes des intentions et des moyens du défendeur (4). Or, la jurisprudence ne tient pas

(1) V. Colin et Capitant, *op. cit.*, II, p. 407.

(2) Voir page 174 de cet ouvrage.

(3) Ainsi, par exemple, la démolition d'un mur du voisin qui obstrue votre vue.

(4) Il suffit de lire les considérations sur lesquelles la Société « Michel et Cie » fondait l'avantage que tirait la ville d'Arles de la construction d'un chemin de fer. Il est fait état, par exemple, de l'économie que la ville réalise sur les chemins vicinaux, de l'avantage qui résulterait de la prolongation de la ligne jusqu'à une proche région où il y aurait des minerais, de profit résultant de l'exploitation de ces régions, etc.

compte du fait de celui-ci, comme elle ne tient pas compte du fait du demandeur. Dans sa conception objective, elle envisage les deux patrimoines comme une totalité de droits et d'obligations, afin d'imposer une obligation à celui des titulaires dont le patrimoine se trouve augmenté par l'acquisition d'un droit nouveau.

Un patrimoine peut s'augmenter aussi par la diminution de son passif. Payer, par exemple, la dette d'autrui, c'est l'enrichir. Dans ce cas, aucun droit nouveau ne vient entrer dans le patrimoine de l'enrichi, mais à cause de sa dette, une partie de son actif devait inévitablement en sortir, et le titulaire du patrimoine perdre un droit correspondant. En lui payant sa dette, c'est comme si on lui avait transmis à nouveau un droit sur la partie du patrimoine qui, sans cela, devait perdre, inévitablement. La jurisprudence montre une faveur, il semble, pour ce genre d'enrichissement, qui, bien qu'il ne soit pas direct, résulte, lui aussi, des droits et des obligations qui composent un patrimoine.

Cette idée apparaît d'abord dans l'arrêt même qui établit la nécessité d'une transmission de valeurs.

« Attendu, dit l'arrêt, qu'en admettant une action de *in rem verso*... l'arrêt de la Cour de Nîmes attaqué par la ville d'Arles, a violé l'art. 1375, C. civ. et l'art. 1^{er} de la loi du 12 juillet 1865 d'après lequel les subventions des communes pour les chemins de fer d'intérêt local sont facultatives et non obligatoires, et qu'ainsi il n'a pas donné une base légale à sa décision... »

Un autre arrêt dans le même sens fut rendu par la Cour de cassation le 24 octobre 1910 ; dans l'espèce suivante :

Giroult fait plusieurs fournitures à la commune de Constantine et entre autres il fournit aussi des instruments de musique pour la compagnie des sapeurs-pompiers, fournitures faites au capitaine de la compagnie pour être payées par la compagnie. Mais Giroult intente une action de *in rem verso* contre la commune, pour lui restituer le prix des instruments. « En ce qui concerne la musique du corps des sapeurs-pompiers, l'arrêt constate que la commande, dont le paiement est réclamé, a été faite par le capitaine de la compagnie, pour être payée, non par la commune, mais par la caisse de la compagnie, sous la responsabilité de son commandant et que le fait résulte de la lettre de commande signée de cet officier et produite par Giroult lui-même ; *que la question de savoir si la commune en a tiré profit pourrait néanmoins se poser, si les dépenses de la musique étaient au nombre de celles que la loi met à la charge des communes, mais qu'il résulte de l'art. 14 du décret du 29 déc. 1785 que la création d'un corps de musique de sapeurs-pompiers est facultatif*... que l'art. 29 du même décret ne comprend dans les dépenses obligatoires « l'achat de clairons et tambours »... (1), le résultat en fut qu'une action de *in rem verso* ne fut pas accordée à Giroult.

(1) V. cass., 30 déc. 1910. S. 1912, I, 209.

Par un raisonnement à *contrario* on pourrait conclure, qu'une action de *in rem verso* serait accordée pour répéter l'enrichissement procuré à autrui, en lui préservant son patrimoine d'une diminution inévitable.

Enfin nous parlerons d'une dernière condition pour l'exercice de l'action de *in rem verso*, que, dans le langage habituel, on appelle défaut de cause. L'enrichissement doit être sans cause. Cette idée de cause fut repoussée justement par Ripert et Tesseire. En fait, l'enrichissement en aura toujours une. Ensuite, la cause a une application et une signification déterminées, en matière contractuelle. C'est pour la validité des obligations contractuelles que le droit français exige une cause, à la différence du droit romain et des systèmes qui en dérivent et qui exigent une cause pour la détention d'une valeur. Or, la question d'un enrichissement sans cause ne se pose, par hypothèse, que lorsqu'aucun lien contractuel n'existe entre les parties.

Ce qui détermine l'intervention du législateur, en dehors d'un rapport contractuel, c'est l'*existence d'une lésion*, qu'il veut prévenir, s'il est possible, ou réparer si elle s'est produite. Il n'en est pas autrement en matière d'enrichissement injuste. L'action qui le sanctionne « serait beaucoup mieux appelée action d'appauvrissement, qu'action d'enrichissement » remarque M. Wahl (1). Dès lors le problème qui se pose est celui

(1) Note sous Cass., 18 oct., 1904, s. S. 1907, I, 465.

de savoir quand une lésion devra être réparée, et dans quels cas elle devra être supportée par le lésé ; la répétition de l'enrichissement sans cause en dépendra. Or, il est juste que le lésé supporte son appauvrissement quand il est produit par l'exécution d'une obligation contractuelle, délictuelle ou légale proprement dite, dont il était chargé. L'existence d'une pareille obligation, à l'encontre du lésé, montre son intention, ou l'intention de la loi, à lui faire supporter les conséquences. Mais en dehors d'un contrat, d'un délit ou quasi-délit, ou d'une obligation légale, toute lésion est injustifiée, tout enrichissement doit être répété. C'est une règle générale, facile à appliquer lorsque l'enrichissement est survenu, directement, du demandeur au défendeur.

Elle se complique par l'intervention d'un agent de transmission. Ainsi, lorsque l'associé, en nom collectif, verse à la caisse sociale, une somme, qu'il avait empruntée en son propre nom et sans engager la société. Nous avons alors deux rapports juridiques à analyser, et si on suppose que l'associé devient insolvable, deux personnes seront appauvries. L'une sera le prêteur, qui ne sera plus payé par son débiteur. L'autre, l'associé qui a transmis, de son patrimoine, une valeur à la société. Mais tandis que celui-ci, ne peut pas réclamer à cause de sa lésion contre la société, parce qu'il n'a fait qu'exécuter une obligation résultant du contrat de société, sa lésion étant donc juste, le prêteur pourra réclamer à la société

enrichie une indemnité parce que sa lésion est injuste à l'égard de la société, aucune obligation antérieure n'ayant existé entre eux. Ce n'est que l'application de notre règle. Il arrive cependant très souvent — comme dans notre hypothèse, par exemple — qu'entre le défendeur et l'agent de transmission, existent des rapports juridiques qui ont motivé la transmission de valeur qui s'est opérée entre eux. Mais, dans ces cas, cette transmission ne sera presque jamais, à titre gratuit. Elle impliquera une contre-partie du défendeur, de sorte que le patrimoine de celui-ci ne se trouve pas augmenté par cette transmission, le défendeur n'est pas enrichi.

Dans ce cas, le demandeur, bien qu'ayant en principe une action de *in rem verso* contre le défendeur, cette action ne pourra plus être utilement exercée, car une de ses conditions fait défaut, savoir, l'enrichissement du défendeur. C'est, par exemple, le cas que nous connaissons déjà, du propriétaire d'un domaine qui oppose à l'action de *in rem verso* du sous-preneur, le fait que des rapports qu'il a eus avec le preneur-principal — qui joue le rôle d'agent de transmission — son patrimoine ne se trouve pas augmenté, malgré les améliorations incontestables du sous-preneur.

Les auteurs ont vu, dans ce cas, dans la personne du défendeur, un droit de conserver l'enrichissement, droit qui serait opposable au demandeur, bien qu'il soit resté un tiers, par rapport au défendeur et à l'agent de trans-

mission, entre lesquels ce droit a pris naissance (1).

Les arrêts qui font l'application de cette idée sont assez nombreux.

Ainsi jugé, pour l'ouvrier à gage du métayer, qui s'adressant pour son paiement au propriétaire qui profite de la récolte, par action de *in rem verso*, est débouté parce que, dit l'arrêt de la Cour de cassation, « on ne peut considérer le propriétaire qui a reçu le prix du fermage, ou sa part de récolte, conformément aux stipulations du bail, comme s'étant, sans cause légitime, enrichi au détriment de l'ouvrier (2) ».

Dans un arrêt de la Cour de Paris (3), nous trouvons la même idée. Il s'agissait d'un entrepreneur non payé, qui exécutant des travaux sur la commande du locataire, intentait une action de *in rem verso* contre le propriétaire, pour son paiement. Or, il se voit opposer le bail qui portait la clause que le bailleur profitera, sans indemnité, à la fin du bail, des améliorations apportées à l'immeuble. La Cour dit qu'il « ne peut pas davantage se prévaloir de l'action de *in rem verso*, puisque le propriétaire ne s'enrichit pas au détriment d'autrui quand il profite d'avantages résultants d'une clause licite de son bail (4) ».

(1) V. Ripert et Tesseire, *op. cit.*, page 778 et D. 1912, I, 217. Colin et Capitant, *op. cit.*, II, p. 409.

(2) Cass., 18 oct. 1898. S. 99, I, 165, et D. 99, I, 105.

(3) Paris, 26 janvier 1899, S. 1901, 2, 167.

(4) Voir aussi Cass., 7 févr. 1905. S. 1907, I, 453 et Cass., 9 nov. 1909. S. 1912, I, 309.

Dans toutes les hypothèses précédentes, si le défendeur pouvait opposer au demandeur, un droit qu'il avait acquis contre l'agent de transmission, c'est parce que en réalité le défendeur n'était pas enrichi. Le langage des arrêts est concluant en ce sens (1). La stipulation, par exemple, en vertu de laquelle le bailleur profite, sans indemnité, des constructions élevées par le locataire, a dû être prise en considération lors de la fixation du prix de la location. Ainsi il n'existe pas d'enrichissement — comme le constate M. Wahl — « si la valeur acquise à une personne, par le fait d'une autre, devait lui appartenir en vertu d'une convention passée avec un tiers ».

Toute autre serait la solution si le titre même, en vertu duquel le défendeur détient une valeur, dévoile son enrichissement ; si la convention passée avec le tiers est une donation, par exemple. Du moment que l'enrichissement du défendeur ne fait plus défaut, on applique le principe général, et une restitution est due au lésé qui se trouve injustement appauvri.

Si une convention passée avec un tiers constitue un titre opposable au demandeur, c'est à condition, toutefois, qu'elle soit à un titre onéreux. La convention à titre gratuit ne pourrait pas lui être opposable.

(1) Dans le même sens Ripert et Tesseire, *op. cit.*, p. 796, texte et note 4. Baudry-Lacantinerie et Barde, *op. cit. Les Obligations* IV, p. 532, n° 62849, XXIV ; Wahl, note citée. Loubers, *op. cit.*, p. 43.

Néanmoins, le tribunal de la Seine (1) déboute le marchand de vins, qui n'étant pas payé par celui qui a fait la commande, agissait de *in rem verso* contre le donataire auquel ces vins ont été offerts. Cette solution n'est pas justifiable.

En fait, le marchand de vins n'avait pas été appauvri du moment qu'il avait une action contre l'acheteur, personne solvable. Mais le tribunal ne se mit pas à ce point de vue, et le point de vue, qu'il choisit prête à la critique acerbe que MM. Colin et Capitant lui ont faite (2).

Les conditions que nous avons tracées sont nécessaires et suffisantes.

Ainsi il n'est plus besoin d'un lien de droit antérieur entre les parties, depuis que le principe de l'enrichissement sans cause est par lui-même productif d'obligations. L'inutilité de cette condition est attestée par le premier arrêt de la Cour de cassation qui reconnaît ce principe datant du 15 juin 1892 (3).

Il serait pareillement inutile de rechercher si le demandeur s'est lésé par sa faute ou par sa négligence, du moment que ce n'est que le rapport objectif des deux patrimoines qui détermine la loi à imposer une obligation de restitution. Cependant M. Wahl exige cette

(1) Trib. de la Seine, 22 février 1913. Gaz. Trib., 1913. 1^{er} sem., 2, 255.

(2) V. Colin et Capitant, *op. cit.*, II, p. 409.

(3) D. 92, 1, 596.

nouvelle condition (1). Et M. Loubers, après avoir démontré son inutilité, constate son existence dans la pratique (2).

Dans le système de M. Wahl, qui trouve la source de l'obligation de l'enrichi dans un fait illicite de sa part, cette dernière condition ne serait que la conséquence de sa responsabilité. La faute de la part du demandeur et le fait illicite du défendeur nous placeront dans l'hypothèse d'une faute commune, ayant pour résultat de diminuer la responsabilité du défendeur jusqu'à l'anéantir. Mais cette idée ne pénètre pas en jurisprudence, et l'arrêt de la Cour d'Amiens (3), que cite M. Loubers, ne tranche pas la question. Si dans l'espèce citée, le créancier d'un associé en nom collectif, ne fut pas admis à agir contre la société qui a profité de l'emprunt, c'est parce que la société n'était pas enrichie, comme le constate d'ailleurs, en propres termes, la Cour. L'associé restait encore débiteur envers la société. Si dans l'arrêt on analyse la faute du créancier, c'est parce qu'il ne prétendait pas agir seulement de *in rem verso* contre la société, mais il soutenait, en outre, que la société était valablement engagée par la signature de l'associé, son débiteur. Pour répondre à cette assertion on faisait valoir le concours frauduleux qui a eu lieu entre l'associé et son créancier pour frustrer la société, alors que l'associé ne pouvait

(1) V. Wahl, note précitée.

(2) Loubers, *op. cit.*, p. 33 et suiv.

(3) Amiens, 15 février 1901. S. cass., 26 janvier 1903. D. 1904, I, 391, précité.

user de la signature sociale, d'après le contrat, qu'au profit de la société (1).

La jurisprudence n'a pas eu encore à se prononcer sur cette question, mais à défaut d'arrêts, nous trouvons des exemples dans le Code, dans les articles 555, al. 2 et 548. Le constructeur de mauvaise foi sur le terrain d'autrui et le possesseur de mauvaise foi, ont droit, malgré leur faute, à une indemnité, pour l'enrichissement qu'ils procurent au propriétaire. Il serait donc permis de conclure qu'en donnant une action de *in rem verso* au demandeur qui a enrichi, par sa faute ou par sa négligence, le défendeur, ce n'est pas agir contrairement à l'esprit du Code.

En résumant on pourrait dire qu'une action de *in rem verso* pourra être exercée lorsqu'un appauvrissement injustifié se produit dans un patrimoine, ayant pour conséquence l'enrichissement d'un autre patrimoine, par l'augmentation des droits ou par la diminution des charges qui le compose, toutes les fois que l'enrichi ne pourra pas opposer un juste titre lui permettant de conserver l'enrichissement — équivalent pour lui à un défaut d'enrichissement — le titre gratuit n'étant pas opposable à l'appauvri.

(1) M. Loubers cite encore un arrêt de 1854, c'est-à-dire à une époque où l'action de *in rem verso* n'avait pas encore sa nature actuelle et un arrêt de la Cour de Paris du 13 juillet 1909. S. cass., 15 mars 1911. S. 1911, I, 447, qui faisait application de la maxime : *Nemo auditur, propriam turpitudinem allegans*, faisant ainsi dévier la question de l'enrichissement injuste.

TROISIÈME SECTION

Effets de l'action de « *in rem verso* ».

L'action de *in rem verso* est une action personnelle, en indemnité.

— Opinion de Zachariæ. — Evaluation de l'indemnité. — Conséquences. — Persistance de l'action malgré la transformation des valeurs qui constituent l'enrichissement. — Absence du droit de préférence. — Le droit de rétention. — Exemples dans le Code. — Opinion restrictive. — Jurisprudence. — Opinion large de la doctrine, confirmée par la jurisprudence.

*
* *

Les effets que produira l'action de *in rem verso* dépendront du caractère qu'on lui attribuerait, de sorte que la première question qui se pose est celle de savoir si cette action est réelle ou personnelle.

Zachariæ a été le seul auteur qui attribua à cette action un caractère réel (1). « L'action de *in rem verso*, écrit cet auteur, qu'on peut définir la revendication d'objets considérés, non en eux-mêmes et sous le rapport de leur nature constitutive, mais comme biens, et sous le rapport de leur utilité complète à l'instar des actions

(1) Zachariæ, *Cours de droit civil français*, t. IV, art. 576.

réelles contre toute personne quelle que soit d'ailleurs l'incapacité de contracter dont elle se trouve frappée. »

Aubry et Rau ont rejeté cette opinion, mais leur argument, pour faire impression, il n'en reste pas moins insuffisant.

Si cette action était réelle, disent-ils, elle serait écartée, s'il s'agissait d'un meuble corporel existant encore en nature, par la disposition de l'article 2279 (1).

Ce qui fait que l'action de *in rem verso* ne peut pas être réelle, c'est qu'elle n'invoque pas un droit réel, mais un droit de créance (2).

Ce qui fait croire à son caractère réel c'était le droit de l'exercice contre tout détenteur d'une valeur, quel qu'il soit. L'explication en est que l'action de *in rem verso* sanctionne une obligation qui naît *propter rem*, et que en ayant l'air de poursuivre la chose, elle ne poursuit que son détenteur.

Si l'enrichi a aliéné la chose à titre onéreux, le lésé ne le poursuivra plus dans les mains du nouvel acquéreur, mais il restera toujours le créancier du vendeur, qui, pour avoir aliéné la chose, n'en reste pas moins le détenteur d'un enrichissement représenté par le prix de vente (3).

(1) Aubry et Rau, *op. cit.*, t. VI, § 578, note 7, *in fine*. Pour l'insuffisance de cet argument, voir Raynaud, *op. cit.*, p. 78 et suiv.

(2) V. Garçonnet, *Tr. théorique et pratique de procédure*, §§ 318 et suiv., p. 537.

(3) Dans le même sens Planiol, *op. cit.*, II, p. , n° 938, *bis*.

L'action de *in rem verso* ne nous apparaît pas alors comme une action en répétition de la chose même, sortie du patrimoine du demandeur. Elle a cessé de lui appartenir. S'il avait encore un droit sur cette chose, il aurait exercé la revendication ou une autre action réelle et la question de l'enrichissement injuste ne se poserait pas, faute de lésion.

L'action de *in rem verso* poursuit plutôt le paiement d'une indemnité que la loi impose à l'enrichi en même temps, et parce que d'un autre côté elle consacre l'augmentation de son patrimoine aux dépens du demandeur.

Cette indemnité se mesure, nous l'avons vu, sur l'enrichissement et l'appauvrissement des parties, ne pouvant jamais excéder la plus faible de ces deux sommes.

Cependant, en doctrine se manifeste une opinion dissidente. Elle est soutenue par MM. Ripert et Tesseire. Ces auteurs partant du principe que tout enrichissement doit être attribué à celui qui l'a produit, arrivent, logiquement, à cette conclusion. Celui, qui a enrichi autrui, peut réclamer le montant total de l'enrichissement qu'il lui a procuré par son fait. Il peut le réclamer au jour où il le lui a procuré et à partir de ce jour (1).

S'il s'agit de restituer au demandeur les fruits de son travail, il n'y a pas de raisons de s'arrêter à la lésion de

(1) Ripert et Tesseire, *op. cit.*, p. 787.

celui-ci. La restitution ne se mesurera que sur l'enrichissement procuré.

Si on considère l'obligation de l'enrichi, dérivant d'un fait illicite de sa part, on arrive aux conclusions opposées de celles des auteurs précités. Dans ce dernier cas l'indemnité ne sera mesurée que sur la lésion qu'elle a pour but de réparer.

La solution contraire que reçut en jurisprudence le calcul de l'indemnité, montre que dans son opinion il ne s'agit ni d'attribuer les gains à ceux qui les ont produits, ni de réparer les conséquences d'un fait illicite. Il s'agit seulement de corriger les conséquences injustes que la loi peut produire parfois. Il s'agit d'indemniser un patrimoine injustement appauvri, alors qu'un autre patrimoine a tiré un bénéfice qu'il serait injuste de garder. Or, il serait injuste de le garder dans la mesure de la perte que subit le demandeur. De là cette double limite de la restitution.

Une indemnité est due au demandeur lésé tant que le patrimoine du défendeur est enrichi, n'importe, la forme que l'enrichissement a pris dans ce dernier patrimoine. Les valeurs primitivement entrées dans le patrimoine du défendeur ont pu subir des transformations, être remplacées par des valeurs d'une autre nature, l'action de *in rem verso* ne sera pas éteinte.

Le Code nous fournit un exemple dans la matière du paiement indu. L'obligation de *accipiens* continue à grever son patrimoine, même si l'objet reçu en

payement a été remplacé par des valeurs d'une autre nature.

L'action de *in rem verso* étant une action personnelle, elle poursuit le payement d'une somme d'argent, dont les intérêts courront d'après les règles communes à toute dette de somme d'argent.

Du même caractère de l'action, il s'ensuit encore que le demandeur subira le concours des autres créanciers du défendeur.

Il arrive parfois que le demandeur soit nanti d'un bien appartenant au défendeur. Pourra-t-il exercer un droit de rétention jusqu'à son complet payement ?

Ce droit est reconnu par le Code dans quelques hypothèses d'enrichissement sans cause, qu'il énumère, et qui toutes consistent dans des constructions ou améliorations exécutées sur la chose d'autrui.

Un pareil droit est reconnu par les art. 570 et 571 concernant le spécificateur ; l'art. 867 pour le cohéritier soumis au rapport, lorsqu'il a fait des impenses ou améliorations sur l'immeuble qu'il doit rapporter.

Pareillement l'art. 1673 donne un droit de rétention à l'acheteur évincé par l'exercice d'un pacte de rachat, jusqu'à son complet désintéressement. Citons encore l'art. 1948 donnant droit au dépositaire de retenir le dépôt jusqu'à l'entier payement de ce qui lui reste dû à raison du dépôt.

En dehors de ces hypothèses, dans quels cas existera-t-il un droit de rétention ? Une opinion plus restrictive

exige que « la détention se rattache à une convention, ou tout au moins, à un quasi-contrat, et que la dette connexe à la chose retenue ait pris naissance à l'occasion de cette convention ou de ce quasi-contrat (1) ».

Cette opinion se reflète dans un arrêt de la Cour de cassation du 26 avril 1900 (1). Une femme mariée contracte, sans autorisation du mari, un emprunt, mettant en gage des obligations de la ville de Paris. En vertu de l'art. 1312 elle fut condamnée à payer la somme dont elle a profité et en même temps, un droit de rétention fut reconnu au créancier, parce que — dit la Cour — la détention des obligations et la créance se rattachent au même quasi-contrat d'enrichissement sans cause.

Cependant, la doctrine et la jurisprudence se contentent de la simple connexité entre la créance et la chose pour reconnaître un droit de rétention (2). C'est aussi l'hypothèse des art. 570, 571 et 867 du Code (3).

Nous sommes portés à croire que cette condition est suffisante pour l'exercice d'un droit de rétention.

(1) Aubry et Rau, t. III, § 115, n° 255 bis.

(1) *Pand. fr.*, 1900, I, 415.

(2) V. Planiol, *op. cit.*, II, nos 2527 et 2528 et les autres arrêts cités ; Baudry-Lacantinerie et Barde, *Les Obligations* IV, n° 2849, XXVII ; Baudry et Loynes, *Du nantissement, les privilèges et hypothèques*, t. I, n° 233 et suiv.

(3) V. Raynaud, *op. cit.*, p. 104.

Remarquons cependant, dans le cas où l'enrichissement provient d'un possesseur de la chose d'autrui, la jurisprudence n'accorde le droit de rétention qu'au possesseur de bonne foi (1).

(1) Baudry et Loynes, *supra cit.*, n° 239.

CONCLUSION

Si la sécurité des patrimoines a été une idée chère aux auteurs du Code, il est impossible, sous peine de méconnaître l'esprit qui présida à la confection du Code civil, de ne pas voir dans tout enrichissement sans cause, une source d'obligations.

Mais la sécurité d'un patrimoine peut être réalisée de deux manières. On peut d'abord empêcher qu'un étranger ne diminue la masse des valeurs qui le compose. Un pareil acte serait une faute, qui obligerait son auteur à la réparation. De cette façon, la sécurité du patrimoine est garantie dans son immobilité. C'est une sécurité statique, selon l'expression de M. Demogue.

On peut donc envisager un patrimoine à travers les incessantes transformations résultant de la multiplicité des rapports juridiques qu'exige la vie sociale.

Ce qui réalise, dans ce cas, la sécurité du patrimoine,

c'est la notion d'équivalents qui, selon Ihering, est la base du commerce juridique moderne. La jurisprudence française procède de cette idée, en donnant droit à celui dont le patrimoine se trouve lésé, pour en avoir enrichi un autre, de demander un équivalent, dans la mesure de la lésion subie ou de l'enrichissement procuré.

Ce droit très ancien, par son origine, est de date récente sous le régime du Code civil. Son développement avait subi les influences des époques qu'il traversait. Car, selon la belle remarque de M. Demogue, « les imitations et les conséquences provenant d'une même cause, assurent à toutes les productions d'une époque, une certaine ressemblance, un certain style.

Ainsi à la clarté et à l'élégance de Pothier a suivi « un esprit juridique d'une netteté et d'une force très remarquables, mais excluant, avec une rigueur peu commune, ce qui ne rentrait pas directement dans ses cadres » (1).

Nous assistons enfin de nos jours à la formation d'un esprit juridique nouveau. Plus souple dans ses théories, plus adaptable aux nécessités de la pratique, et dont le principe de l'enrichissement sans cause lui doit sa renaissance.

De la pure doctrine ce principe revient à la vie juridique, grâce à la jurisprudence « ce grand recueil de l'ex-

(1) Demogue, *op. cit.*, p. VII, Introduction.

périence humaine, ce livre toujours ouvert, où viennent s'inscrire tous nos actes, tous nos désirs, toutes nos idées » (1).

(1) Planiol, *R. cr.*, 1905, *Du fondement de la responsabilité*, p. 283.

Vu : le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu, le président de la thèse,
M. PLANIOL.

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

Droit romain.

- Baron. — *Abhandlungen aus den Römischen civilprozes. I. Die condictio*, Berlin, 1881.
- Cuq (E.). — *Les Institutions du droit romain*, 2^e éd., Paris, 1804.
- Girard. — *Manuel élémentaire de droit romain*, 3^e éd., Paris, 1901.
- Pernice. — *Labeo*, III, 3^e éd., Halle, 1892.

Articles de revue.

- Girard. — *L'histoire de la « condictio » d'après M. Pernice. Nouvelle Revue historique*, 1895.
- Michon. — *Compte rendu sur l'ouvrage de M. Koschanbar Lyskowski. Die condictio als Bereicherungsklage in Klassischen römischen Recht. Nouvelle Revue historique*, 1908.

Ancien droit français.

- Beaumanoir. — *Coutume de Beauvoisis*, 3^e éd., Beugnot.
- Bouteiller. — *Somme rurale*, éd. de Charondas le Caron, 1621.
- Domat. — *Œuvres*, éd. Rémy, 1835.
- Dumoulin. — *Opera omnia*, éd., 1681.
- Jacques d'Ableiges. — *Grand coutumier de France*, éd. Laboulaye et Dareste.
- Pothier. — *Œuvres*, éd. Beugnot, 1861.

Droit moderne.

- Alexandresco. — *Explicatiunea teoretica si practica a dreptului civil român*, 1^{re} éd., 9 vol., Bucarest, 1898.
- Aubry et Rau. — *Cours de droit civil français*, 3^e éd.
- Baudry-Lacantinerie et Barde. — *Traité théorique et pratique de droit civil*, 3^e éd., Paris, 1908.
- Baudry-Lacantinerie et Loynes. — *Traité théorique et pratique de droit civil*, 3^e éd., Paris, 1908.
- Boistel. — *Cours de philosophie du droit*, Paris, 1899.
- Bufoir. — *Propriété et contrats*, Paris, 1900.
- Colin et Capitant. — *Cours élémentaire de droit civil français*, 1^{re} éd.
- Demogue. — *Les notions fondamentales du droit privé*, Paris, 1911.
- Demolombe. — *Cours de Code Napoléon*, Paris, 1882.
- Duranton. — *Cours de droit français suivant le Code civil*, 4^e éd., Paris, 1844.
- Fenet. — *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil*, Paris, 1836.
- Garçonnet. — *Traité théorique et pratique de procédure*, 2^e éd., Paris.
- Gény. — *Méthode d'interprétation et sources en droit civil*, 1899. — *Science et Technique en droit privé positif*, Paris, 1914.
- Huc. — *Commentaire théorique et pratique du Code civil*. Paris, 1892-1903.
- Ihering. — *L'évolution du droit*, trad., Meulnaere, Paris, 1901.
- Larombière. — *Théorie et pratique des obligations*, Paris, 1885.
- Laurent. — *Principe de droit civil français*, 3^e éd., Paris, 1878.
- Livre du Centenaire du Code civil*, 2 vol., Paris, 1904.
- Locré. — *Procès-verbaux du Conseil d'Etat*, 1804.
- Merlin. — *Questions de droit*, 4^e éd., Paris, 1830.
- Planiol. — *Traité élémentaire de droit civil*, 6^e éd., Paris, 1912.
- G. Raynaud. — *De l'action de « in rem verso » en droit civil français*, thèse, Paris, 1899.
- R. Saleilles. — *Etude sur la théorie générale de l'Obligation d'après le premier projet de Code civil allemand*, 3^e éd.
- C. Stoicesco. — *De l'enrichissement sans cause*, thèse, Paris, 1904.

Er. Triandafil. — *L'idée de faute et l'idée de risque comme fondement de la responsabilité, thèse*, Paris, 1914.

Toullier-Duvergier. — *Le droit civil français*, 6^e éd., Paris.

Zachariæ. — *Cours de droit civil français*, 1^{re} éd., 1839-44.

Articles de revue.

Loubers. — *L'action de « in rem verso » et les théories de la responsabilité civile. Revue Critique*, 1912.

Planiol. — *Classification des sources des obligations. Revue Critique*, 1904.

Ripert et Tesseire. — *Essai d'une théorie de l'enrichissement sans cause en droit civil français. Revue trimestrielle de droit civil*, 1904.

Notes de jurisprudence.

Boucart. — S. 1911, I, 313.

Labbé. — S. 90, I, 97 et S. 93, I, 281.

Naquet. — S. 910, I, 425.

Petiton. — S. D. 1889, I, 393.

Planiol. — D. 91, I, 49.

Ripert. — Sous D. 1912, I, 217.

Wahl. — Sous S., 1907, I, 465.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE I. — L'enrichissement sans cause en droit romain et dans l'ancien droit français.	5
CHAPITRE II. — L'enrichissement sans cause dans le Code civil	27
CHAPITRE III. — La doctrine	49
<i>Première Section.</i> — L'ancienne doctrine.	50
<i>Deuxième Section.</i> — La nouvelle doctrine	74
CHAPITRE IV. — La jurisprudence	120
<i>Première Section.</i> — Ancienne jurisprudence	121
<i>Deuxième Section.</i> — La nouvelle jurisprudence	141
CHAPITRE V	149
<i>Première Section.</i> — Le fondement de l'obligation de l'enrichi.	149
<i>Deuxième Section.</i> — Conditions d'exercice de l'action de « <i>in rem verso</i> »	173
<i>Troisième Section.</i> — Effets de l'action de « <i>in rem verso</i> »	199
CONCLUSION	207
BIBLIOGRAPHIE	211

SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE BUSSIÈRE
